

Moscou piégé à Kaboul

La visite éclair que le chef du régime afghan, M. Najibullah, vient d'effectuer à Moscou est beaucoup plus lourde de signification que le seul résultat concret, à caractère symbolique, qui en sera sorti : la promesse d'un straponin à bord d'un vaisseau spatial soviétique pour un cosmonaute afghan. Elle reflète une amorce de constat d'échec pour l'Union soviétique dans ce conflit où son armée s'est enlisée.

Toutes les indications qui proviennent d'Afghanistan permettent en effet de conclure que cette guerre représente pour Moscou un coût très élevé. En hommes, d'abord, comme en témoignent les reportages que publie la presse soviétique, dont le nouveau réalisme n'est pas loin de rappeler ceux qu'on pouvait lire, jadis, en provenance du Vietnam dans la presse occidentale. La publication de tels écrits, conséquence évidente de la « transparence » gorbatchévienne, vise à faire écho à l'inquiétude qui perce dans la population soviétique. La guerre en Afghanistan n'est pas perçue comme une affaire extérieure relevant de la compétence de militaires professionnels, mais comme un fléau touchant les familles où sont recrutés les conscrits envoyés au combat.

À en croire les experts, le coût en matériel, d'autre part, pris des proportions que n'avaient certainement pas envisagées les stratèges de l'époque brejnévienne lorsqu'ils décidèrent l'invasion de l'Afghanistan, dont on ne se cache guère désormais à Moscou pour reconnaître que ce fut une erreur funeste. Au rythme d'un appareil perdu chaque jour sous le feu des résistants, l'aventure soviétique est en train de faire la démonstration qu'elle ne parviendra pas à protéger le royaume en bon ordre, ce qu'aurait souhaité M. Gorbatchev.

En termes politiques et diplomatiques, enfin, les pays occidentaux ont fait comprendre à M. Gorbatchev que c'est à l'évolution de la situation en Afghanistan qu'ils jugeront ses bonnes intentions en matière de détente. Quant à la Chine, dont l'amélioration des relations avec Moscou constitue un des grands dossiers que M. Gorbatchev veut faire avancer, elle considère également qu'à défaut de progrès dans un règlement au Cambodge un léger mieux en Afghanistan serait un pas dans la bonne direction.

Or, M. Gorbatchev vient de reconnaître, devant M. Najibullah, que Moscou n'avait pour le moment d'autre solution que de continuer à soutenir une politique qui n'a porté, depuis plus de six mois, aucun fruit. Les offres brandies par M. Najibullah à l'intention des forces non communistes du pays s'arrêtent là où commencent une remise en cause de la suprématie que le Parti communiste pro-soviétique entend continuer d'exercer. Et alors qu'il sait M. Najibullah particulièrement impopulaire en Afghanistan du fait de sa carrière passée à la tête des services secrets de Kaboul, M. Gorbatchev n'a pas eu un mot pour son prédécesseur, M. Babrak Karmal, dévot l'an dernier pour avoir fait montre d'une timide forme de réticence envers les volontés de Moscou.

Au moment où M. Najibullah prenait congé de ses hôtes soviétiques, le secrétaire américain à la défense, M. Casper Weinberger, faisait, pour sa part, à Washington, peu de mystère de la satisfaction que lui procurait l'efficacité, face à l'aventure soviétique, des missiles livrés par les États-Unis à la résistance afghane. La question est donc de savoir quand M. Gorbatchev sera en mesure d'imposer à ses pairs la conséquence logique de cette impasse militaire et politique : un retrait qui mettrait fin à une satellisation de l'Afghanistan par Moscou.

(Lire nos informations page 5.)

Les relations franco-iraniennes et l'enquête sur les attentats de l'automne

● Laborieuses tractations entre Paris et Téhéran ● Trois Libanais intégristes placés en garde à vue

Le président iranien Ali Khamenei a rejeté officiellement la résolution adoptée lundi par le Conseil de sécurité appelant à un cessez-le-feu dans la guerre du Golfe. Dans un discours prononcé le mardi 21 juillet à Ardebil et repris mercredi par Radio Téhéran, le président Khamenei a notamment affirmé : « L'Iran n'acceptera jamais cette résolution qui a été mise au point sous la pression des États-Unis. Nous poursuivrons la guerre jusqu'à l'élimination du régime au pouvoir en Irak. »

La guerre des ambassades se poursuivait, mercredi 22 juillet, entre Paris et Téhéran sans qu'aucune formule ait été trouvée pour permettre aux diplomates et fonctionnaires des deux pays — on a une partie d'entre eux au moins — de regagner leur pays d'origine. Le ministre des affaires étrangères avait initialement parlé d'un délai de cinq jours, au bout duquel cet échange de personnel devait avoir lieu. Mais ce délai expiré mercredi, et les conversations franco-iraniennes n'ont absolument pas avancé, Téhéran ayant recouru à l'esquive pour ne pas

répondre aux questions ponctuelles qui lui sont adressées.

On a donc fini par comprendre à Paris que le rapatriement de nos diplomates exigera sans doute beaucoup de temps, et le Quai d'Orsay explique aujourd'hui que la référence à un délai de cinq jours n'était qu'une « indication ».

Pour l'instant, les autorités françaises attendent la réponse iranienne concernant une représentation iranienne des intérêts français en Iran. Elle pourrait intervenir très vite et serait positive. L'ambassadeur pakistanaï à

Pendant ce temps, les discussions franco-iraniennes sur le rapatriement des personnels diplomatiques des deux pays piétinent. Téhéran s'apprête cependant à accepter que l'Italie représente les intérêts français en Iran. A Paris, enfin, l'enquête sur les filières terroristes iraniennes a été marquée par l'arrestation de trois intégristes libanais, dont un aurait été en contact avec M. Gerdji, réfugié à l'ambassade d'Iran pour ne pas répondre à une convocation du juge Boulouque.

Paris, de son côté, s'est rendu au Quai d'Orsay pour dire que son pays était prêt à représenter les intérêts iraniens dans la capitale française.

Mais cette proposition ne sera acceptée que quand Téhéran aura donné officiellement son feu vert à l'Italie. L'ambassade d'Italie à Téhéran compte de nombreux diplomates chevronnés, et ses bâtiments jouxtent ceux de l'ambassade de France.

(Lire la suite page 4 et nos informations page 22.)

Le protectionnisme aux États-Unis

Après les représentants, les sénateurs ont voté un projet de loi limitant le libre-échange malgré l'opposition de la Maison Blanche.

PAGE 19

Arrestations aux Antilles

Le chef présumé de l'Alliance révolutionnaire caribéenne est en prison en Guadeloupe.

PAGE 8

Un entretien avec le président d'Air France

M. Jacques Friedmann exclut la privatisation de la compagnie.

PAGE 18

La restructuration de la sidérurgie de la CEE

Bruxelles propose une réduction coordonnée des capacités de production.

PAGE 18

Concordances des temps

Prisons privées d'hier et d'aujourd'hui.

PAGE 2

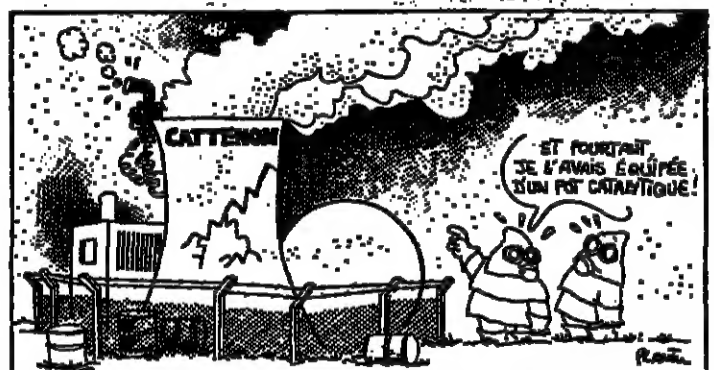
Le sommaire complet se trouve page 22

La lutte contre la pollution

L'Europe des voitures propres

Les ministres de l'environnement des Douze sont parvenus, le 21 juillet, à un accord sur la réduction de la pollution par les gaz d'échappement. Ils ont adopté deux directives qui, pour la première fois, amèneront une diminution importante des émissions polluantes des voitures à essence et des poids lourds à moteur Diesel.

L'atmosphère de nos villes déborde de 70 % de ses gaz d'échappement : tel est le résultat auquel on devrait aboutir... dans une quinzaine d'années à la suite des décisions prises à Bruxelles. Bien que tardivement, les ministres européens de l'environnement ont fait franchir à la lutte contre la pollution automobile une étape décisive. Les mesures adoptées ne concernent pas seulement les



conducteurs et les passants. Pour l'industrie automobile comme pour les sociétés pétrolières, elles sont lourdes de conséquences. A compter du 1^{er} octobre 1992, on ne devrait plus trouver chez les

concessionnaires automobiles des pays de la Communauté européenne que des voitures « propres ».

MARC AMBROISE-RENDU. (Lire la suite page 15.)

Arignon

Jean-Luc Godard présente son « Roi Lear »

A défaut de filmer Shakespeare, Jean-Luc Godard a tourné autour. Il s'est filmé lui-même, Norman Mailer, Woody Allen. Il a opposé au vieux roi le personnage de Cordelia. Après la projection, il s'en est expliqué.

■ Jérôme Deschamps : les « petits pas » des petits vieux. ■ Jean-Marc Bibo : l'effacement de la famille. ■ Rencontre avec deux élèves de l'école du Théâtre national de Strasbourg. ■ France-Culture : le feuilleton de Robert Pinget.

Pages 9 et 10

A la Fondation Maeght de Saint-Paul-de-Vence : Prévert et ses amis ; un opéra de Stockhausen

Pages 10 et 11

L'ENQUÊTE : les tensions en Polynésie française

La fin du mythe tahitien

Menaces de récession économique, manœuvres et règlements de comptes politiques en tout genre depuis la démission de M. Gaston Flosse de la présidence du gouvernement local, le territoire de la Polynésie française traverse une période de morosité. Ce malaise est particulièrement sensible à Tahiti où l'apparition du chômage suscite aussi des tensions sociales.

PAPEËTE de notre envoyé spécial

Le paradis a changé d'adresse. On en trouve encore quelques vestiges, dit-on, vers les îles Marquises, les Tuamotu, les Australes, mais plus ici. C'est vrai, Papeete entretient l'illusion. Sa façade ressemble aux vieilles cartes postales : les cocotiers, les vahinés, les fleurs de tiaré, les joueurs de guitare de permanence à l'aéroport de Faaa, jour et nuit, pour accueillir les touristes américains, les élégants voiliers alignés dans le port, les courses de pirogues sur le lagon d'éméraude, avec à l'horizon les mystérieux sommets de l'île voisine, Moorea... Tout y est.

Et il y a aussi le seigneur des lieux, M. Gaston Flosse, secré-

taire d'Etat chargé des problèmes du Pacifique sud, qui souligne volontiers, non sans raison, que la Polynésie française se porte beaucoup mieux, à tous points de vue, que les micro-Etats indépendants de la région. Avec ses boutiques, ses marchés, ses banques, ses embouteillages, son autoroute, son front de mer digne de la Côte d'Azur, Papeete ne respire-t-elle pas la prospérité ?

Mais tous les exorcismes ne peuvent rien contre ce terrible constat : le paradis a démantelé, il a quitté Tahiti !

La preuve ? Sur les plages artificielles des luxueux hôtels, l'eau du lagon est souvent polluée par les eaux usées de la ville. La baignade y est en principe interdite, même si les touristes ne le savent pas parce que des mains attentionnées ont fait disparaître les panneaux municipaux qui l'indiquaient.

A la une des trois quotidiens locaux, les charmes de miss Tahiti 1987 — une charmante natade des Tuamotu — partagent l'actualité avec des fléaux naguère inconnus : la petite délinquance et la drogue, venues s'ajouter aux méfaits de l'alcoolisme.

Côté montagne, dans ces bidon-

viettes, aux cases si fleuries et si propres qu'on ne dirait pas des taudis, la pauvreté des familles déracinées de leurs lointaines îles natales, victimes des mirages de la ville, s'est transformée en misère ordinaire : ce n'est plus à ses parents ou à ses amis moins dépourvus que soi que l'on confie le soin d'adopter les derniers-nés. L'adoption est devenue une recette commerciale comme une autre. Sans couvert de transferts d'autorité parentale, rendus plus faciles qu'ailleurs par la non-application du code de procédure civile, les bébés en surcroît sont confiés aux jeunes couples métropolitains pressés d'adopter un enfant. Au risque, une fois l'enfant en métropole, de subir le chantage financier de certains parents naturels peu scrupuleux. Des filières existent.

Tahiti découvre aussi le chômage. Rien de dramatique. Rien de comparable en tout cas avec le sous-emploi chronique des autres terres françaises d'outre-mer. Mais une réalité mal vécue dans un territoire habité à l'abandon depuis la société de consommation depuis l'installation du Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP), en 1963.

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 6.)

GRAND PRIX LITTÉRAIRE DES LECTRICES DE ELLE

Jack-Alain LÉGER



Wanderweg

roman

552 pages - 100 F

GALLIMARD nrf

Concordances des temps

Chroniques sur l'actualité du passé

Prisons privées d'hier et d'aujourd'hui

Les prisons privées ? Ce n'est pas une nouveauté. Elles ont existé au début du dix-neuvième siècle : un industriel unique pourvoyait alors aux besoins des détenus. Mais le système devint rapidement pervers : corruptions et abus se multiplièrent...

par Jean-Noël Jeanneney

QUE les va-et-vient du garde des sceaux sur l'affaire des « prisons privées », au cours de l'hiver et du printemps 1986-1987, aient été tactiques ou résignés n'importe pas pour le propos que voici. Car le problème que son intention pose, telle qu'elle fut expliquée par lui, méritait un débat civique. Il eut lieu, mais d'une certaine façon demeura insuffisant : riche en arguments juridiques et philosophiques, pauvre au contraire en comparaisons historiques. Cette lacune est visible dans les discussions du Sénat de décembre 1986 et d'avril 1987 — la seule exception notable étant l'écho discret qu'on y donna à une divergence d'interprétation sur la pensée de Tocqueville : celui-ci fut invoqué contre le projet par le président de la République, en conseil des ministres, selon une interprétation réfutée par Alain Chandon (le Monde du 21 novembre 1986).

Et pourtant, le dix-neuvième siècle offre une belle provende de réflexions, enrichie depuis dix ou vingt ans, dans le sillage des hypothèses de Michel Foucault, par des travaux importants (1).

Sur les profits sociaux à attendre du projet, le ministre de la justice, dans son discours du 19 décembre au Sénat, fut bref : c'est le surcroît de la prison, explique-t-il, qui empêche toute action sérieuse de réinsertion (p. 6424). Plus de places suffirait à résoudre la question. On n'en apprit pas davantage sur ce point, et le cœur de l'argumentation du ministre fut autre. « Les avantages du système, dit-il, sont d'abord de nature économique. Nous savons tous que le secteur privé gère mieux que l'Etat. Il le fait par nature, car les procédures qui sont les siennes sont plus souples, plus légères que celles de l'administration. Cette faculté d'adaptation, cette flexibilité, cet esprit d'innovation qui caractérisent le recours à l'initiative privée peuvent y produire tous leurs fruits, ce qui est impossible dans le secteur étatique, dans lequel les meilleures volontés, les énergies les plus fécondes, se trouvent finalement enserrées, bridées et paralysées (...).

« Certes, je vais appliquer aux constructions publiques les résultats obtenus grâce à la participation du secteur privé — le commerce déjà à le faire. Cependant, à l'évidence, ce progrès ne peut être obtenu que par l'existence d'un secteur privé concurrentiel du secteur public, faisant constamment pression sur l'administration (...). L'appel à l'initiative privée représente le seul moyen (...) d'introduire dans l'ensemble des constructions pénitentiaires, aussi bien publiques que privées, l'initiative, l'innovation et l'efficacité que le contribuable attend de ceux qui gèrent les fonds publics » (p. 6423).

CERTAINS esprits intéressés par la cohérence de la politique gouvernementale ne manquèrent pas d'observer qu'il y avait là une belle illustration des vertus du double secteur (l'Etat garantissant le respect de certaines règles, mais ses éventuelles lourdeurs étant bousculées du dehors par l'agitation du privé et de l'énergie efficace, par exemple, de l'industrie privée). Et tel ou tel alla même jusqu'à se demander, perplexe, quelle logique poussait le cabinet, dans le même temps, à porter de telles nasardes à cette doctrine dans des domaines où ses mérites s'imposaient avec tant de force — par exemple dans l'audiovisuel — tout en tâchant d'en transférer les vertus dans un univers où l'histoire enseignait pourtant si bien les motifs de s'en méfier.

Que dit celle-ci en effet ? Elle rappelle que la première moitié du dix-neuvième siècle assista, tandis que déclinait le bagne, à la véritable « naissance de la prison » comme moyen principal de punir et éventuellement d'amender. C'est par un décret de 1808 que Napoléon créa les prisons centrales. Moment majeur. A mi-chemin du dix-neuvième siècle, au moment de la révolution de 1848, la situation est la suivante, résumée par Michelle Perrot : « Il existe 20 centrales enfermant 18 000 condamnés à la réclusion (plus d'un an), dont cinq (Clairvaux,

Sevres, Fontevault, Melun, Nîmes) en contiennent chacune plus de 1 000 ; 367 maisons de justice et d'arrêt départementales, dont 7 à Paris pour les prévenus et condamnés à moins d'un an (22 000 personnes) ; 3 bagnes (Brest, Toulon, Rochefort) avec 7 000 forçats ; des maisons de correction et une douzaine de colonies — telle Mettray, née en 1836 — pour jeunes détenus (environ 3 000). Cela représente quotidiennement à peu près 50 000 renfermés (2). » (Chiffre à rapprocher des 50 661 détenus au 1^{er} juillet 1987 ; le Monde du 16 juillet.)

C'est dans ces conditions que, sous la monarchie censitaire, fleurit toute une littérature consacrée au système pénitentiaire, et dominée par le grand livre de Gustave de Beaumont et Alexis de Tocqueville, le *Système pénitentiaire aux Etats-Unis et son application en France* (1833) (3) : littérature parcourue d'observations et de réflexions sur le rôle de l'entreprise privée dans le fonctionnement des prisons, et dont se dégage un tableau assez clair (4).



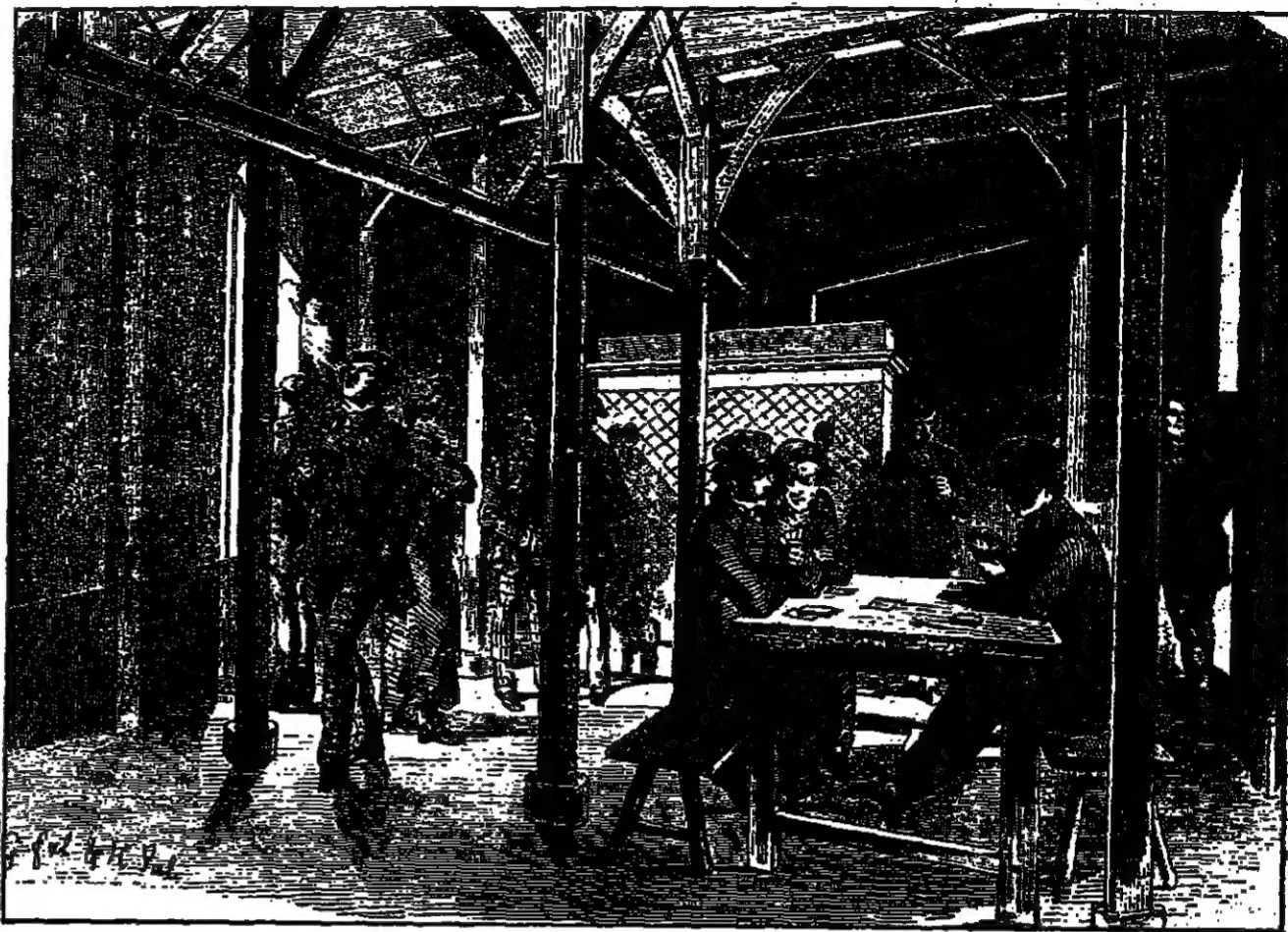
Alexis de Tocqueville, auteur d'un rapport sur le système pénitentiaire aux Etats-Unis et son application en France (1833).

Le rôle de l'entreprise privée est en partie double, envahissant le système carcéral tout entier : d'une part, il est vendeur de biens de consommation et des prestations nécessaires à l'entretien des locaux, d'autre part, il est acheteur des produits résultant du labeur des prisonniers.

Un cahier des charges rarement respecté

C'est un industriel unique, d'ordinaire, qui pourvoit à la nourriture, aux vêtements, à l'éclairage, au chauffage des prisonniers, et qui assure la propriété des locaux et souvent même leur aménagement. Ces prestations sont rémunérées contractuellement, selon un prix fixé par tête — les malades comme les bien-portants, les travailleurs comme les inactifs. Tout contribue ainsi à ce que le fournisseur « gratie » autant qu'il le peut sur toutes ces opérations. Le cahier des charges peut bien imposer, théoriquement, ses rigueurs : seule une surveillance très pointilleuse et très stricte permettrait d'en assurer le respect. Mais tous les témoignages, au hasard des archives, montrent que ce contrôle est sporadique et généralement impuissant à empêcher les tricheries graves ou menues. Puis le danger est grand que l'homme d'affaires soumette le personnel pénitentiaire à toutes les tentations de la corruption, pour l'amener à fermer les yeux sur les abus, moyennant une participation marginale aux profits à en attendre. Et un mécanisme semblable affecte la qualité des produits supplémentaires fournis à la « cantine », ce magasin ouvert aux détenus, qui y dépensent bonne part de leurs gains.

D'autre part, selon un effet pervers, le système pousse à la consommation. Tocqueville, visitant la prison centrale de Poissy en 1830, décrit son effroi en ces termes : « Nous trouvâmes tous les prisonniers assemblés dans deux grandes salles, et le spectacle que nous offrit leur réunion nous laissa une impression qui ne s'effacera jamais. Ils étaient tous en désordre ; les uns assis près d'une table ; les autres étaient debout, inoccupés ; ceux-ci fumaient une pipe ; ceux-là jouaient aux dames ;



Le chauffage des détenus de la maison d'arrêt de la garde nationale, à Paris, en 1852.

on entendait les rires des uns ; les cris des autres ; le plus grand nombre mangeait ; à côté d'un prisonnier qui dévorait son pain sec, on en voyait un autre dépeçant un poulet dans un saladier ; le vin coulait à longs flots, et une gaieté cynique se peignait sur les visages. On aurait dit un festin donné par Satan à ses suppôts (...). Les repas du dimanche sont de véritables festins qui absorbent tout le profit de la semaine ; et c'est ainsi que le travail des détenus n'a d'autre fruit que les habitudes de débauche qu'il leur donne (5).

CES « excès », qui, à tort ou à raison, horrifient Tocqueville, disparurent à partir de 1835-1840, sous l'effet de diverses dispositions répressives ; mais ils illustrent une des nombreuses façons de déraiper que peut reconstruire la machine du profit. Dès lors que l'argent des salaires versés n'était pas aussi aisément récupéré dans la prison même, les entrepreneurs s'efforcèrent de le réduire autant que possible — par exemple en allongeant démesurément le temps des « apprentissages », non rétribués. Et ce n'est qu'avec le développement des associations ouvrières, inquiètes d'une concurrence jugée déloyale et pesant sur le marché du travail, que pression fut faite du dehors pour limiter cette exploitation et combattre la sous-rémunération des tâches accomplies.

Dans l'ensemble, le système fonctionne en circuit fermé, et seule la part d'argent autoritairement réservée pour le pécule de sortie échappe à l'emprise de l'entrepreneur. C'est ainsi que Tocqueville relève qu'à Poissy on encourage le zèle des détenus par des gratifications régulières ou illicites, en sus du tarif officiel fixé par l'administration, accélérant de la sorte les cadences et multipliant les produits à bon compte en attendant de récupérer dans un deuxième temps cet argent par le détour de la cantine... Redoutable mécanisme !

Les intérêts matériels des marchands

Ajoutez que le souci de productivité fait perdre très vite, avec la complicité intéressée des gardiens, la préoccupation de réinsertion sociale, au grand dam des philanthropes, qui, dans ce dix-neuvième siècle, sont nombreux à s'en inquiéter. Longtemps avant le raylorisme, la loi du marché pousse à la parcellisation des tâches. En 1848, un enquêteur de la Société d'économie charitable cite le cas significatif de ce jeune homme qui « arrive de Poissy à Mettray et se déclare ouvrier en chapeaux ». « Ah ! merveille ! s'écrie le directeur ; tu nous feras des chapeaux, nous en aurons. » Et comme on s'empresse de le mettre à l'ouvrage : « Ah ! Monsieur ! on ne m'a jamais appris à faire que le second bâton. » A Poissy, « certains faiseurs de porte-crayons s'occupaient des rainures à droite et les passaient ensuite à d'autres détenus qui faisaient des rainures à gauche » (6).

Pas de surprise. Ce sont les intérêts matériels des marchands, non l'avantage des prisonniers, qui déterminent à la fois le type de production et les méthodes de travail. Alors que la plupart des auteurs plaident pour des règles individuelles en insistant sur les effets délétères de la promiscuité, il arriva souvent que les ateliers servissent de dortoir commun aux prisonniers. Point tant par manque de place que parce que les entreprises y trouvaient l'occasion d'économies substantielles sur le chauffage et la lumière. On tourne en cercle.

PARFOIS, il advint même que la machine devint folle : ainsi en témoigne le scandale de la prison de Clairvaux à la fin de la monarchie de Juillet. Michelle Perrot l'a étudié de près. Une éfrayante mortalité (plus d'un quart des détenus disparaissaient chaque année !) finit par percer l'ordon d'un silence complice. La justice enquête — et découvre un hideux spectacle : nourriture infecte, légumes pourris, viandes avariées. Les malades étaient abandonnés à leur sort, transformés en « spectres », hallucinés. Et l'on mit au jour l'entrelacs de complaisances qui s'était tissé peu à peu. « Entre les entrepreneurs, le gérant salarié et intéressé aux bénéfices, le directeur de la prison, Leblanc (...). Entre l'entrepreneur et le ministre de l'intérieur, par l'intermédiaire d'un de ses membres, d'ailleurs, dont le frère est chef de la division des prisons dans ce ministère. Entre l'entrepreneur et le médecin de l'hospice de Clairvaux, Leber, payé 500 francs par an pour s'occuper de la prison, qui limite au minimum le séjour des détenus à l'hôpital pour permettre aux entrepreneurs de percevoir la prime par journée de travail, attribuée par les sous-traitants. » (Notons que le procureur général doute de la condamnation de ce dernier, écrivant : « Il se retranchera derrière le droit d'appréciation discrétionnaire, privilège de l'art qu'il exerce, et cette défense a des grandes chances de succès » (7).

Un épisode aussi spectaculaire contribua à l'évolution qui fit peu à peu, au cours du siècle, substituer dans les prisons françaises le système de la régie à celui de l'exploitation privée. Certes, je ne garderais d'extrapoler vers de si abominables extrêmes les conséquences éventuelles du projet quelque temps caressé par M. Chandon. Nul doute que lui-même et ses conseillers aient cru possible d'installer des contrôles plus efficaces que ceux du dix-neuvième siècle, et il semble, du reste, qu'ils aient eu l'intention de ne pas attribuer au privé une partie des activités qui lui étaient laissées au dix-neuvième siècle (8). Mais on est en droit de douter qu'aucun contrôle ne

puisse tenir, aucun compartimentage, contre les tentatives corruptrices qui découlent forcément de l'installation du ressort commercial dans le domaine que les républicains avaient appris, pen à pen, à reconnaître à d'autres logiques. Les modalités changeraient, mais le risque ?

Terminons donc sur Tocqueville, qui ne fut ni un rêveur ni un « philanthrope » et qui se situe sur le versant répressif de la littérature carcérale. « Quel est l'effet d'un traité d'adjudication qui intervient entre l'Etat et un entrepreneur qui, moyennant une certaine convention, prend toutes les charges de l'établissement ? La première conséquence d'un pareil traité est de remettre entre ses mains et à sa disposition entière tous les prisonniers, qui deviennent en quelque sorte sa propriété et sa chose. »

« Le travail des détenus lui appartient ; dès lors ils sont ses agents, ses ouvriers, ses véritables serviteurs. Il ne voit dans l'administration qu'il dirige qu'une entreprise industrielle, et chaque ouvrier est pour lui un instrument dont il est le moteur. Que lui importe le moral des détenus, pourvu que le travail matériel de leurs mains lui profite ? Que lui importe que ces hommes-là, volant quand ils renverront dans la société, si pendant leur séjour dans les prisons il a fait sa fortune avec eux ! »

Evidemment, l'intérêt privé devient le seul principe dirigeant d'un établissement auquel ne doivent présider que des vues d'un intérêt général. Ce seul fait est un obstacle insurmontable à toute réforme salutaire (9).

(1) Parmi une littérature abondante, privilégions Michel Foucault, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975 et *L'Incarcération*, recherche sur le système pénitentiaire au dix-neuvième siècle, textes réunis par Michelle Perrot, Paris, Le Seuil, 1980. Il y a aussi à signaler dans la prison, le Bagne et l'histoire, sous la direction de Jacques G. Pélissier, 1984, édition établie par Michelle Perrot, 234 p.

(2) Michelle Perrot, « 1848, Révolution de Poissy », in *L'Incarcération*, op. cit., p. 279-80.

(3) La troisième édition de son ouvrage dans le tome IV des *Œuvres complètes* de Tocqueville, *Œuvres sur le système pénitentiaire en France et à l'étranger*, 2 vol., Paris, Gallimard, 1964, édition établie par Michelle Perrot.

(4) Il a été dressé efficacement, très récemment, par Patrick O'Brien, *The Problem of Punishment: Prisons in 19th Century France*, Princeton, 1982, 332 p., à qui ces lignes doivent beaucoup (cf., notamment p. 153-163, 175-176).

(5) Tocqueville, « Visite à la maison centrale de Poissy, le 26 septembre 1830 », in *Œuvres sur le système pénitentiaire*, op. cit., p. 436.

(6) Cité par Michelle Perrot, op. cit., p. 282.

(7) Ibid., p. 284.

(8) Ce que le garde des sceaux fit valoir en réponse à la citation de Tocqueville qui lui avait opposé François Mitterrand (le Monde du 21 novembre 1986).

(9) « Visite à la maison centrale de Poissy », texte cité p. 460. D'autres citations allant dans le même sens, dans le préface de Michelle Perrot, p. 42, et celui repris au Sénat par Félix Clodion, J.O., 19 décembre 1986, p. 6428.

Demain : la gauche, ses Italiens et ses Maliens

La tension dans le Golfe et la résolution du Conseil de sécurité

Washington rejette
une proposition de M. Gorbatchev
sur une discussion bilatérale

La Maison-Blanche a rejeté, mardi 21 juillet, la proposition du numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, d'organiser des contacts bilatéraux entre les deux pays, en faisant valoir que les contacts multilatéraux dans le cadre de l'ONU étaient plus « appropriés ».

« Le forum de l'ONU est le forum correct et nous n'envisageons pas un quelconque autre forum », a déclaré M. Martin Fitzwater, porte-parole de la Maison-Blanche.

Dans un message adressé au président Ronald Reagan, M. Gorbatchev avait indiqué que l'URSS était prête à examiner avec les États-Unis la situation dans le Golfe « sous quelque forme que ce soit ».

M. Fitzwater a confirmé que ce message avait été reçu vendredi dernier par la Maison-Blanche et qu'il constituait une réponse à une lettre envoyée par le président Reagan aux pays membres du Conseil de sécurité pour soutenir le projet de résolution de l'ONU ordonnant un cessez-le-feu dans le Golfe.

Selon le porte-parole, le message de M. Gorbatchev était « positif » à l'égard de cette résolution, adoptée lundi par le Conseil de sécurité.

Selon Moscou, M. Gorbatchev a noté dans son message que « certaines déclarations de représentants du gouvernement américain semblent témoigner d'un intérêt porté par les États-Unis aux propositions de l'URSS concernant le Golfe ».

« Si cette impression est fondée, ajoutait M. Gorbatchev, nous serions prêts à examiner cette question d'une manière plus concrète avec les États-Unis, sous quelque forme que ce soit, à la convenance du président ».

L'URSS avait proposé, le 3 juillet, le retrait du Golfe, « dans les plus brefs délais », de tous les navires de guerre des États non riverains.

L'agence TASS a de nouveau critiqué mardi soir les États-Unis pour avoir entrepris, « sous couvert d'escorte », des pétroliers koweïtiens, « une action militaire de grande envergure » qui peut avoir « des conséquences imprévisibles ».

A Londres, M^{me} Thatcher a déclaré, mardi, que la Grande-Bretagne, dont la marine escorte déjà les navires marchands britanniques dans le Golfe, examinerait les demandes individuelles de vaisseaux étrangers voulant battre pavillon bri-

tannique. Le ministre d'État koweïtien, M. Fouad al Omeiri, était, mardi, de passage à Londres, avant de se rendre à Paris. Il s'est entretenu de la navigation dans le Golfe avec les autorités britanniques.

Mais aucune augmentation des demandes de ré-enregistrement sous pavillon britannique n'est prévue par les autorités, a-t-on appris de source proche du gouvernement. Le Koweït loue déjà trois pétroliers à des compagnies britanniques, dont deux basés à Gibraltar.

Pour sa part, le ministre britannique de la défense, M. Geoffrey Younger, a déclaré, mardi, que le Royal Navy avait reçu l'ordre d'ouvrir le feu, si nécessaire, pour se défendre ou protéger les pétroliers britanniques naviguant sous escorte.

Radio-Téhéran a annoncé, mardi, qu'une patrouille navale de gardiens de la révolution s'était emparée des équipages de trois petits navires koweïtiens circulant dans le Golfe.

L'inquiétude
des milieux pétroliers

A la suite de cette agitation, le prix du pétrole a chuté de 50 cents, mardi, sur le marché libre de New-York, pour coter 21,7 dollars le baril (pour une livraison en août). A Londres, le baril de Brent (la qualité de référence) a perdu 30 cents à 20,3 dollars (pour livraison également en août). Les milieux pétroliers, très inquiets depuis quelques semaines de l'évolution de la situation dans le Golfe, avaient anticipé une hausse de l'or noir. Mais l'absence d'attaque iranienne mardi, premier jour de l'escorte des pétroliers par la marine américaine, a calmé les spéculations et le marché s'est orienté à la baisse ou au moins à la stabilité.

Par ailleurs, le ministre japonais de l'Industrie et du Commerce extérieur (MITI) a annoncé, le 21 juillet, des négociations officielles avec des compagnies pétrolières pour évaluer les réserves du pays (environ 95 jours de consommation). Le MITI a, en revanche, démenti les informations circulant parmi les compagnies nipponnes selon lesquelles le gouvernement de Tokyo leur a demandé de réduire la dépendance du pays à l'égard du brut iranien, pour se préparer à un éventuel embargo que décideraient les Occidentaux contre Téhéran.

La flotte pétrolière française, qui s'est considérablement réduite ces dernières années, comptait au 1^{er} juillet 1987 22 pétroliers au long-courrier et 34 caboteurs pétroliers de plus petite taille (375 000 tonnes de port en lourd). Sur ce total deux navires (représentant 540 000 tonnes) étaient désarmés au 1^{er} juin.

En 1985, les armements français ont transporté 9 millions de tonnes de pétrole brut, dont 4,3 millions de tonnes de pétrole brut importé par la France et les navires affrétés 1,6 million. Les mêmes navires français ont transporté 24,4 millions de tonnes de pétrole brut entre des ports étrangers.

Un « déchet » qui mérite d'être « étudié avec grand soin »
estime l'ambassadeur d'Iran à l'ONU

La résolution du Conseil de sécurité demandant un cessez-le-feu immédiat entre l'Irak et l'Iran, adoptée lundi à l'unanimité, a été critiquée le mardi 21 juillet par Téhéran et rejetée par ses alliés chiites libanais, mais accueillie favorablement par Bagdad et la quasi-totalité des capitales arabes.

NEW-YORK
de notre correspondant

« Je ne rejette ni n'accepte la résolution 598, adoptée lundi par le Conseil de sécurité. » Fidèle à ce qui semble une tradition séculaire, le représentant iranien auprès des Nations Unies préfère l'esquisse diplomatique aux décisions tranchées. S'exprimant le mardi 21 juillet à New-York, M. Saïd Rajae Khorassani insiste sur le flou : « Nous arrêterons notre position définitive après avoir reçu des explications sur l'essence de cette résolution, qui comporte des promesses creuses et vagues », a-t-il dit, évitant soigneusement d'opposer un « non » catégorique au principe d'un cessez-le-feu. Certes, pour M. Khorassani, le texte de la résolution est un « déchet », mais il vaut d'être « étudié avec le plus grand soin ».

Les membres du Conseil de sécurité sont considérés, à Téhéran, comme de pitoyables figurants d'une mise en scène américaine, l'étude approfondie de la résolution sera faite sans doute avec le secrétaire général des Nations Unies, seul diplomate qui trouve grâce aux yeux de M. Khorassani. Le Conseil de sécurité, critiqué en des termes peu amènes, aurait « négligé, depuis sept ans, ses responsabilités en ce qui concerne le maintien de la paix, en refusant de condamner le fauteur de la guerre (l'Irak) et l'occupation de territoires iraniens ».

« Ses membres découvrent soudain le chapitre VII de la charte de l'ONU (relatif à d'éventuelles sanctions internationales), ce qui n'est qu'une tentative pour sauver le régime corrompu de Bagdad. Et lorsque le Conseil tente de se préoccuper de l'aspect le plus important de ce conflit, celui de la responsabilité initiale, il le fait d'une telle manière ambiguë que ses décisions ressemblent à des arrangements cosmétiques », ajoute M. Khorassani à propos du paragraphe relatif à la création d'un comité chargé d'étudier les origines du présent conflit.

Un porte-parole officiel irakien a déclaré que l'Irak rendrait publique sa réponse définitive d'ici à vendredi, après une réunion de l'Assemblée nationale, qui, selon la télévision irakienne, doit se tenir mercredi.

Le ministère iranien des affaires étrangères a, pour sa part, jugé

« injuste » la résolution, en expliquant son refus par l'absence de condamnation par les Nations unies du « responsable du déclenchement du conflit », l'Irak. Il a estimé que le Conseil de sécurité avait « failli à sa mission de paix » en adoptant ce texte et a, d'autre part, annoncé qu'il ferait bientôt connaître sa position sur chaque paragraphe de la résolution.

« Cela n'est qu'une promesse pour l'instant. Il faudra nous en dire davantage : et il faudra punir l'Irak, d'une manière ou d'une autre... » Pas question, pour le moment, d'une visite de M. Perez de Cuellar à Téhéran, ni de celle d'un groupe d'observateurs chargés par la résolution de vérifier le cessez-le-feu.

« Eil vif et sourire ironique, l'ambassadeur rejette, avec un mépris appuyé, les offres d'aide internationale à la reconstruction des deux pays. Faites pourtant avec beaucoup d'insistance par l'ensemble des membres du Conseil de sécurité : « S'agit-il d'un fonds de charité ? La tâche de l'ONU est de s'occuper de la sécurité internationale et non pas de l'économie. »

Non sans malice, M. Khorassani accuse les États-Unis, « allés flagrant de l'Irak », de violer déjà l'un des paragraphes de la résolution, celui qui demande aux États d'éviter tout acte pouvant conduire à l'esca-

lade militaire dans le Golfe. « La protection navale accordée par les États-Unis à des pétroliers koweïtiens constitue la plus sérieuse escalade et une menace pour la sécurité internationale, affirme-t-il. Si l'Irak reprend ses attaques contre des objectifs iraniens, nous attaquerons de nouveau des navires koweïtiens, quel que soit le drapeau et quelle que soit la menace de protection navale américaine. » Néanmoins, M. Khorassani ajoute une phrase importante : « Si l'Irak cesse ses attaques, l'Iran s'abstiendra, lui aussi, de tout acte d'hostilité. »

Venant après l'assurance, donnée il y a quelques jours, qu'aucune action militaire ne sera entreprise par l'Iran « pendant la période consacrée à l'étude de la résolution », cette phrase constitue la première indication sérieuse d'une possible accalmie dans le Golfe et d'un cessez-le-feu de facto dans les espaces internationaux du Golfe. En effet, l'Iran a pris l'habitude d'attaquer des navires koweïtiens en représailles aux attaques irakiennes, ou l'acceptation probable par Bagdad de la résolution 598 semble pouvoir exclure le recours à de telles pratiques. De mauvaise grâce et de manière la plus tortueuse possible, Téhéran rejette le texte mais pas l'idée d'une paix. A-t-il les moyens de faire le contraire ? « Non », répondent unanimement les diplomates du palais de verre.

CHARLES LESCAUT.

Quand M. Khorassani regrette
la rupture des relationsNEW-YORK
de notre correspondant

Le représentant de l'Iran aux Nations unies, M. Saïd Rajae Khorassani, est-il si loin de Paris et de Téhéran qu'il ignore ce qui s'y passe ? Considéré comme l'un des principaux artisans de la politique étrangère iranienne, ce brillant technicien ne saurait pourtant parler en l'air lorsqu'il commente les relations franco-iraniennes. « Je pense que la rupture des relations diplomatiques (décidée par Paris la semaine dernière) n'était pas un geste très constructif, nous a-t-il déclaré mardi à New-York, car

les deux peuples nourrissent un grand respect pour leur amitié séculaire. J'estime que nos liens culturels et notre respect mutuel sont très, très importants. C'est pourquoi je pense que la rupture était un acte précipité aux motivations politiques. J'ose croire que les autorités françaises ne se laisseront pas emporter, d'un côté, par le vent de la conclusion sur la base de jugements expéditifs. Les relations entre nos deux pays doivent être développées, essentiellement au nom du grand respect que les deux nations ont l'une pour l'autre. »

Ch. L.

Les hezbollahs libanais déclarent
la « guerre sainte » aux Nations uniesBEYROUTH
de notre correspondant

Réagissant à la résolution du Conseil de sécurité ordonnant à l'Iran et à l'Irak d'observer un cessez-le-feu immédiat, les hezbollahs pro-iraniens ont déclaré, le 21 juillet, la « guerre sainte » aux Nations unies, au cours d'une parade armée, organisée dans son fief de Baalbek. Cette manifestation consistait de surcroît en un défilé à la Syrie, auquel l'armée n'a pas réagi, malgré l'interdiction de port d'armes faite aux hezbollahs et à leurs alliés iraniens, les pasdaran (gardiens de la révolution) et bien qu'elle ait rassemblé et renforcé son dispositif autour de cette ville.

L'appel au djihad concerne, en principe, l'ensemble des Nations unies, mais ce sont la France et les États-Unis qui étaient dans le collimateur : leurs drapeaux ont été brûlés par la foule et les effigies de leurs présidents brisées à coups de bâton. Devant vingt mille personnes, sur la place centrale de Baalbek, rebaptisée à cette occasion par les intégristes « place de l'imam Khomeiny », le cheikh Sobhi Toufayli, un des principaux dirigeants du hezbollah, a pourfendu le Conseil de sécurité, l'accusant de « conspiration », de « machination » et de « déclaration de guerre à l'Islam ».

« Nous sommes prêts à y faire face, a affirmé l'orateur. Tous se sont ligés et ont armé leurs flottes dans le Golfe des musulmans (...). la guerre va se poursuivre (...). jusqu'à la victoire ou le martyre (...), nous sommes pour la guerre jusqu'à ce que les eaux du Golfe se transforment en tombeaux pour les Américains. »

Un autre slogan du cheikh Mohamed Vabek, a été à la fois scandé et sifflé : « La France, l'Amérique et l'Angleterre sont des ennemis de Dieu », et « le terrorisme est la seule solution, nous attendons un signe de l'imam Khomeiny : l'éclair ou nous recevrons une fatwa (décret religieux), nous combattrons pour défendre l'honneur de l'Islam contre l'Amérique, la France et Israël. »

Alerte
numéro un

Ainsi que l'a souligné l'ambassadeur de France, M. Blane, en annonçant que ses services sont « en état d'alerte numéro un », on ne peut exclure que les intégristes mettent leurs menaces à exécution, n'importe où au Liban, y compris à Beyrouth-Est (secteur chrétien) où l'ambassade et la quasi-totalité des Français sont réfugiés et en relative sécurité.

C'est néanmoins à Beyrouth-Ouest où il se reste toutefois que

quelques Français — en général très âgés — ont été potentiellement, et au Liban sud, où un contingent français de cinq cent quatre-vingts hommes opère dans le cadre de la FINUL, que sont essentiellement susceptibles de s'exercer des représailles intégristes. D'autant plus que le hezbollah et les pasdaran se sont fortement implantés récemment dans le Sud, principalement dans la région de Tyr, à l'abri des contraintes que leur imposait la Syrie dans la Bekaa.

Les Français d'abord, les autres contingents de la FINUL ensuite ont pris des mesures de sécurité maximum. Quant aux Américains, il leur est strictement interdit par leur gouvernement de se rendre au Liban et si quelques personnes enfreignent cette consigne dans le secteur chrétien, depuis le rapt du journaliste Charles Glass, le 17 juin dernier, il n'y a plus, que l'on sache, aucun Américain au secteur musulman. Seulement quelques Américains, telle cette infirmière blessée le week-end dernier à Saïda, où les combats ont repris samedi et continuent depuis lors entre la milice chiite Amal et les Palestiniens. Ce qui a amené le département d'État à rappeler à ceux qui ignorent ces avertissements en restant ou en se rendant au Liban qu'ils le font « à leurs risques et périls ».

LUCIEN GEORGE.

Des pétroliers français pourront être
« accompagnés » par la marine nationale

La situation évoluant de jour en jour voire d'heure en heure, il n'est pas facile de suivre l'activité des navires de commerce français fréquentant les parages du Golfe. Il est néanmoins d'abord de bien préciser ce que l'on appelle « navires français ». Il ne peut s'agir, dans la terminologie officielle, que des cargos et pétroliers battant pavillon blanc français. Ce qui signifie que les navires dont les propriétaires sont des entreprises françaises (ou leurs filiales) et qui naviguent sous pavillon étranger ou les navires étrangers affrétés par des armateurs ou des opérateurs français (ils sont de plus en plus nombreux) sont exclus des éventuels dispositifs de protection que peut être amené à décider le gouvernement.

Définie à la fin de la semaine dernière par M. Ambroise Guéllac, secrétaire d'État à la mer, la position du gouvernement reste inchangée, précise-t-on dans l'entourage du ministre. Un « avis général » a été adressé à tous les armateurs français le 17 juillet (y compris aux propriétaires de pétroliers) leur expliquant les risques qu'ils encouraient s'ils fréquentaient les eaux du Golfe, car la marine nationale ne dispose pas de bâtiments en nombre suffisant dans cette région du monde pour escorter chaque navire marchand.

Parallèlement, une recommandation spéciale a été adressée, à la fin de la semaine dernière, aux armateurs de deux navires pétroliers, le *Mascarin* (de la compagnie Soflumar) et le *Boré* gros pétrolier de Total qui devaient, l'un charger des produits raffinés (dont très exposés à des risques d'incendie en cas d'attaque) dans le Golfe, et l'autre prendre livraison de pétrole brut en Iran, tous deux ont renoncé à leurs destinations. Mardi 21 juillet, deux super-pétroliers français l'*Athos* (275 000 tonnes) de Mobil Oil France et le *Brissac* (239 000 tonnes) de BP France se trouvaient aux abords du Golfe et devaient y entrer pour effectuer des chargements de brut. C'est alors que M. Guéllac a légèrement assoupli sa position, en partie sur l'insistance des syndicats de marins et a fait savoir

Escorte ou accompagnement

La marine nationale, qui maintient des moyens dans la région avec sa flotte de l'océan indien, n'a pas reçu, à ce jour, l'ordre d'escorter le trafic marchand civil dans le Golfe.

En permanence, la flotte française de l'océan indien est organisée, en moyens de combat, autour d'un navire de commandement, la *Marne*, et de trois ou quatre avisos-escorteurs, qui peuvent recevoir un renfort épisodique de l'escadre de l'Atlantique. Ces navires effectuent une patrouille permanente (en se relayant) en mer d'Oman et ont une présence de courte durée dans le Golfe pour des missions d'assistance.

Seul, un ordre du gouvernement peut amener la marine nationale à effectuer une mission d'escorte des bateaux circulant dans le Golfe sous pavillon national. L'escorte, que pratique, en revanche, la marine de guerre américaine, est définie comme un acte d'État par lequel celui-ci s'engage à assurer la protection des navires civils relevant de son pavillon.

Des règles d'ouverture du feu, en cas de menace et, a fortiori, d'agression, sont alors données aux navires escorteurs.

Pour l'instant, la marine nationale s'en tient à l'accompagnement, qui est plus souple et moins contraignant que l'escorte. Des règles de comportement ont été données aux bateaux de guerre français qui devraient réagir en cas de menace ou d'attaque.

L'an dernier, lorsque le pétrolier français *Brissac* a été attaqué par des hélicoptères iraniens, qui ont tiré des missiles AS-12 de fabrication française, la marine nationale a été autorisée à assister le navire, notamment en envoyant à son bord des équipes chargées de désamorcer les charges, non explosées, des missiles iraniens. De même, la semaine dernière, lorsque le porte-conteneurs *Ville d'Amers* a été attaqué par des vedettes iraniennes, la marine nationale a dépêché sur les lieux le *Victor-Schoelcher*, qui a accompagné le navire entre Bahrein et le détroit d'Ormuz.

PARIS-LONDRES 540 F ALLER/RETOUR

Vol sur Air Charter, filiale d'Air France et d'Air Inter.

Jumbo CHARTER SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER.

JUMBO PARIS 47 05 01 95 ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES

هكذا من الاصل

Proche-Orient

La crise franco-iranienne

(Suite de la première page.)

L'affaire de la désignation des pays « protecteurs » est importante, car l'Italie et le Pakistan pourraient être des intermédiaires officieux lorsque viendra l'heure du rapatriement des diplomates. On n'en est pas là, et l'affaire Gordji continue à bloquer le processus de départ. Mardi, le ministre français délégué aux affaires européennes, M. Bernard Bosson, a répété qu'il n'était pas question d'un « troc » entre M. Wahid Gordji, non couvert par l'immunité diplomatique et qui refuse de se présenter devant la justice française, et le premier secrétaire de l'ambassade de France à Téhéran, M. Paul Torri, accusé d'espionnage et de trafic divers par les Iraniens et « convoqué » par la justice iranienne. Le cas de M. Gordji ne paraît pas, d'autre part, s'être amélioré depuis l'arrestation, mardi, de trois Libanais soupçonnés d'activités terroristes, dont un au moins était en contact avec l'interprète iranien.

A Téhéran, le chargé d'affaires français, M. Pierre Lafrance, continue de s'entretenir, le plus souvent par téléphone, avec le ministre iranien des affaires étrangères. A Paris,



le chargé d'affaires iranien, M. Gholam Reza Haddadi, a été, à sa demande, autorisé à se rendre mardi soir à Orly pour y rencontrer son diplomate iranien faisant escale dans la capitale française avant de regagner Téhéran. Ce diplomate, dont l'identité n'a pas été révélée, se trouvait à bord du Boeing-747 d'Iran-Air, venant de Londres.

La rupture des relations diplomatiques entre Paris et Téhéran a suscité une vive inquiétude parmi les quelque 30 000 Iraniens — pour la plupart des réfugiés politiques — résidant actuellement en France. Tous les étrangers titulaires d'une carte de séjour doivent, pour voyager et revenir en France, demander « un visa de sortie » à la préfecture de leur lieu de domicile. Ce document est suffisant pour pouvoir sans encombre regagner ensuite le territoire français. Plusieurs Iraniens qui ont fait cette démarche ces derniers jours, notamment en province, se sont vu répondre, selon des sources concordantes dans la communauté iranienne de Paris, que cette facilité pourrait être supprimée. Au cas où ils quitteraient la France, ce serait alors sans possibilité de retour. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères a déclaré tout ignorer de cette affaire, mais de source autorisée on soulignait, mardi, que « le régime juridique concernant le séjour des Iraniens en France n'a subi à ce jour aucune modification », ajoutant que « les conséquences de la rupture des relations consulaires entre les deux pays seront examinées dans les prochains jours par les différents départements ministériels intéressés ».

Devant l'ambassade à Paris En attendant l'autocar...

16 h 20, avenue des Nations-Unies. « Bon, je m'étais donné jusqu'à 16 heures, je m'en vais. » Une demi-heure plus tard, elle est toujours là, derrière les barrières. Non pas qu'il se passe quelque chose, mais qu'il n'y a pas de bus. Pour la vieille dame qui « tue le temps comme elle peut », l'ambassade d'Iran est un lieu de promenade comme un autre. Près d'elle, un homme confie : « Non, ce n'est pas parce que je suis iranien que ça m'intéresse, j'étais déjà à l'assassinat de Reza... »

Derrière les badauds, voitures et cars de touristes ralentissent, c'est l'embouteillage. D'autant que les cars-régies des télévisions, les voitures banalisées de

la police et les véhicules de TDF empiètent sur la chaussée.

De l'autre côté des barrières, les journalistes ont leur enclos où sont alignés pieds de caméras et d'appareils photo. Parmi les dix équipes de télévision, on reconnaît les britanniques et les américaines à leur escabeau pour être mieux placées que les autres.

En attendant l'autocar qui doit transporter les diplomates — ici, le bruit veut que ce soit pour bientôt —, on fait des mots croisés, on papote... bref, on fait son.

Pour les CRS qui gardent la rue barrée, la tâche est plus ingrate. Entre autres colles, les passants demandent : « Et maintenant, il est où l'arrêt du 92 ? » M.-P. S.

Le ministre iranien des affaires étrangères aurait à Bonn des entretiens au plus haut niveau

BONN
de notre correspondant

Le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, est attendu, le jeudi 23 juillet à Bonn, pour une visite de vingt-quatre heures. Une semaine après la rupture des relations diplomatiques entre la France et l'Iran, il devrait être, selon l'ambassade d'Iran en RFA, reçu par le président Richard von Weizsäcker, le chancelier Helmut Kohl et le ministre des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher.

M. Velayati est ainsi, depuis la révolution iranienne en 1979, le plus haut responsable iranien à se rendre en Allemagne occidentale. L'annonce de cette « visite de travail » a été confirmée avec maintes précautions et réserves par le ministère ouest-allemand des affaires étrangères, qui indiquait que « la visite était planifiée de longue date ».

Dans les milieux gouvernementaux de la capitale fédérale, on reconnaît que la venue de M. Velayati procure un « relief particulier » en plein orage franco-iranien, mais on soutient que le principe en a été accepté par les partenaires occidentaux de la RFA. Ceux-ci ont été consultés à New-York par M. Genscher, en marge de la réunion du Conseil de sécurité des Nations unies. M. Genscher, dit-on à Bonn, a fait valoir la nécessité pour l'Occident de maintenir le dialogue avec le régime de l'imam Khomeiny.

On est toutefois bien conscient en RFA que cette visite peut être perçue en France comme un camouflet et un crime de lèse-solidarité, tout comme les prudentes réserves de Bonn à l'annonce par Paris de la rupture de ses relations diplomatiques avec Téhéran. Le soutien de l'« ami

allemand » à la France s'est d'abord limité, au cours du week-end dernier, à l'expression de « regret » et de sympathie pour le pas franchi par Paris ou l'attitude iranienne.

Dimanche soir, avant de se rendre à New-York, M. Genscher est allé un peu plus loin. Il a reçu l'ambassadeur iranien et lui a rappelé les « liens d'amitié unissant la France à la RFA ». Dans le même temps il a pressé Téhéran de « faire preuve de sens des responsabilités » et de ne rien entreprendre qui « conduirait à une nouvelle aggravation de la situation » avec la France. Lundi enfin, Bonn s'est engagé à une mesure de soutien concret annoncée haut et fort : l'ambassade de RFA à Téhéran participe au ravitaillement des quinze personnes se trouvant à l'intérieur de l'ambassade française, encerclée par les gardiens de la révolution.

Conflits oubliés

La RFA, dans une position beaucoup plus facile que la France sur la scène proche ou moyen-orientale, est rompue à ce difficile exercice d'équilibre, grâce auquel elle espère bien récupérer les deux otages qu'elle a au Liban depuis janvier dernier, MM. Rudolf Cordes et Alfred Schmidt, détenus à Beyrouth par des intégristes musulmans pro-iraniens. Ses « bonnes relations » avec l'Iran n'ont pas été sans orages, mais Bonn a l'art de les faire oublier.

Oublié le conflit sur la livraison de six sous-marins commandés par le chah à la Howaldtswerke Deutsche Werft et pour lesquels l'Iran a versé 100 millions de marks. Oublié aussi le crime majeur commis contre l'imam sur la première chaîne de télévision ouest-allemande. L'« humoriste » Rudi Carrell avait, en février dernier, réalisé un mon-

tage de quatorze secondes représentant l'imam Khomeiny tenant des sous-vêtements féminins qui lui étaient apparemment lancés par les foules iraniennes manifestant à l'occasion du huitième anniversaire de la révolution. Deux diplomates ouest-allemands avaient alors été expulsés de Téhéran, qui avait exigé des excuses.

Oublié aussi l'impair de M. Horst Telschick, principal conseiller diplomatique du chancelier Kohl, qui, répondant au « Questionnaire de Marcel Proust », avait dit, également en février : « Les personnalités que je méprise le plus sont les bourgeois comme Staline, Hitler et Khomeiny ». Téhéran avait exigé des excuses : le porte-parole du gouvernement, M. Friedhelm Ost, s'était contenté de dire que M. Telschick « ne faisait qu'exprimer une opinion personnelle ».

Du coup, la diplomatie ouest-allemande a des tentations de « donner de leçons » dans le traitement des contentieux avec l'Iran. M. Genscher, après la réunion du Conseil de sécurité, devait déclarer au Deutschlandfunk — la radio à diffusion internationale de la RFA : « Nous pensons que les efforts pour parvenir à la paix dans le Golfe ont aujourd'hui des chances de réussite. C'est pourquoi j'ai appelé à New-York tous les États à ne rien faire qui pourrait compliquer une situation déjà très compliquée ».

Et M. Genscher a ajouté : « Nous appartenons aux pays qui entretiennent de bonnes relations avec l'Iran comme avec l'Irak. Nous faisons partie des pays qui ont condamné cette guerre dès le début et qui n'ont pas livré d'armes. Tout cela nous a permis de contribuer à ce que la résolution adoptée par le Conseil de sécurité soit plus équilibrée que prévu et ait donc plus de chances de contribuer à la paix. » (Inédit.)

Afrique

AFRIQUE DU SUD : à leur retour de la conférence de Dakar

Les libéraux blancs évitent la confrontation avec les militants d'extrême droite

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Comme promis, l'extrême droite était au rendez-vous. Une bonne centaine de militants de l'AWB (Afrikaner weerstandsbeweging — mouvement de résistance afrikaan) et du Mouvement de libération des Blancs attendaient à l'aéroport de Johannesburg une partie de la délégation de libéraux afrikaaners de retour de la conférence de Dakar (le Monde du 14 juillet). Tous bien déterminés à accueillir en fanfare ces « traitres » du peuple afrikaan, ces « terroristes politiques » comme on les a qualifiés, coupables d'avoir parlementé avec l'ennemi, l'ANC (Congrès national afrikaan). Mais ces « collaborateurs », ces « complices des terroristes » ne se sont pas présentés. Ils ont pris une porte dérobée ou se sont envolés vers le Cap sans subir les huées et les quolibets de leurs frères ennemis.

« Les délégués de Dakar n'ont pas le courage de regarder le peuple dans les yeux », a déclaré M. Eugene Terre-Blanche, leader de l'AWB, juché sur les épaules de ses fidèles au corps. « Nous voulons que le monde sache qu'ils ne sont pas les bienvenus dans leur pays », a-t-il ajouté avant de donner l'ordre de dispersion. Alors que les militants

de droite frustrés quittaient le hall en chantant, une quinzaine d'étudiants blancs a entonné en réplique l'hymne national des Noirs : *Dieu sauve l'Afrique*.

La troupe a immédiatement fait demi-tour pour dire leur fait à cette proie inespérée, que la police a en toutes les peines du monde à protéger de quelques excités. Les étudiants ont quitté le hall sous les insultes, escortés par les forces de l'ordre. Après quelques courtes-poursuites, quelques boucassades, des imprécations et des anathèmes,

la police a chargé sans ménagement pour disperser ces Blancs se déchirant sous l'œil médusé des passagers qui se demandaient pourquoi ils en venaient aux mains entre eux.

Seize journalistes ont été interpellés, des pancartes ont été déchirées et tout est rentré dans l'ordre. Il ne restait plus à ce jeune Afrikaner qu'à nettoyer son visage et sa blouse blanche aspergés de sauce tomate. Dans son dos, l'emblème du marteau et de la faucille barré d'un trait était souligné par ces mots : « Dites non à la terreur rouge ».

MICHEL SOLE-RICHARD.

Devant le conseil ministériel à Addis-Abeba

Le secrétaire général de l'OUA stigmatise l'attitude de la Libye et du Maroc

Addis-Abeba. — En présentant, mardi 21 juillet, son rapport d'activité, devant le conseil ministériel, le secrétaire général de l'OUA, M. Ide Oumaron, a indiqué que le comité ad hoc de l'organisation panafricaine chargé du dossier Tchad-Libye se réunira en marge du prochain sommet. Il a également déploré que la Libye n'ait pas collaboré aux travaux de ce comité, mais

tant sur la « gravité » du dossier. M. Oumaron a constaté que les Tchadiens ont « reconnu leur terre », que la réconciliation nationale « est presque achevée », en rappelant toutefois que si le problème de la bande d'Aouzou n'était pas encore réglé, le président Habré demandait « libérer la totalité de son pays, par un moyen ou un autre ».

Les délégations libyenne et tchadienne sont déjà sur place à Addis-Abeba, prêtes à s'affronter dans le forum de l'OUA où Tripoli est de plus en plus isolé. Il est possible que les deux chefs d'Etat, le président Hissène Habré et le colonel Kadhafi, viennent à Addis-Abeba pour le sommet qui débutera lundi 27 juillet.

M. Oumaron a, par ailleurs, été particulièrement sévère avec le Maroc, qui a quitté l'OUA en 1984 pour protester contre l'admission de la République arabe sahraïenne démocratique (RASD). « Outre le Tchad, il existe une autre zone de guerre sur notre continent : le Sahara occidental », a-t-il souligné, parlant d'« escalade » à propos du sixième mur marocain, qui inquiète « même la Mauritanie ». Le secrétaire général a également indiqué que les négociations indirectes, sous l'égide de l'ONU, entre le Maroc et le Front Polisario « sont loin d'évoluer de façon satisfaisante » et que « d'importantes problèmes de fond continuent d'empêcher la mise en œuvre de la résolution de l'OUA prévoyant un cessez-le-feu et un référendum ». — (AFP, Reuters.)

Diplomatie

Les négociations sur les euromissiles sont « ralenties »

La négociation américano-soviétique de Genève sur les Forces nucléaires intermédiaires (FNI) est bloquée, ce qui explique en partie le rendez-vous manqué entre MM. Shultz et Chevardnadze, prématurément annoncé pour le 11 juillet par certains conseillers du président Reagan, a-t-on appris mardi 21 juillet.

De source américaine autorisée, on indique que « les choses se sont soudainement ralenties » ces dernières semaines, même si les négociateurs américains et soviétiques continuent de se voir tous les jours.

De fait, ce tour est le plus long de l'histoire de cette négociation, puisque les experts des deux pays, militairement encouragés par les perspectives d'un accord relativement rapide, s'étaient sans désespérer depuis le 23 avril. Ils ont même réussi à mettre sur pied, en s'inspirant des projets d'accord avancés par Washington et Moscou, un texte commun.

Mais les « blancs » qui subsistent soulèvent de telles difficultés, que, de l'avis des Américains, seule une décision politique, prise au plus haut niveau, serait de nature à sortir la négociation de l'ornière.

Dans un article publié la semaine dernière par le *New York Times*, M. Louis Vortosov, chef de la délégation soviétique à Genève, admettait que le mouvement vers un accord FNI avait été rompu par ce qu'il avait appelé les « nouvelles conditions destructrices » posées par les Etats-Unis. Répondant à cet article dans le même journal, mardi 21 juillet, M. Kampelman, chef de la délégation américaine, affirmait que l'« effort soviétique s'est virtuellement arrêté ». Il fait valoir notamment que, les négociations étant bilatérales, elles ne peuvent comprendre les arsenaux de pays tiers, y compris les 72 Pershing déployés par l'armée de l'air ouest-allemande en coopération avec les Etats-Unis. Rappelant que les Soviétiques sont hostiles à la transformation de missiles Pershing-2 en missiles IB à courte portée, ainsi qu'un stationnement de 100 engins américains en Alaska, d'où ils pourraient menacer l'Union soviétique, M. Kampelman affirme que ces deux difficultés pourraient être tournées en supprimant toutes les armes nucléaires de portée intermédiaire et en renonçant aux 100 engins réduits réclamés par Moscou. — (AFP.)

Amériques

ÉQUATEUR

Condamnations de militaires ayant sequestré le chef de l'Etat

Quito (AFP). — Le Conseil de guerre a condamné, mardi 21 juillet, à des peines de prison cinquantehuit militaires responsables de la séquestration du président Leon Febres Cordero le 16 janvier dernier sur la base militaire de Taura, située près de Guayaquil, et les a rayés des cadres de l'armée.

Le conseil a condamné à seize ans de prison le capitaine de l'armée de l'air John Maldonado ainsi que seize sous-officiers, reconnus coupables d'avoir été les meneurs de la prise d'otage. Vingt-trois sous-officiers ont été condamnés à huit ans de prison. Les autres inculpés se sont vus infliger des peines plus légères. En

revanche, un commandant et trente-cinq autres militaires, sous-officiers et hommes du rang, ont été relâchés. Tous les condamnés ont été exclus de l'armée et dégradés.

Le capitaine Maldonado et ses trente-cinq compagnons, condamnés à des peines allant de huit à seize ans de prison, ont refusé de signer le jugement, ce qui entraîne pour eux la perte des droits civiques et politiques, à la retraite et à tous les services auxquels peuvent prétendre les anciens militaires.

Le président Febres Cordero avait été séquestré en janvier dernier par des commandos paramilitaires alors qu'il passait en revue les troupes de la base de Guayaquil, à quelque 250 kilomètres au sud-ouest de Quito. Les militaires avaient relâché le président en échange de la remise en liberté de l'ancien commandant en chef de l'armée de l'air, le général Frank Vargas Paez, qui avait été mis aux arrêts de rigueur en mars 1986 pour avoir tenté un soulèvement militaire contre le chef de l'Etat.

A l'annonce du verdict, le général Vargas, candidat du Parti populiste à l'élection présidentielle de janvier prochain, a déclaré qu'en cas de victoire il accorderait l'amnistie aux cinquante-huit condamnés.



... le jeune, le jeune devait avoir un sens, forcément...



Asie

L'évolution du conflit en Afghanistan

M. Najibullah réaffirme à Moscou la prééminence du PC afghan dans l'hypothèse d'un partage du pouvoir

Le chef du régime prosoviétique de Kaboul, M. Najibullah, a soufflé le chaud et le froid, mardi 21 juillet, à l'issue d'entretiens, à Moscou, avec M. Mikhaïl Gorbatchev. Il a affirmé au cours d'une conférence de presse, qu'il traitait jusqu'à présent son poste à la tête de l'Etat et du parti communiste (Parti démocratique populaire afghan) ni « l'intérêt suprême du peuple » l'exigeait. Il a fait valoir que c'était là une règle pour les « révolutionnaires » qui doivent être prêts à « renoncer à leur poste et à sacrifier leur vie ».

Ces propos confirment les difficultés auxquelles se trouve M. Najibullah confronté au sein même du régime afghan depuis qu'il a évité, sous l'impulsion de Moscou, l'an dernier, M. Babrak Karmal. Ce dernier se trouve à présent en résidence surveillée, sous prétexte médical, en Union soviétique.

Concernant le rôle du parti communiste prosoviétique dans l'hypothèse d'un partage du pouvoir avec des factions de la résistance, M. Najibullah a été, en revanche, beaucoup moins conciliant. Le parti, a-t-il dit, « reste la force motrice qui organise le mouvement vers la réconciliation ». A l'avenir, « nous espérons que le parti pourra préserver son rôle d'organisation et de mobilisation des masses ». En clair : le parti communiste doit conserver les leviers du pouvoir dans toute solution négociée. L'actuelle opposition armée se voit, certes, offrir des postes de responsabilité, mais ceux-ci n'excèdent pas le rang — largement symbolique dans un Etat communiste — le vice-président de la République. C'est un de ces postes que le roi Zahir Shah pourrait occuper s'il revenait sur son refus, encore récemment exprimé en Italie où il vit en exil, de saisir la main tendue par Kaboul.

M. Gorbatchev, selon l'agence Tass, a réitéré au leader afghan le soutien de Moscou pour sa politique de « réconciliation nationale », dont il s'est, de part et d'autre, appliqué à masquer l'échec. « Personne d'autre, ni en Afghanistan ni en dehors de ses limites, n'a proposé d'alternative à la politique de réconciliation nationale », a dit le leader soviétique, cité par Tass. A en croire M. Najibullah, quinze mille rebelles armés se sont rendus

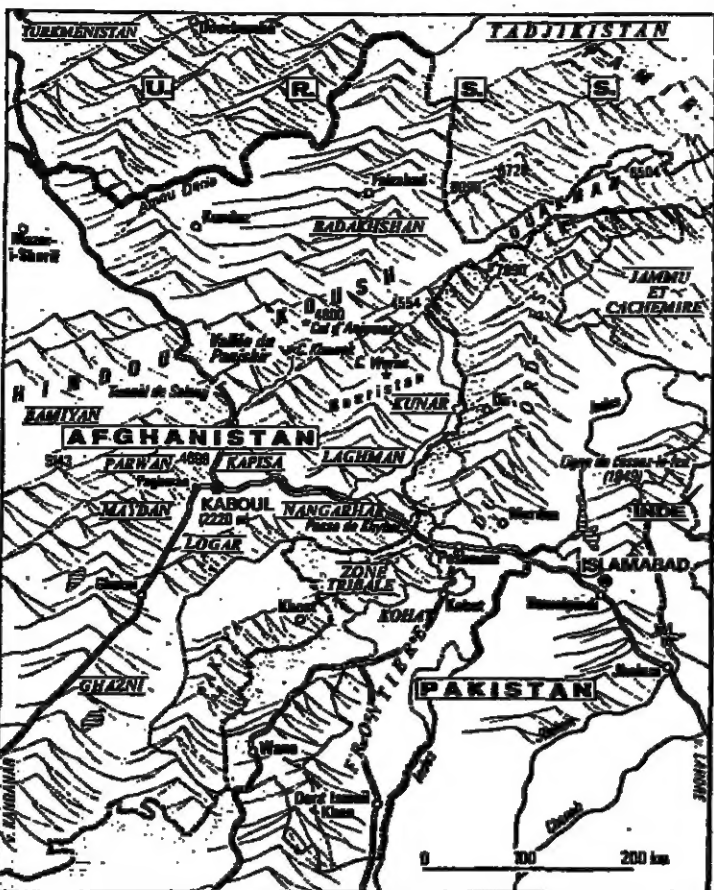
aux autorités de Kaboul depuis l'entrée en vigueur de cette politique à la fin de l'année dernière.

Une attitude « souple et constructive »

Les deux dirigeants, a-t-on indiqué sans autre détail à Moscou, ont « examiné des mesures supplémentaires [à prendre] pour normaliser rapidement la situation autour de

de Genève sous l'égide des Nations unies : un retrait « par étapes » des cent seize mille à cent dix-huit mille soldats soviétiques présents en Afghanistan, ne peut se faire qu'en fonction d'un arrêt des actions de la résistance attribuées, selon le rituel, à « la réaction régionale, celle des pays de l'OTAN et des Etats-Unis ».

Le chef afghan a assuré que Kaboul adopterait une attitude



L'Afghanistan. M. Najibullah n'a pas voulu aller plus loin dans le commentaire de préciser que ces mesures étaient « économiques, sociales, politiques et militaires ». Il a tout de même rendu la tâche sur l'attitude du camp prosoviétique vis-à-vis des négociations indirectes

« souple et constructive » dans les pourparlers de Genève avec le Pakistan, mais s'est refusé à prédire la date de leur reprise. Il a ajouté que son camp attendait « une réponse logique » de l'opposition à l'ensemble de ses propositions, déjà rejetées par plusieurs factions de la résistance.

Enfin, il s'est montré plus optimiste sur la situation militaire que l'Union soviétique elle-même, dont le ministère des Affaires étrangères faisait état la semaine dernière d'une « supériorité provisoire » de la résistance. « Ces questions », a dit M. Najibullah, sont évoquées par les mass-médias occidentaux à des fins de propagande, voire de calomnie et de mensonge.

Signe, probablement, que Moscou n'envisage pas de solution prochaine au conflit afghan lui permettant d'infirmer les maintes fois soutenus au régime de Kaboul, M. Gorbatchev a accédé au souhait formulé, selon Tass, par M. Najibullah de voir un commandant afghan participer à un vol spatial soviétique. « Ce sera une nouvelle manifestation des relations d'amitié solides » entre les deux pays, a ajouté Tass.

A Islamabad, le même jour, des diplomates occidentaux ont confirmé que quatre-vingts soldats soviétiques ont été tués, et dix autres faits prisonniers, dans une attaque de la résistance contre un camp militaire dans la province de Nangarhar, sur la route menant au Pakistan à Kaboul.

F. D.

Comment l'armée soviétique a perdu la maîtrise du ciel

M. Geoffrey Linyer, membre de la Gauche du Raid, a séjourné du 13 juin au 13 juillet en compagnie de maquisards du parti Hezb Khalis dans plusieurs zones contrôlées par la résistance afghane, dont la province de Kaboul. C'était son quatrième séjour dans les maquis afghans. Il en a rapporté un témoignage dont nous publions les extraits suivants.

Hadji Dul Mahmud peut se montrer satisfait : le Mig qui tombe sous ses yeux, désarticulé, est le dixième appareil soviétique abattu par la résistance depuis le début de la grande offensive des forces de Moscou autour de Kaboul. Aujourd'hui, un mois après l'intervention des premiers commandos à Paghman, Chardi et Maidan (districts à l'ouest de la capitale), les Soviétiques n'ont toujours pas réussi à s'assurer la maîtrise du terrain.

Hadji Dul Mahmud est le premier adjoint du célèbre commandant Abdul Haq. A ce titre, il dirige les actions des moudjahidines du Hezb Khalis (parti dominant dans cette région) dans et autour de Kaboul. Des montagnes proches du Hazarajat, où il s'est replié avec les populations des villages, il organise en « contre-offensive » opérations de harcèlement, de jour comme de nuit, à la roquette ou à l'artillerie légère, sur les positions ennemies.

Du côté soviétique, la tactique semble, au premier abord, avoir peu évolué : des bombardements massifs, de l'aviation ou de l'artillerie, destinés à nettoyer une vallée ou une plaine, suivis de l'avance des blindés. Pourtant, l'observation du ciel afghan révèle qu'une étape décisive vient d'être franchie dans cette guerre. Les hélicoptères Mi-8 et Mi-24, qui surveillaient et bombardaient les pistes et les cols empruntés par les groupes de résistants et semaient la terreur dans la population, sont devenus invisibles.

C'est que, désormais, les pilotes ont peur. Depuis l'automne dernier, plus de six cents missiles anti-aériens Stinger de fabrication américaine, sont entrés en territoire afghan. Grâce à ces armes quasi-« intelligentes », la résistance abat, en moyenne chaque jour, près de deux avions ou hélicoptères. Ces derniers sont particulièrement vulnérables, en raison de leur lenteur et de leur faible altitude de vol. Lorsqu'ils s'aventurent à sortir de leurs bases, ils doivent, pour échapper au système de détection des Stinger, voler en ras-motte, s'exposant au même coup aux tirs des mitrailleuses antiaériennes classiques, voire aux lance-roquettes antichars. Quant aux avions, ils continuent à prendre l'air dans des conditions de plus en plus précaires. La maîtrise de l'espace aérien leur échappant progressivement, les Soviétiques se trouvent placés devant l'alternative suivante : soit ils renforcent leur pression au sol, soit ils tentent de progresser vers un règlement politique.

La maîtrise du sol passe en premier lieu par le blocage des voies d'approvisionnement en armes de la résistance. A cette fin, début juin, plus de cinq mille soldats soviétiques et afghans, avec à leur tête les fameux *spetsnaz* (commandos d'élites de l'armée soviétique), tentaient de s'emparer de la plaine de Jaji, l'une des plus importantes voies de passage des armes en provenance du Pakistan.

Les maquisards afghans bénéficiaient de la proximité des camps de réfugiés en territoire pakistanais, formidable réservoir de moudjahidines, ainsi que de l'encouragement et de la présence sur le terrain, fait exceptionnel, des dirigeants de la résistance, MM. Rabbani, Hekmatyar et Sayyaf. Résultat : l'armée soviétique fut obligée de se retirer au bout de quelques jours de combat, subissant ainsi l'une de ses plus importantes défaites. Aujourd'hui, un flot ininterrompu de caravanes de chameaux transportant missiles, roquettes et pièces d'artillerie traverse à nouveau Jaji.

Autre exemple des difficultés avec lesquelles les Soviétiques contrôlent des régions pourtant accessibles, car non montagneuses : Kandahar. Dans cette ville, la seconde du pays, s'était progressivement établi un équilibre militaire : la résistance tenait environ le moitié de la ville, les Soviétiques le reste. Début juillet, se sentant menacés par la résistance, ils sont passés à l'offensive. Ils rasent actuellement au bulldozer des quartiers entiers de la ville.

Kaboul, Jaji, Kandahar : trois régions-clés, trois exemples illustrant cette donnée nouvelle et fondamentale de la guerre d'Afghanistan : le temps joue désormais contre les Soviétiques. Jusqu'en 1986, le temps leur apparaissait comme un allié sûr, tant pour lasser la résistance que pour déjouer les pressions diplomatiques. Si quelques ralliements au régime ont pu, au cours des deux dernières années, les conforter dans cet espoir, c'est aujourd'hui l'évolution inverse qui prévaut. La résistance se professionnalise, et des groupes mobiles sont mis sur pied par Abdul Haq, qui a en partie renoncé à regrouper ses hommes en *markaz* (bases fixes, et donc vulnérables). Elle s'unifie également, et pas seulement dans le cadre de l'alliance des partis de Peshawar : la bataille de Jawar, l'an passé, a montré que dans cette voie une étape importante, confirmée par les combats de Jaji.

Une nouvelle génération de résistants

Plus important à long terme, une nouvelle génération de moudjahidines apparaît progressivement : très jeunes (entre quinze et dix-huit ans), ils n'ont connu pratiquement que la guerre. Sans attache familiale (ils ne sont pas mariés et, pour bon nombre d'entre eux, leurs parents sont morts), ils sont particulièrement déterminés et entraînés. Ils constituent souvent les commandos d'élite de la résistance, notamment pour les actions à l'intérieur même de Kaboul. Signe révélateur : ils ont troqué leur traditionnelle tenue afghane bouffante contre des treillis militaires.

Favorablement impressionnés par ces évolutions, les pays occidentaux hésitent de moins en moins à livrer du matériel de qualité (Stinger pour les Etats-Unis, Blowpipe pour la Grande-Bretagne).

Si ces armes ne permettent pas aux moudjahidines de remporter la victoire, elles leur permettent de conserver ou de retrouver un moral de vainqueur. Loin de désarmer, ils tentent des actions de plus en plus audacieuses, comme l'attentat manqué de justesse contre Najib, organisé cet hiver à Kaboul, par Abdul Haq.

Quant au moral de l'occupant, à en juger par la manière dont ses garnisons se terrent dans leurs positions, il n'est pas brillant. Kaboul est aujourd'hui entourée par cinq ceintures de postes militaires. Protection d'ailleurs inefficace contre les infiltrations des moudjahidines. En fait, la résistance dispose déjà, à l'intérieur de la capitale, de petites unités de combattants (*chirikis*), qui, la nuit venue, effectuent des opérations : attentats à la roquette ou à la bombe dans les lieux fréquentés par les Soviétiques et les « collaborateurs » ; la tactique de l'attente à l'aveuglette est rejetée. La technique adoptée par les postes militaires, au point de passage des groupes de résistants, pour se protéger, révèle également un sentiment d'insécurité flagrant : chaque nuit, alors qu'ils se disposent plus de la protection aérienne, ils dissuadent les attaques en tirant des obus au hasard. Le véritable danger pour la résistance provient des embuscades et des mines posées sur les pistes, qui les obligent à modifier constamment leurs itinéraires.

La tension croissante pousse les forces soviétiques à commettre des bavures dont se gaussent les maquisards. La dernière en date : le 28 juin à Maidan, un hélicoptère emportant le pilote rescapé d'un Mig abattu a été détruit au décollage par un obus tiré au hasard depuis un poste gouvernemental.

Sauf à accroître considérablement leurs effectifs, l'évolution militaire ne peut être que défavorable aux forces soviétiques. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que la recherche d'une solution politique s'accroisse. Mais la dernière initiative soviétique en ce domaine, le retour proposé de l'ancien roi Zahir Shah, se heurte au scepticisme, voire à la franche hostilité, de la majorité des partis de la résistance. Ceux-ci n'oublient pas que c'est sous son règne que se sont implantés les premiers éléments communistes dans l'armée. Lui-même a déclaré qu'il ne rentrerait pas dans son pays tant que les Soviétiques s'y maintiendraient.

Les difficultés rencontrées par M. Najibullah pour accéder à sa propre autorité à Kaboul sont un autre obstacle. M. Najibullah a multiplié les offres de conciliation, mais il ne parvient pas à désarmer l'opposition des partisans de l'ancien « numéro un » M. Babrak Karmal, aujourd'hui assigné à résidence en URSS. En tout état de cause, l'avenir politique de « Najib le Chien », comme l'ont surnommé les résistants, paraît sombre. Les Soviétiques pourraient être amenés à réinstaurer au pouvoir M. Babrak Karmal, moins conciliant vis-à-vis d'eux-mêmes, mais mieux accepté par les communistes afghans.

Le contrôle des évolutions militaires, diplomatiques et politiques échappe progressivement aux Soviétiques. La résistance doit-elle pour autant crier victoire ? Ce serait pour le moins prématuré. Une incognite majeure subsiste en effet : l'évolution intérieure pakistanaise. Sentant la situation évoluer défavorablement, il est probable que les Soviétiques tentent, en Afghanistan comme à l'extérieur, de brusquer le cours des événements, de provoquer un effondrement rapide de la résistance, et de sa principale base arrière. Mais l'arrivée en Afghanistan depuis le début du mois de juin d'importants convois d'armes et de moudjahidines laisse présager un été meurtrier pour l'armée soviétique.

GEOFFROY LINYER.

Dans la presse en URSS

« L'horreur de crânes brûlés montrant les dents »

La presse soviétique publie, ces jours-ci, des reportages d'un réalisme inhabituel sur la guerre en Afghanistan. Après le quotidien *Trud*, organe des syndicats, c'est l'hebdomadaire *Ogoniok*, far de lance de la politique de « transparence » de M. Gorbatchev, qui vient de publier un témoignage dont l'auteur, Artem Borovik, montre l'horreur du conflit vu des lignes gouvernementales.

Le récit commence dans le bureau du responsable de la région d'Etat pour la province de Koudouza, dans le nord du pays, le colonel Abdoul Fakir-Zad, interrogé sur « les récents cas de défection dans les forces afghanes de la région ». Le colonel est au courant de ces cas, et reconnaît que « l'état d'esprit moral et politique de nombreuses unités afghanes laisse à désirer ».

Le colonel voit beaucoup d'explications à cela, « Je n'en cite qu'une, dit-il. L'argent n'est pas suffisant. Un soldat touche cinq fois moins qu'un rebelle de la bande d'Akhsentchi. Il peut vendre son pistolet réglementaire au marché noir pour 80 000 afghans. A titre de compensation, il lui de heures coûte 250 afghans. Avec ça, on fait manger une famille pendant un an ».


Le colonel présente ensuite au journaliste un militaire prisonnier, qui a fêté l'office de juge dans les villages autour d'immenses tas de cadavres d'une cruauté rare à l'égard des partisans de la résistance.

« Pour prouver qu'il n'a jamais porté une arme ni tué, il va vous montrer ses blanches et douces mains, avertit l'officier. Mais ne le croyez pas : il a du sang jusqu'aux coudes, il a tué, supplicié, exécuté, et coupé des oreilles par ses verdicts ».

Comme le colonel, Mohamed Yassine, un responsable régional du Parti communiste, trouve que les choses pourraient aller mieux dans sa région. La politique de réconciliation nationale ? « Complexe... Ce ne va pas si bien que ça », dit-il. « Les attaques contre nos garnisons ont augmenté, la situation militaire s'est détériorée. Nous contrôlons 290 des 433 villages de la province, et des élections locales ont pu être organisées dans 143 villages ».

Les hélicoptères occupent une grande place dans le reportage. Les missiles sol-air Stinger de la guérilla rendent la tâche de leurs pilotes de plus en plus périlleuse, explique *Ogoniok*, en publiant des extraits du journal d'un pilote de Mi-8, Youri Vledykin.

« 4 novembre. Parachutage sur la Montagne noire. Les trente premières minutes, calme. Puis ils ont commencé à tirer, il tombait même des pierres, tellement les points d'impact étaient nombreux. Ceux qui sont là pour le deuxième fois disent : rien de plus doux que le Panahir. (...) On est tous sortis vivants. Mais Fedoritch, sans doute, ne volera plus. Des pilotes ont volé sans pleurs, mais sans mains on ne peut pas voler. Ce soir-là, Vite Bouyachkine a décollé, mais il n'est pas revenu. Il l'ont eu à la nuit. » — (AFP).



...sa silhouette de mort s'imprégna à jamais dans ma mémoire, sur fond jaune. Elle est là, partout, sur le dos des livres de mes nuits blanches : la série Thrillers du Livre de Poche. 62 titres horriblement passionnants.

Le LIVRE de POCHÉ

Collection Thrillers
La griffe du Livre de Poche.

هكذا من الاصل

Enquête

en Polynésie française

de comptes politiques

d'une revanche avec le concours... de la majorité !

pesant sur les prix à la consommation tandis que les revenus des personnes physiques sont libres de tout impôt.

Or, jusqu'à présent, M. Teurira se garde bien de donner, sur ce terrain, le moindre gage à ces deux mousquetaires anti-Flosse, car leurs propositions vont à l'opposé des dogmes économiques et sociaux du secrétaire d'Etat, farouchement hostile à toute « inquisition fiscale » parce qu'il juge « préférable de tancer la consommation plutôt que le travail ».

En outre, M. Teurira n'ignore pas que toute concession à MM. Braun-Ortega et Vernaudon serait considérée par M. Flosse comme un crime de lèse-majesté puisque ces deux élus mènent campagne contre lui, en multipliant les plaintes en justice au nom de la « moralité publique ».

La volonté d'ouverture affichée par le nouveau président du gouvernement territorial demeure donc, pour l'instant, équivoque aux yeux des opposants de droite.

Ne discernant pas clairement quelles sont chez M. Teurira, au-delà des gestes de conciliation, la part de la sincérité et celle du calcul, les chefs de la fronde s'emploient à se renforcer.

Le tandem Vernaudon-«Quito», constitué lors des élections territoriales de l'an dernier, s'est dissocié pour «ratifier» plus largement. Le maire de Mahina, géomètre de profession, placé en position de leader de l'opposition par le score de sa liste en mars 1986 (10.094 voix dans la circonscription des Iles-du-Vent dont fait partie Tahiti, soit 18,71 %) fait preuve de beaucoup de détermination dans l'organisation du AFA Api. Il revendique plus de cinq mille adhésions nouvelles depuis le début de 1987. S'adressant essentiellement aux

couches les plus modestes de la population, il se pose en champion de la lutte contre «le SIDA moral de notre société: la corruption». Adulé par ses militants pour son profil mi-visionnaire mi-assistant social, il revêt pour parler à ses troupes le blouson de shérif qui l'a rendu célèbre à ses débuts politiques, à l'époque où les petits délinquants étaient «condamnés» sur-le-champ à de menues travaux forcés communaux.

Nouveau venu sur la scène politique, M. Braun-Ortega, lui, a décidé de rouler pour son propre compte tout en conservant des lieux privilégiés avec M. Vernaudon. Il met dans son entreprise tout le dynamisme d'un homme formé à l'école de la compétition américaine: «Je voudrais faire entendre la voix de la raison. Depuis de longs mois je refuse le confort douillet de la soumission aveugle et je me bats pour la liberté et la dignité de mes frères polynésiens, contre le chantage et la corruption. J'aurais pu faire, comme d'autres, acte d'allégeance et profiter des magouilles des copains et des coquins. Si je m'y suis refusé c'est parce que, en ma qualité première de Polynésien, je veux marcher la tête haute et en paix avec ma conscience».

D'ascendance mexicaine par son père, «Quito» est handicapé, pour l'instant, par une imparfaite maîtrise de la langue polynésienne, la seule qui permette de communiquer avec la majeure partie de la population. Mais son physique de play-boy plaît à l'électorat féminin, sa réussite professionnelle en impose aux hommes, il passe bien à la télé et sa simplicité fait le reste.

Sous-estimé peut-être par les milieux politiques, ce patron dont l'état-major du Taheraa Huiraatira a juré la perte s'est totale-

ment investi dans l'action politique depuis sa rupture avec M. Flosse, son ancien instituteur. Il a déjà réalisé un petit exploit: sans tambour ni trompettes il est parvenu, en six mois, à constituer son propre parti: le Amuitahirra No Oceania («l'Union pour l'Océanie»).

Les statuts de cette nouvelle formation précisent qu'elle se propose «d'abolir les privilèges ou les inégalités sociales qui ne seraient fondées ni sur le travail, ni sur le talent ou la compétence» et de «faire respecter les valeurs traditionnelles polynésiennes, notamment la famille, le travail, la propriété et l'ordre public» en étant «fondamentalement attachés au principe de l'autonomie interne du territoire au sein de la République française».

Première fracture ouverte

Les premières sections locales installées par M. Braun-Ortega, qui s'appuie sur plusieurs de ses collaborateurs professionnels, attirent un public populaire d'origines sociales et politiques diverses. Il recrute à la fois parmi les militants du parti de M. Flosse, chez les indépendants, les amis du maire de Papeete et même au détriment de... son compère de Mahina, M. Vernaudon. Il lui reste, toutefois, à faire ses classes après avoir été promu par ce dernier, en 1986, en remerciement de son appui financier.

Le troisième mousquetaire de l'Amuitahirra No Porinnesia («l'Union pour la Polynésie française») où se retrouvent MM. Braun-Ortega et Vernaudon est un excellent tribun de pure souche polynésienne, formé à la stricte école de l'Eglise évangélique et qui présente une étonnante



Le secrétaire d'Etat chargé des problèmes du Pacifique sud, M. Gaston Flosse, démissionnaire de la présidence du gouvernement territorial en février dernier, soigne sa forme physique. Non content de pratiquer régulièrement le yoga, il se rend plusieurs fois par mois dans une salle de gymnastique de Papeete.

ressemblance physique avec Mao Zedong: M. Monil Tetuani, maire de l'île de Tahaa, austère trait d'union entre Raiatea et Bora-Bora.

Chacun des discours politiques de ce diacre protestant est un prêche. Ses ouailles — qui lui ont confié 1 000 voix aux élections territoriales de 1986 (46,15 %) — sont priées de marcher droit, sinon, gare aux «sermons»! Ancien militant du Taheraa Huiraatira, M. Monil Tetuani a rompu avec M. Flosse «après avoir été trompé par celui-ci et conduit à faire localement, en 1984, en échange d'adhésions à ce parti, des promesses de distributions de maisons neuves préfabriquées, qui n'ont pas été tenues». Et il a constitué, à son tour, sa propre formation, le «Nouvel espoir» (référence biblique à l'Apocalypse). Il exalte le particularisme des quatre mille dix-sept habitants de son île sur le thème «Tahaa d'abord!» et mise sur le sous-équipement de la population de presque toutes les autres Iles-sous-le-Vent pour

opposer à la majorité tahitienne une revendication hyper-autonomiste. L'opposition a ainsi, en ce moment, le monopole de l'initiative dans l'arène politique encombrée par les groupuscules.

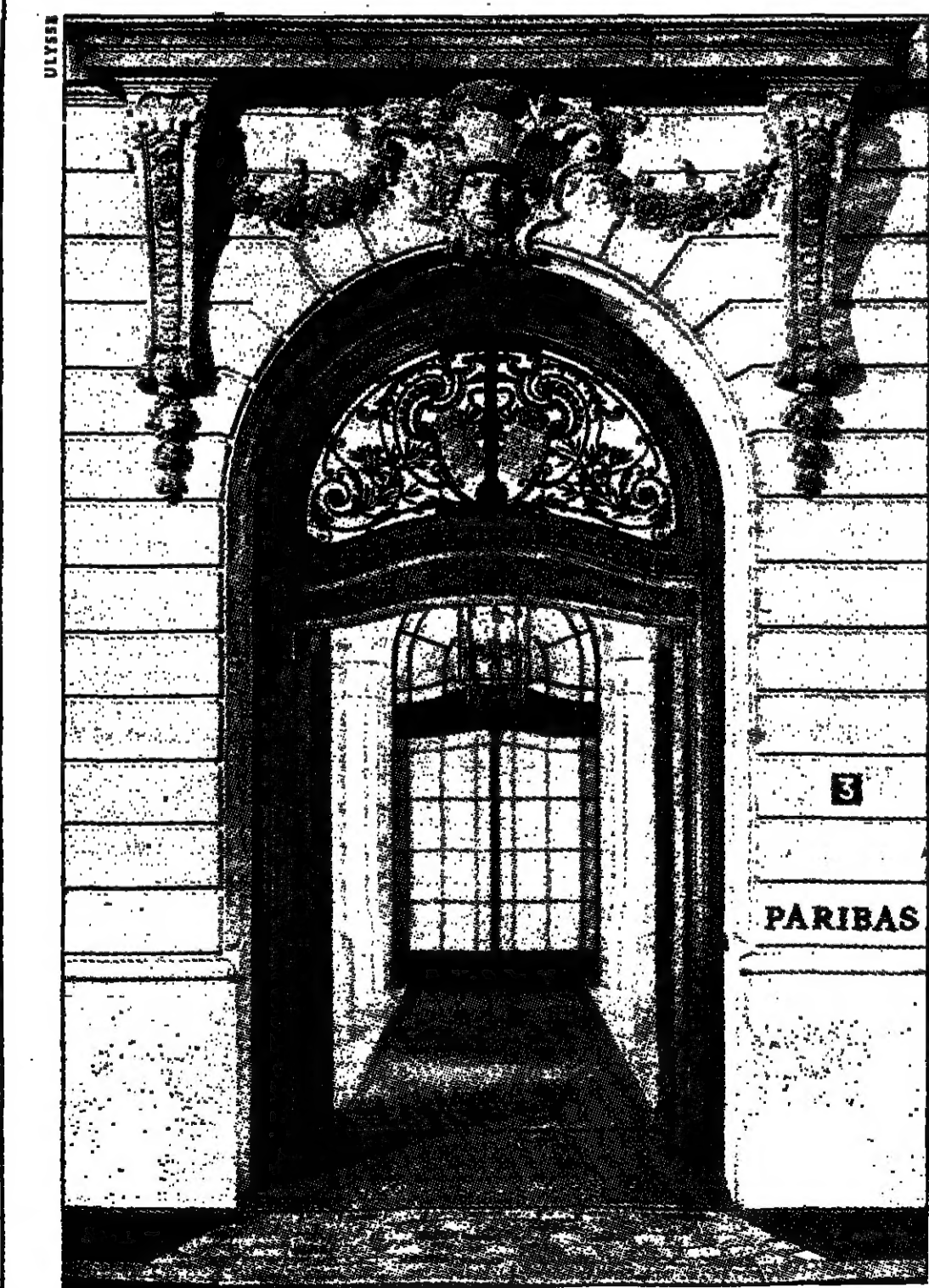
Placé sur la défensive, le parti majoritaire de M. Flosse donne de la bande. Il vient de perdre une élection municipale partielle dans l'île de Raiatea, au profit de M. Tony Hiro, l'un des lieutenants du maire de Papeete, M. Juventin. Ce scrutin a vu la défaite de M. Guy Sanquer, ce conseiller territorial aux prises avec la justice que M. Flosse avait spectaculairement embrassé et couvert de fleurs au seuil de la prison du territoire, en janvier, provoquant l'émotion de la magistrature et l'indignation des ses adversaires.

La semaine dernière, ce même conseiller a été à l'origine de la première fracture ouverte entre le nouveau président du gouvernement territorial, M. Teurira, et les fidèles de M. Flosse. Avec deux autres conseillers de la majorité, MM. Austin Hunter et Jean Tupu, élus comme lui des Iles-

sous-le-Vent, M. Sanquer a, en effet, démissionné du groupe du Taheraa Huiraatira de l'assemblée polynésienne pour protester contre la nomination par M. Teurira de l'un de ses partisans personnels au poste d'administrateur territorial à Raiatea.

De règlements de comptes en querelles intestines, sur fond de morosité économique et sociale, c'est déjà la succession de M. Flosse qui se joue. Peut-être de façon prématurée... A.R.

«Mondes en Devenir»
ACADIE
La guerre de Cent Ans
des Français d'Amérique
aux Maritimes et en Louisiane
1670-1769
Robert SAUVAGEAU
Préface de Maurice DENUZIERE
15,5 x 24 cm - 254 p.
9 cartes - 175 F
Berger-Levrault
5, rue Auguste-Comte - 75008 PARIS



31 Juillet.

Madame, Monsieur, Actionnaire de Paribas, ce message vous est réservé.

Jusqu'au 31 juillet 1987, vous avez la priorité pour souscrire à l'augmentation de capital de notre groupe.

En émettant auprès de ses actionnaires et d'investisseurs venus du monde entier des Actions à Bons de Souscription d'Actions que les professionnels appellent généralement ABSA, Paribas poursuit son développement et renforce son capital. Proposée au prix de 470 F, l'ABSA Paribas est composée d'une action et d'un bon qui seront cotés en bourse séparément dès la fin de l'opération.

Madame, Monsieur

Normalement, c'est par tranches de 8 actions que l'on peut acquérir une ABSA. Mais à vous, Paribas offre l'avantage de souscrire en priorité une ABSA, même si vous ne possédez que 4 actions ou moins.

Donnez dès à présent vos instructions à l'intermédiaire auprès duquel sont déposées vos actions (banque, bureau de poste, agent de change, caisse d'épargne ou comptable du Trésor).

Si vous souhaitez plus de renseignements, appelez Paribas-Actionnariat qui met à votre disposition un service téléphonique permanent au: (1) 42.98.1788.

PARIBAS

Téléphonez au (1) 42.98.1788 ou écrivez à Paribas-Actionnariat, 3 rue d'Antin - 75002 Paris. Une note d'information visée par la C.O.B. est disponible chez les intermédiaires financiers.

هكذا من الاصل

Politique

Aux Antilles

Le chef présumé de l'ARC et plusieurs autres dirigeants indépendantistes guadeloupéens ont été arrêtés à Saint-Vincent et extradés

POINTE-A-PITRE
de notre correspondant

C'est alors qu'il faisait une escale à Saint-Vincent que le cerveau présumé de l'ex-ARC a été arrêté par la police locale qui le surveillait depuis la veille au soir. Une procédure d'extradition particulièrement rapide a été aussitôt engagée, permettant à l'armée de l'air de rapatrier à la Guadeloupe les quatre personnes interpellées en même temps que Luc Reinette : Henry Bernard, Henri Amédien, Michèle Fabre, Georges Marchéaux.

Ces cinq militants indépendantistes avaient demandé, dimanche, l'asile politique au Suriname dès leur arrivée en avion à Paramaribo après une tentative infructueuse en Guyane. Les autorités surinamaises ont refusé et alerté les policiers français.

Agé de trente-huit ans, originaire de Port-Louis (petite commune du nord de l'archipel), Luc Reinette avait fondé l'Alliance révolutionnaire caribéenne en mai 1983. L'organisation avait revendiqué la plupart des attentats à l'explosif commis

Le chef présumé de l'ARC (Alliance révolutionnaire caribéenne, organisation antillaise indépendantiste officiellement dissoute en mai 1984 par le conseil national de la résistance guadeloupéenne (le Monde du 1^{er} juillet), a été arrêté, le mardi 21 juillet, en compagnie de plusieurs complices, à Saint-Vincent, petite île indépendante située au sud de la Guadeloupe. Il a été aussitôt extradé. Ces arrestations, venant après celles de Humbert Marbois et Henri Peraton, deux autres membres de l'état-major de ce mouvement clandestin, responsables de plusieurs attentats, semblent achever le démantèlement de l'ARC.

depuis sur l'archipel guadeloupéen. Incarcéré une première fois en métropole, dans le cadre de l'enquête sur l'enlèvement d'une journaliste de Radio-France, Marie-Christine Le Du, Luc Reinette avait bénéficié d'une libération anticipée en 1981.

Le juge Bruguière
en Guadeloupe

Recherché de nouveau pour divers attentats, il avait été arrêté le 27 novembre 1984 en compagnie de Henri Amédien. Les deux hommes s'étaient évadés de la prison de Basse-Terre le 16 juin 1985.

A propos de Luc Reinette, le préfet de la Guadeloupe, M. Yves Bon-

net, ancien directeur de la surveillance du territoire, avait déclaré mardi, une heure avant son arrestation, sur les ondes de Radio-Tanbou (organe de l'UPLG, principale formation indépendantiste de l'archipel) que le cerveau de l'ARC avait été mis à disposition de la justice. Un total de près de trente ans si l'on tient compte des différentes condamnations déjà prononcées, dont celle, il y a deux semaines, pour les attentats dits « de la fête des Mères » perpétrés à la naissance de l'ARC.

Lors de son arrestation, Luc Reinette se trouvait en compagnie de Michèle Fabre, une enseignante métropolitaine recherchée depuis le mois d'avril et ayant appartenu,

selon la police, à des organisations françaises d'extrême-gauche.

Henry Bernard, professeur de philosophie, était recherché depuis plusieurs années. On le disait, dans les milieux policiers, particulièrement proche de Luc Reinette et de Humbert Marbois, arrêté en avril.

Enfin, Georges Marchéaux, membre de l'extrême gauche de l'île, était également fiché par la police comme « taxi aérien » au bénéfice — entre autres — de militants indépendantistes guadeloupéens.

Ce coup porté à la branche dure du mouvement indépendantiste guadeloupéen rend désormais caduque l'affiche de recherche « contre récompense » placardée dans les lieux publics depuis la fin de l'année dernière, affiche qui avait été fortement critiquée par l'ensemble de la classe politique locale.

Le juge d'instruction, M. Jean-Louis Bruguière, magistrat chargé du dossier des attentats à l'explosif perpétrés à la Guadeloupe depuis le 25 novembre dernier devait arriver en Guadeloupe mercredi.

ANDRÉ LÉGER.

Affecté au Havre

Un enseignant communiste affirme être victime d'une brimade politique

M. Jean-Paul Jouary, membre du comité central du PCF, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Révolution*, est-il victime, de la part de l'administration de l'éducation nationale, d'une brimade à motif politique ?

Réçu à l'agrégation de philosophie en 1972, nommé dans un lycée de Rouen en 1974, M. Jouary avait été mis en disponibilité, à sa demande, en 1979. Chef de la rubrique culturelle de *l'Humanité*, il avait soutenu avec succès, en 1980, une thèse de doctorat d'Etat, et publié plusieurs livres.

En juin 1981, M. Jouary, nommé conseiller technique au cabinet de M. Charles Fiterman, ministre d'Etat, ministre des transports, avait réintégré l'éducation nationale, qui l'avait mis à disposition du ministère des transports. En janvier 1983, cette mise à disposition avait été annulée et remplacée par une position de détachement. M. Jouary était alors appointé par une administration des transports. Après le départ des ministres communistes du gouvernement, en juillet 1984, M. Jouary était resté à la sécurité routière, jusqu'à ce qu'un arrêté signé du directeur adjoint du cabinet de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, le 14 mars 1986, le réintègre dans le

corps des enseignants du second degré de l'académie de Paris, avec mise à disposition de l'académie d'Amiens pour une durée d'un an et demi.

M. Jouary a assuré des vacances à la faculté des lettres d'Amiens, complétées par un demi-service à l'école normale d'instituteurs de cette ville. Sa candidature à un poste de maître de conférences à la faculté n'a été retenue ni par le Conseil supérieur des universités, qui se prononce par avis, ni par l'université d'Amiens.

Le 27 février dernier, le directeur des personnels enseignants des lycées et collèges lui a adressé une lettre l'interrogeant sur sa situation et lui demandant de remplir une fiche de verse relative à son affectation future. M. Jouary, n'ayant pas rempli cette fiche, a été informé, au mois de mai, de son affectation au lycée polyvalent de Caen-la-Mer, au Havre.

Pour M. Jouary, qui habite Créteil (Val-de-Marne), cette affectation à 250 kilomètres de son domicile, dans un établissement à caractère professionnel, est « inacceptable ». Soutenu par ses étudiants et par ses collègues enseignants de philosophie d'Amiens, M. Jouary a demandé sa nomination dans l'enseignement supérieur à Amiens.

Au cabinet de M. René Monory, ministre de l'éducation nationale, on indique que la nomination de M. Jouary au Havre résulte de la situation administrative et correspond à ses états de service dans l'enseignement secondaire.

P. J.

PUBLICATION JUDICIAIRE

EXTRAITS DU JUGEMENT RENDU PAR LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE BORDEAUX LE 30 AVRIL 1987. Les associations demanderesse (LPO, SEPANSO, SNPN, FFSPN, SPA) reprochant à la fédération départementale des chasseurs de la Gironde d'avoir par son comportement général incité les chasseurs de tourterelles à méconstruire l'interdiction légale de cette chasse au printemps de l'année 1985 et de leur avoir ainsi causé un préjudice important.

Une fédération de chasseurs ne saurait négocier ce qui ressort de son objet spécifique : mettre en œuvre la réglementation applicable sur son territoire, assurer l'information des chasseurs, ainsi que la répression des infractions.

Dès le mois de mars 1985 au plus tard, les responsables de la fédération savaient que cette chasse était interdite, que donc ils avaient l'obligation d'en informer les chasseurs et de concourir à la répression des infractions.

Au cours de son congrès (1985), la fédération a « appelé ses adhérents à chasser cette année ».

Surpris en action illicite de chasse en mai 1985, plusieurs chasseurs ont expliqué qu'ils avaient eu l'accord de la fédération des chasseurs.

Le Tribunal a condamné la fédération à payer à la SNPN, la SEPANSO, la SPA : 5 000 F, à la LPO : 10 000 F, à la FFSPN : 8 000 F. Ordonne la publication du jugement aux frais de la fédération des chasseurs.

Les modalités d'application de la loi d'indemnisation des rapatriés

La loi relative au règlement de l'indemnisation des rapatriés a été promulguée au Journal officiel du 19 juillet.

Les indemnités accordées aux pieds-noirs en vertu des nouvelles dispositions adoptées par le Parlement (dans la limite de 1 million de francs par ménage ou par personne dépossédée et de 2 millions pour les rapatriés de Tunisie et du Maroc sous certaines réserves) seront versées dans les conditions suivantes :

— les certificats d'indemnisation détenus par les personnes dépossédées ou leurs ayants droit âgés d'un

— les certificats d'indemnisation des personnes ou de leurs ayants droit qui excéderont l'âge de quarante-cinq ans après le 1^{er} janvier 1989 seront remboursés pour la totalité du montant de la créance leur restant due ;

— les certificats d'indemnisation des personnes ou de leurs ayants droit qui atteindront l'âge de quarante-cinq ans après le 1^{er} janvier 1989 seront remboursés, à leur demande, pour le montant de la créance leur restant due, à concurrence de 100 000 F, l'année de leur quarantième anniversaire, de

Et les « parias du Sahara » ?

Ancien membre du Conseil économique et social pour le Sahara, ancien président de la chambre de commerce des Oasis, M. Michel Lakou est l'un de ces vieux pieds-noirs qui n'ont pu plus d'attendre. Et aujourd'hui il est d'autant plus amer qu'il fait partie d'une catégorie de rapatriés qui semblent avoir été... complètement oubliés à cause de certaines confusions administratives.

Malgré l'appui de plusieurs parlementaires qui sont intervenus en ce sens au cours des débats à l'Assemblée nationale et au Sénat, il n'a pas pu faire admettre que depuis deux décennies de 1970 sont exclus du bénéfice de la plupart des textes relatifs à l'indemnisation les rapatriés originaires des deux anciens départements sahariens, des Oasis et de la Seoura.

« Le secrétaire d'Etat aux rapatriés a été induit en erreur par l'ANIFOM (Agence nationale pour l'indemnisation) qui paraît à affirmer que les rapatriés originaires de ces deux anciens départements sont nominalement cités par les décrets applicables aux rapatriés algériens, ce qui est contraire à la vérité ; souligne cet homme en colère. Nous sommes doublement victimes de cette situation. D'abord sur le plan matériel. Ensuite par l'oubli total de nos populations sahariennes, de nos villes et de nos villages qui sont ainsi rayés de la mémoire de l'histoire. Effacés l'épopée saharienne, les sacrifices du père de Foucauld, du général Laporterie, de Flatters, de Polignac... Effacés les pionniers des temps modernes qui ont découvert le gaz et le pétrole du Sahara... Tout ce monde arrêté dans une fosse commune, comme des parias ou des pestiférés que l'on veut oublier ! »

moins quatre-vingt-neuf ans au 1^{er} janvier 1988 seront remboursés à concurrence de 20 000 F en 1988 et du solde en 1989 ;

— les certificats d'indemnisation détenus par les rapatriés ou leurs ayants droit âgés d'au moins quatre-vingt ans au 1^{er} janvier 1989 seront remboursés à concurrence de 100 000 F en 1989, de 200 000 F en 1990 et du solde en 1991 ;

— les certificats détenus par les personnes âgées de moins de quatre-vingt ans au 1^{er} janvier 1989 seront remboursés à concurrence de 10 000 F en 1990, de 15 000 F en 1991, de 20 000 F en 1992, de 40 000 F par an de 1993 à 1997, de 60 000 F en 1998, de 150 000 F en 1999 et du solde en l'an 2000 ;

— les certificats d'indemnisation détenus par les ayants droit de moins de quatre-vingt ans au 1^{er} janvier 1989 seront remboursés à concurrence de 5 000 F en 1992 et 1993, de 10 000 F en 1994, de 20 000 F par an de 1995 à 1998, de 40 000 F en 1999, de 100 000 F en 2000 et du solde en l'an 2001 ;

200 000 F la deuxième année et du solde l'année suivante.

En outre, une allocation de 60 000 F sera versée, à raison de 25 000 F en 1989 et 1990, et de 10 000 F en 1991, aux anciens harkis, moudjahidins et autres personnes des diverses formations supplétives ayant servi en Algérie qui ont conservé la nationalité française. En cas de décès de l'intéressé, cette allocation sera versée au conjoint survivant ou, à défaut, à parts égales, aux héritiers, s'ils ont la nationalité française et leur domicile en France.

• COLLOQUE. — L'Institut d'économie régionale du Sud-Ouest, qui dépend de l'université de Bordeaux-I, organise, les 15 et 16 septembre, un colloque intitulé « Efficacité et prospective des politiques régionales ». Renseignements : IERSO, avenue Léon-Duguit, 33804 Pauzac ; tél. : 56-80-61-50, poste 451.

Communication

La vente des actions de TF 1

Les résultats définitifs sont meilleurs que prévu

Au ministère de la culture et de la communication comme au ministère de l'économie et des finances, c'est le soulagement. Les résultats définitifs de l'offre publique de vente des actions de TF 1 sont sensiblement supérieurs aux estimations faites en fin de semaine dernière rue de Rivoli et rue de Valenciennes. Un peu plus de 300 000 actionnaires pour la « Une » ; elle aura, en fait, 415 741 petits porteurs, auxquels il faut ajouter 1 200 personnes morales, sociétés ou investisseurs institutionnels.

Les demandes des particuliers ont atteint un total de 9,6 millions de titres, soit 1,25 fois plus que le nombre d'actions offertes. Si on y ajoute les 9 millions de titres réclamés par les investisseurs institutionnels, l'OPV de TF 1 aura été couverte quatre fois.

Dans ces conditions, le ministère des finances répartit les actions selon des règles semblables à celles des autres privatisations. Les particuliers se voient attribuer 85 % des titres. Jusqu'à 10 actions, la demande est entièrement servie. De 10 à 50 titres, elle est satisfaite à 75 %. Au-delà de 50 titres demandés, l'actionnaire n'en reçoit que 30 %. Pour les investisseurs institutionnels, la proportion tombe à 6 %.

• M. Jean-Jacques Queyrenne : « La privatisation de TF 1 est un fiasco ». — La porte-parole du Parti socialiste, M. Queyrenne, s'est exprimé, le mardi 21 juillet, sur la privatisation après l'annonce des résultats définitifs de la vente des actions, résultats, selon lui, cinq fois inférieurs aux prévisions de M. Bouygues, annoncées il y a trois semaines. « Les Français n'ont pas compris pourquoi on vendait TF 1, a-t-il déclaré sur RMC, et c'est la preuve que la politique de privatisation est en train de s'essouffler parce que c'est avant tout une politique de spéculation. »

• Pierre Bellemare et la Lyonnaise des eaux s'assoient dans le télé-achat. — La Lyonnaise des eaux, propriétaire de réseaux câblés et actionnaire de M6, vient de s'associer au producteur Pierre Bellemare pour créer des services de téléachat (le Monde du 10 juillet). La filiale commune, Home Shopping Service, entend proposer, en collaboration avec d'autres partenaires, des émissions sur les réseaux câblés, les chaînes nationales ou les télévisions

Les résultats de la vente de 10 % du capital au personnel ne seront connus qu'en fin de semaine. Mais, là encore, les deux ministères se montrent bien plus optimistes que la semaine dernière. Selon leurs estimations, plus de 30 % des salariés de la chaîne seraient devenus actionnaires pour un montant moyen de 50 000 francs. Un pourcentage qui, selon le ministère de la culture, vaut largement celui des autres privatisations. Néanmoins, le nombre de titres offerts aux salariés sera loin d'être entièrement couvert.

Comment expliquer le décalage entre les résultats partiels annoncés la semaine dernière et l'amélioration de 40 % constatée ? Il semble que les deux ministères aient voulu couper court au début de polémique politique suscitée par un silence prolongé après la fin de l'OPV. « Nous n'avions pas beaucoup d'éléments pour donner une information, explique un membre d'un des deux cabinets. Nous avons fait des prévisions plutôt pessimistes pour ne pas prendre de risques. » A moins que cette stratégie du chaud et froid ne serve à mieux le accepter des résultats nettement moins spectaculaires que ceux des précédentes privatisations.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

par satellite en France et en Europe. On sait que M6 veut lancer une émission de ce type dans les programmes de la rentrée. Quant à Pierre Bellemare, il doit animer en septembre une émission matinale sur TF 1 consacrée à la vente de marchandises diverses aux télé-spectateurs.

• Les centres Leclerc feront de la publicité sur Télé-Montecarlo. — Les centres Leclerc ont signé avec TMC un premier contrat de publicité commerciale. La campagne de six semaines débutera le lundi 27 juillet, et prendra la forme de huit spots diffusés le soir entre 20 heures et 22 heures. Les centres Leclerc, qui ont saisi le Conseil d'Etat d'un recours contre l'exclusion de la distribution des écrans publicitaires des chaînes nationales, affirment manifester ainsi « leur volonté d'accéder à ce média ». A la différence des chaînes françaises, les chaînes monégasques (TMC) et luxembourgeoises (RTL) peuvent, en effet, ouvrir leurs antennes au secteur de la distribution.

M. Gilbert Mitterrand et ses filles de retour en France après leur accident de voiture en Espagne

M. Gilbert Mitterrand, fils cadet du président de la République, député socialiste de la Gironde, et ses deux filles, Pascale (neuf ans) et Justine (six ans), ont été blessés, le mardi 21 juillet dans la matinée, lors d'un accident de la route, dans la province de Gérone, en Espagne, à proximité de la localité de Parlaya.

M. Gilbert Mitterrand a eu le nez cassé et la lèvre fendue. Sa fille aînée, Pascale, a un poignet cassé et souffre de diverses contusions. Sa fille cadette, Justine, a été plus sérieusement touchée. Elle souffre d'un traumatisme crânien avec lésion de la base du crâne et a subi une intervention chirurgicale à l'hôpital Alvarez de Castro de Gérone. La conductrice de la voiture qui avait heurté de front, à vive allure, le véhicule de M. Gilbert Mitterrand, Mme Dolores Senon Arana, cinquante ans, a été tuée sur le coup.

Le chef de l'Etat et son épouse, qui séjournaient dans leur maison de Latche, dans les Landes, se sont rendus en début d'après-midi par avion à Gérone pour voir leur fils et leurs petites-filles blessés, qui ont été rapatriés en France dans la soirée de mardi. Soignés par les médecins espagnols, M. Gilbert Mitterrand et ses filles avaient aussi bénéficié de l'assistance d'une équipe médicale conduite par le docteur Claude Guibet, médecin personnel du chef de l'Etat, venue de Paris dès que la nouvelle de l'accident a été connue.

Le président de la République a regagné Latche dans l'après-midi et Paris dans la soirée.

Tous les élèves, même les meilleurs, ont besoin que l'on s'occupe d'eux

6^e à Bacs A, B, C, D, G
Préparation Vété

• Corps professionnel de très haut niveau
• Prêts d'étude

COURS DUQUESNE

Enseignement privé

Opéra Nation
1, rue Taitbout 242, rue Fb-St-Antoine
PARIS 9^e PARIS 12^e

Tél. 47 70 28 43 +

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 698727
Tél. MONDIPR 45-23-96-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Bour-Méry (1944-1969)
Jacques Fauret (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Bour-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Woutz.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Sèze.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-25-91-82 ou 45-25-91-71
Tél. MONDIPR 206 136 F

Le Monde USPS 765-010 la publication hebdomadaire, excepté les 400 par an par Le Monde
c/o Speedpost, 45-45 39 th street, L.I.C. N.Y. 11104. Second class postage paid at
New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedpost U.S.A.
P.L.C., 45-45 39 th street, L.I.C. N.Y. 11104.

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 280 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 538 F

ÉTRANGERS (par mandat)

I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

II. — SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 880 F

Par voie aérienne : tarif par mandat.

Changements d'adresse : prévenir le service des abonnements ou envoyer un mandat de paiement avec le numéro de l'abonnement.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'abonnement d'écriture tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437

ISSN : 0395 - 2037

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Avignon
Quelques
conseils
si vous voulez
passer quelques
jours au
Festival



« Le Roi Lear », de Godard

Comme si un seul cœur brassait plusieurs sangs

On se bousculait
le lundi 20 juillet
à la projection
du Roi Lear,
film hyper-godardien
de Jean-Luc Godard.
Mardi avait lieu
l'inévitable rencontre
avec le public.
A la sortie,
un monsieur polaire et sel
a proposé au cinéaste :
« Si vous avez un rôle
pour moi... Je suis ténor
chez Jérôme Deschamps...
Pour son spectacle,
les Petits Pas,
Jérôme Deschamps
a réuni un ange blond
et des gens fort âgés
qui avaient attendu
toute leur vie de monter
sur les planches.
Leçon de patience
que ne subissent
certains pas les
jeunes comédiens
tout juste sortis
des écoles, qui ont
pour la première fois
affronté le vrai public.

7 heures du soir :
multitude devant le cinéma
Le Palace,
rue de la République,
pour voir King Lear,
de Jean-Luc Godard.
Attente, chaleur,
échanges animés.
Plus de fièvre
qu'aux portes des théâtres.

DANS un café, assis dans
une pénombre : Jean-Luc
Godard. Une chemise de
toutes les couleurs. Lui - incroya-
ble au point où il en est - est gris
d'inquiétude. Il dit : « J'ai écrit
le son de ce film, tout à l'heure.
Il n'est pas trop fort... Le report
optique du son, je suis allé le faire
à Londres, il est plutôt doux... Tu
vas voir le film, je me demandais si
tu avais changé... Tu ne com-
prends pas l'anglais ?... Le film est
en anglais... J'ai lu plusieurs tra-
ductions : on ne peut pas traduire
Shakespeare, pas plus que Pouch-
kine, que Racine... Oh, le texte de
la pièce, tu n'en entends pas
beaucoup, je n'allais pas filmer la
pièce, c'est autre chose... Une
approche... Tourner autour... »

La salle. Le soir. Le film.
Un vieux roi peut-être, un vieil
homme, c'est l'écrivain Norman
Mailer, des yeux il parcourt une
page, il la signe, il s'éloigne vers
une croisée, une jeune fille entre, sa
fille Cordelia peut-être, à son tour
elle lit la page, quelque chose lui
déplaît.

Comme si le film lui-même, pas
trop sûr de lui avant de se lancer,
cherchait un appui, avait au moins
une pensée pour des parents com-
préhensifs, oui, larges d'idées, cinq
six visages croisent l'écran, comme
dans la rue, Tati, Renoir, Breton,
Couteau...

Ce jeune homme aux cheveux on
ne peut plus rebelles, maigre, au
sommil sans doute frugal, qui,
dans une forêt d'hiver, semble
chercher quelque chose qu'il n'a
pas tout à fait perdu, c'est Shake-
speare. Les monnettes ont un vol
serein mais des cris de cruauté.
Assis de travers sur un rocher, Sha-
kpeare écrit très vite dix lignes ;
la mer qui rebondit trempe son
carnet, sa chemise. Dans la nuit
noire, la flamme d'une bougie se
déplace lentement devant un dieu
de Goya qui déchire, dévore ses
cratères. Cordelia retrouve son
père devant une nappe blanche,
des verres de cristal, des assiettes
de porcelaine ; ils sont deux, ils ne
se parlent pas. A travers les fenê-
tres, un lac répercute la lumière.
Jean-Luc Godard, la tête couverte
de câbles électriques amarrés -
les chutes imperceptibles du cou-
rant électrique sont l'un des contre-
temps des prises de cinéma, - tra-
duit dans un anglais caillouteux
une phrase de Marguerite Duras.

C'est le cinéma de Jean-Luc
Godard, ce télescopage d'aperçus
éloignés, de voix et de bruits
contraires, qui, courant ensemble
du même pas, forment un flot cohé-
rent, lumineux, vigoureux, allégre

avec des coups de vent brusques de
douceur qui s'en vont si tôt apparus,
comme si un seul cœur, battant
trente-six vies par seconde, bras-
sait plusieurs sangs, plusieurs
consciences, plusieurs avenirs.

Un cheval blanc s'est sauvé, il
court dans les cailloux au bord de
la rivière, est-ce celui du roi en
échange d'un royaume ? Une jeune
femme est par terre, étendue sur le
dos, a-t-elle quitté la vie ? Une Pa-
que, une fieuse du temps, qui n'a
pas confiance peut-être dans la
colle de cinéma, ou qui, simple-
ment, garde ses habitudes, s'entête
à coudre de façon sûre, avec une
aiguille et du gros fil, deux bouts de
pellicule, et elle rajoute dessus une
épingle de sûreté, pour se sentir
plus tranquille. Le roi Lear, surpris
de dos, regarde la mer qui descend.
Woody Allen, pour une fois muet
mais pas vraiment déconcerté, fait
face au film de Godard, débordant,
qui envahit la chambre comme une
anguille sans queue ni tête. The
end.

Vingt minutes plus tard, Jean-
Luc Godard, détendu, sous un pla-
tan, mangeant une salade
verte. « C'était le roi Lear et sa
fille Cordelia que j'avais en tête,
un peu comme Dieu et Marie, dans
l'autre film... Comment ne pas se
retrouver devant un homme
comme Shakespeare, quels que
soient les détours par où tu con-
tines de passer ? Il était un poète,
un acteur, il faisait vivre son théâ-
tre, il était un homme aussi, tu as
lu ses Sonnets ? J'ai essayé, en fai-
sant ce film, d'approcher un peu de

lui... Je suis incapable d'écrire le
Roi Lear, je suis incapable d'écrire
du théâtre, d'écrire la Mouette,
incapable aussi d'écrire une toca-
cata de Bach, d'écrire un poème de
Rimbaud, c'est une chose dont
j'ai... disons « souffert », et puis
un jour j'ai découvert qu'il y avait
d'autres poètes, j'ai vu un film de
Jean Vigo, un film de Renoir, et là
je me suis dit : je crois que je pour-
rais le faire, moi aussi... Ce qui

m'a frappé, c'est que les écrivains
anglais font le silence sur Cordelia,
parce qu'elle ne paraît qu'au
début et à la fin de la pièce... Mais
son père ne pense-t-il pas à elle, à
un moment ou à un autre, chaque
jour ?... Je n'ai pu tourner cette
fois qu'en hiver... Je n'ai pu filmer
une forêt en été... Cela manque,
dans le film, tu as remarqué ?...
Shakespeare, c'est aussi la forêt
d'été... »

MICHEL COURNOT.



Fleur bleue et petits pas

LA vieille dame fête ses
quatre-vingts ans : ses
copains et copines de la
maison de retraite lui offrent une
belle soirée d'anniversaire, tout
le monde chante. C'est le specta-
cle de Jérôme Deschamps, les
Petits Pas.

A force des petits pas, les
petits vieux ont fait un bon bout
de chemin. Leur périple, com-
mençé en novembre 1986 aux
Bouffes du Nord où ils revien-
dront en novembre, les amène
dans une tournée qui ne doit rien
au Tour de France cycliste.

Les cyclistes sont partis du
secteur français de Berlin, les
petits vieux sont passés par
Milan, sur l'invitation du direc-
teur du centre culturel français,
Patrice Martinet. Il m'a raconté
que c'était grandiose, car, à la
dernière représentation, il y avait
dans la salle les pensionnaires de
la Casa Verdi, maison de retraite
pour chanteurs lyriques, où
Daniel Schmid a tourné son bou-
leversant chef-d'œuvre le Baiser
de Tosca (titre français).

La fête a été superbe, une
complicité sans reticences s'est
établie entre les deux groupes.
Ce n'était pas évident, car les
Italiens pour beaucoup ont
connu la gloire et s'entourent de
souvenirs, alors que les Français
choisis par Jérôme Deschamps -
à deux exceptions près - ont
sans doute rêvé de monter sur
les planches, mais ont seule-
ment pu tourner autour. Attendant
leur chance jusqu'à ce
qu'ils n'attendent plus rien. Ils
ont acquis, une tendance à se
satisfaire de pas grand-chose.
Pis que la fatigue, le mal de la
vieillesse, c'est l'indifférence.

L'attitude de Jérôme Des-
champs envers ses vieux acteurs
est stricte, sinon rude. Une fois

par jour et souvent deux, il les
fait répéter leurs chansons, les
oblige à recommencer jusqu'à ce
qu'ils atteignent le ton juste et
sillent jusqu'au bout sans dérail-
ler. Il leur rappelle patiemment
les lignes de la mise en scène,
les détails des gestes, et ne
laisse rien passer. Il est vrai que
ses spectacles sont et doivent
être minutés, réglés au millimètre.
Car ils se tiennent au bord
de la chute dans les trous de
conscience, avec des passages à
vide, capables de temps en
temps de stopper l'enchaîne-
ment de catastrophes clownes-
ques, occasionnées par la désor-
donnée des objets, et leur
violence.

L'équilibre est fragile, surtout
quand les acteurs le sont eux-
mêmes, et qu'ils envoient des
images rattachées à la première
enfance - souvenir de sen-
sations ambiguës, baisers obligés
sur les peaux ridées, crainte des
maînes tremblantes, et l'extraor-
dinaire lumière des sourires.
Face à ces images, les réactions
peuvent devenir troubles, vague-
ment malsaines. Mais chez
Jérôme Deschamps, ça se passe
autrement. Il procède avec ses
quatrième âge exactement
comme avec tous les membres
de la famille Deschamps, qu'ils
soient grands ou petits, maigres
ou obèses. Il n'évite pas les ridi-
cules, il en fait des sujets de rire
et d'inquiétude, il en éclaire les
beautés, les montre comme un
simple accident susceptible de
frapper chacun à tout moment,
comme l'inévitable effet du
temps.

L'autre jour, Jérôme Des-
champs est allé voir courir les
cyclistes du Tour de France. Il a
noté minutieusement la façon
dont les fans se déguisent avec



Jérôme Deschamps

casquette et jambes cagneuses,
dont les suiveurs s'entassent
dans des bagnoles fatiguées,
bourrées de pneus, de roues de
vélo, et comment ils friment
jusqu'à en perdre de vue leur
poulain... Sans doute, on en
reçoit bientôt les retombées.

Comme le Woody Allen de
Radio Days, de Broadway Dany
Rose, Jérôme Deschamps est un
amoureux des antiques, jeunes,
vieux. Là n'est pas la question. Il
aime les gens qui bricolent leur
survie - lui, nous, beaucoup
d'entre nous en tout cas. Il ne se
moque pas, ne s'attendrit pas.
Faussement maledroit, vraiment
généreux, les bras pleins de
fleurs et le regard bleu, il se met
en état d'innocence.

COLETTE GODARD.

L'ange blond de la famille Deschamps

D'UN spectacle à l'autre, il
a la dégaîne coincée d'un
grand coucou tout sec qui
aurait avalé un manche à balai.
Jean-Marc Bihour est le jeune et
peu perdu, sion débile léger, qui,
dans la Vieillesse, de Jérôme Des-
champs, prend régulièrement
dans la figure des portes de la
MJC. Qui, dans les Petits Pas,
renverse le gâteau d'anniversaire.

Parfois, aussi, prix d'un accès
d'audace et d'aisance, il danse ; ou
chante, d'une voix de haute-
contre pas mal placée du tout.
Dans les Petits Pas, il pousse son
bel canto depuis l'une des loges
du théâtre municipal. Comme une
apparition. D'où le surnom que lui
donnent les spectateurs qui le
reconnaissent dans les rues d'Avi-
gnon : l'ange blond des Petits Pas.

Le blues déconcoeur du jeune
adolescent de la Vieillesse, en
révolte contre la société, la jeu-
nesse triste en banlieue, les HLM
et les MJC, ce blues était de lui.
« J'étais en plein dedans quand
j'ai rencontré Deschamps... »

Son histoire est celle d'un jeune
guichetier de la Sécurité sociale,
qui suivait, pour occuper ses so-
rées, des stages de vidéo, de théâ-
tre. « J'avais vu les Blueses, je
n'avais pas vraiment ri, mais
j'étais revenu très touché. Un
jour, j'ai demandé à mon animo-
teur théâtre de m'accompagner à
un stage chez Deschamps. Celui-
ci nous a posé des questions
« quelle personne vous aimez le
plus » ou « chantez une chan-
son ». J'ai parlé d'un ami qui
m'avait offert une guitare, et j'ai
chanté Au clair de la Lune. »

Un coup de fil huit jours après
et le voici à Avignon, pour prépa-
rer la Vieillesse. « J'avais pris un
arrêt maladie » dit-il en riant. Un
peu plus tard, il quittait sans
regrets, mais « non sans voir

réfléchi », les guichets de la Sécu-
rité sociale.

« Les gens se demandent, dans
la rue, si je suis dans la vie
comme sur scène... Bien sûr que
non ! Laurel et Hardy ne jouaient
pas des personnages très valori-
sants, mais c'était magnifique. Et
on ne leur posait pas cette ques-
tion... C'est beau, en même temps,
que ce trouble existe. Avec
Jérôme, on ne travaille jamais ni
le comique ni la clownerie, mais
précisément à la limite du paro-
dique et du crédible ; pour qu'on
ne pense pas que l'acteur com-
pose un personnage... Alors, il
suffit d'extrapoler, juste un peu.
J'ai ce corps-là, de toute façon, et
pas la démarche d'un petit gros. »

Des amis, des professionnels du
spectacle, lui ont conseillé, ou pro-
posé, de quitter un peu la famille
Deschamps. TF1 la même solli-
cité pour un rôle de présentateur
noté, à 19 h 45, en remplacement
de l'émission de Collaro. Mais
Bihour n'a pas envie de reprendre
ailleurs ce personnage malsain
et touchant. Il sera du prochain
spectacle Lapin chasseur au
Théâtre des Amandiers, où il
raconte, avec des gens qu'il aime,
des histoires comme il les aime.
Drôles et tristes à la fois. « En
classe, déjà, dans des petits films,
je faisais le pire : la gaieté, c'est
terrible. Comme si on était à la
recherche du bonheur. »

ODILE QUIROT.

AVIGNON

40 ANS DE FESTIVAL VUS PAR

Le Monde



NUMÉRO
SPÉCIAL
36 pages
largement
illustré

22 F

Un numéro rétrospectif exclusivement consacré au Festival
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

هكذا من الاصل

FESTIVAL D'AVIGNON

A l'école du TNS

Priorité au texte

Sylvie Debrun, vingt-sept ans, et Thierry Paret, vingt-cinq ans, viennent de quitter l'école du Théâtre national de Strasbourg. Marivaux les a révélés : émus, inquiets, motivés.

LES travaux de fin d'études des écoles d'art dramatique sont toujours une curiosité. Ils sont d'abord l'occasion pour de jeunes acteurs de faire la preuve de leur talent. Ils sont aussi un moment rare qui réunit, souvent pour la dernière fois, un groupe soudé par plusieurs années de travail commun, trois pour les élèves de l'école du Théâtre national de Strasbourg.

Que ces travaux soient montrés à Avignon représente de surcroît un risque considérable. Le premier soir, au cloître des célestins, nous avons trouvé l'intensité du jeu, confie Thierry Paret, vingt-cinq ans cette année, qui joue le rôle de Blaise, le « simple » des Acteurs de bonne foi, de Marivaux, et le « désespéré », sombre et intelligent de Manfred Karge. Lors de la seconde représentation, nous avons trouvé le bon rythme. Le troisième jour, nous avons tout réuni, tout arondi. A l'école, on a travaillé des spectacles puis on les a présentés à nos professeurs, à nos amis qui les recevaient comme des « exercices ». A Avignon, c'est un vrai public, pas nos copains. C'est beaucoup plus difficile.

Une difficulté dont les élèves du TNS avaient déjà dû se jouer l'année dernière. Sylvie Debrun, vingt-sept ans, qui interprète le rôle de Lisette, jeune campagnarde abusée par les jeux pervers de son amant, dans les Acteurs de bonne foi, se souvient : « En deuxième année, nous sommes allés faire un stage avec le Collectif de Parme pendant quinze jours et nous avons travaillé la pièce de Sophocle Œdipe à Colone. Nous l'avons jouée en public en clôture du Festival de Parme puis dans le théâtre du Collectif. Là-bas comme ici, et à la différence des exercices d'école, notre engagement était plus rapide, plus pressant. Des répétitions aux représentations, il fallait aller vite. »

Après trois années d'études, sous la direction de Jacques Lasalle et Alain Knapp, les élèves de Strasbourg sont donc déjà des professionnels. Chaque jour, ils ont participé à des cours techniques (travail de la voix, chant, alchimie, danse, percussions, tir à l'arc, interprétation et improvisation), à des cours sur l'histoire du théâtre, et bien sûr ils ont travaillé des textes, par extraits ou dans leur totalité.

« Quand je suis arrivé à Strasbourg, raconte Thierry Paret, je n'avais jamais lu de théâtre, pas une ligne de Beckett ou de Shakespeare. »

Nous avons appris là-bas à découvrir la finesse et l'intelligence d'un texte, ajoute Sylvie Debrun. Nous sommes allés à la découverte des auteurs, des langages, de la sensibilité et de l'exigence des metteurs en scène.

Le passage d'un auteur, d'un metteur en scène à l'autre, est ce qui les a le plus fascinés. « Alain Knapp nous a appris à nous engager tout de suite dans un travail, une équipe », explique Thierry Paret.

Sylvie Debrun estime que « le principal enseignement de notre apprentissage est que le texte est la base du travail du comédien : l'essentiel du théâtre est dans la phrase ». Pour leur venue à Avignon, ils ont été pris en charge par le Jeune Théâtre national (JTN), qui rassemble tous les élèves sortis des écoles nationales d'art dramatique, jusqu'à trois ans après leurs études. Leur salaire : 8 000 F brut, auxquels s'ajoute ici un défraiement de 320 F par jour.

Pour le moment, ils n'ont pas réfléchi à l'intérêt de prendre un agent, tout en espérant que les agents s'intéresseront à eux. Une seule certitude : ils devront s'installer à Paris. « C'est forcé », Thierry Paret s'accorde trois ans pour « acquérir du métier, trouver une famille » et aller plus loin avec elle. Sylvie Debrun mise sur sa disponibilité : « Nous avons tous la capacité de faire du théâtre ; on n'est pas des produits finis ; on a encore des choses à apprendre. »

Dernier retour sur le passé : « On peut vraiment conseiller aux gens de passer par l'école du TNS, conclut Sylvie Debrun. C'est un peu un monastère, un peu le bout du monde, mais ça n'a pas que des désavantages. »

Propos recueillis par OLIVIER SCHMITT.

France-Culture sur le terrain

L'ambiance des grands feuilletons

« C'EST la première fiction radiophonique enregistrée en direct depuis trente-cinq ans. » Sur France-Culture, les « Nuits d'Avignon » n'ont pas l'exclusivité de l'ambiance festival captée au gré des filaneries de Jean-Christophe Bailly. Le feuilleton de juillet, « L'affaire Morin », a fixé lui aussi quelques moments d'atmosphère tout en exposant sa cuisine d'enregistrement au public de passage. Tandis que les acteurs monologuent leur texte en plein air dans la cour du studio du Conservatoire, une équipe mobile va chercher des fonds sonores à la

gare, à la rédaction du Provençal ou dans un hôpital psychiatrique. Le ton est policier : Robert Pinget a concocté, à partir du récit d'Autour de Morin, une sorte d'enquête sur les témoignages écrits, déclenchée par la disparition de son héros favori. D'épisode en épisode, ces témoignages se contredisent, et le souvenir laissé par l'écrivain semble de plus en plus hypothétique, au grand désarroi de l'enquêteur, qui égare jusqu'à un mobile de sa propre inquisition. « Pour Michel Raschke qui joue ce rôle, commente le réalisateur Michel Guerre, il s'agit presque d'arbitrer un combat de monstres sacrés, puisqu'il a pour partenaires tous les grands acteurs qui jouent dans les différents spectacles Pinget du festival : David Warlow, Jean-Paul Roussillon, Jean-Paul Moulinot... l'aimerais retrouver ainsi à la radio, confie Claude Guerre, l'ambiance des grands directs des années héroïques de la télévision... »

B. B.

* « L'affaire Morin » : derniers épisodes le jeudi 23 et le vendredi 24 juillet de 13 h 30 à 14 h 40 (coproduction France-Culture et NDR Cologne). Les pièces de Pinget présentées au Festival d'Avignon sont retransmises par France-Culture. Après l'Hypothèse, on pourra entendre la Manivelle et Abel et Béa le 6 septembre à 14 h 30, et Lettre morte le 3 octobre à 20 h 30.

* Autres spectacles du festival retransmis par France-Culture : soirées André Fresaud, les 12, 13 et 14 août à 21 h 15. Texte nu, du 3 au 21 août à 18 h 30. Jean Tardieu et ses amis, les 3 et 4 septembre à 21 h 15. Diffusions ultérieures prévues pour Œdipe à Colone. Juste avant Tamerlan, les Pragmatiques et la Sentence des pourvoyeurs.

ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES ARTS

MORANDI

Peintures - Œuvres sur papier

Salle St-Jean - Hôtel de Ville de Paris - T. L. J. 11/19 h - St Lundi.

Tel. : 42-76-51-53

MUSIQUES

Capitale française de la musique ancienne, Saintes abrite chaque été un festival qui, surprise, s'ouvre désormais à la musique contemporaine. Etape parmi bien d'autres d'une stratégie concertée. Philippe Herreweghe, son directeur, cultive pour Saintes des ambitions européennes. Tout comme la municipalité.

DES monuments stupéfiants, à visiter en paix ? A Saintes, il y en a à chaque pas. Les lieux où donner des concerts sont, du même coup, partout. Lambris de la mairie pour la viole et le clavier, crypte romane Saint-Eutrope pour les médievales ; orgue et cloître de la cathédrale Saint-Pierre, chapelle des Jacobins... en cherchant bien, on trouverait encore les arènes, pour d'éventuels plaisirs de l'ile enchantée, les places et les rues piétonnes du vieux quartier qui, à Aix, seraient depuis longtemps annexées. On allait oublier l'abbaye aux Dames d'où rayonnent, hiver comme été, les activités de l'Institut de musique ancienne. Encore lieu de culte, mais monastère désaffecté, cette ancienne caserne deviendra, dès l'achèvement du gros œuvre, à la fin de l'année, un immense hôtel — splendide restauré — pour cette académie (!), ainsi que pour les grands projets de son directeur artistique, Philippe Herreweghe.

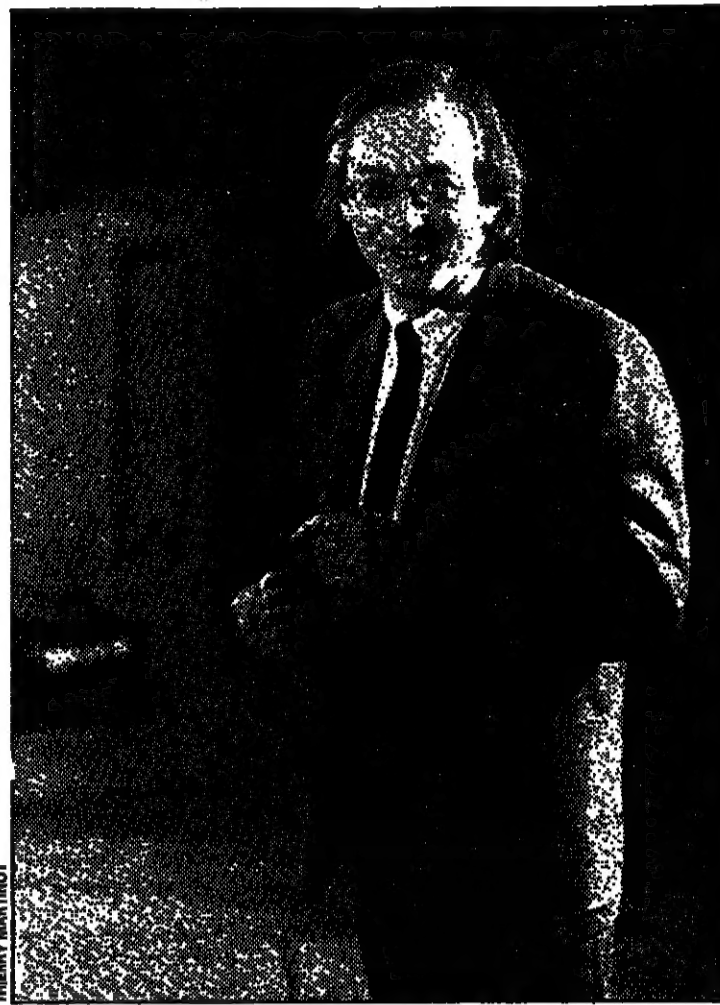
L'abbaye était en ruine lorsque Alain Paquier y organisa les premiers stages de clavier, de flûte à bec et de hautbois baroque, provoquant, au début des années 70, la découverte de tous les futurs héros de la « révolution baroque ». Malgré le premier — à une époque où l'harmonium était lui-même considéré comme un farfelu. C'est là qu'un chef de chœur belge, Philippe Herreweghe, devait se révéler. Et comme il n'avait pas caché son attachement à la région et aux gros efforts de décentralisation qui s'accomplissent (animations en milieu rural, création d'une compagnie d'opéra-ballet), c'est à lui que devait être confiée, en 1981, la succession d'Alain Paquier.

Pour Saintes, l'ère de la voix commençait. Le nom d'Herreweghe allait en effet signer l'enregistrement de grands motets oubliés, de Rameau, Brahms, Lully, Charpentier (Harmonia Mundi). Et l'Institut — dont le festival est une production — concentrer ses recherches sur la constitution d'un répertoire vocal et sur la meilleure façon de l'interpréter. En l'absence de conservatoires où le style de ces musiques soit enseigné, un chœur — future réserve — allait être constitué : 130 amateurs, recrutés à 150 kilomètres à la ronde, réunis autour de Bernard Téu, puis de Michel Piquemal, pour travailler une fois par mois pendant un long week-end. Et, degré intermédiaire de cette structure en escalier, un ensemble préprofessionnel allait réunir une

vingtaine de chanteurs, solides musiciens et bons lecteurs, capables de se risquer dans les entreprises les plus risquées.

Mais, direz-vous, Herreweghe est un décentralisé quelque peu parachuté ! Le premier chœur qu'il a créé, et avec lequel il continue d'enregistrer, était belge, le

ments). Herreweghe se trouve ainsi, comme tous ses semblables, obligé de transiger entre un public mis en appétit, des subventions soumises à des dépressions imprévues, les carences des chanteurs français peu préparés à plonger dans un répertoire qui ne leur est pas enseigné, l'absence d'interlo-



Philippe Herreweghe.

Collegium Vocale. Le second, français, a son siège à Paris et apparaît souvent en compagnie d'un orchestre intitulé, comme lui, Chapelle Royale, avec des effectifs variables. Et, de l'un à l'autre, selon le quota officiellement toléré, quelques individus semblent interchangeables.

Si les pratiques des « baroques », exercées tout un temps en circuit très fermé, restent assez insondables pour le profane, c'est que ce milieu n'est jamais vraiment sorti de la marginalité et — un peu comme le jazz ou un certain rock — se constitue, évolue, semble disparaître et renaît à chaque production, selon le style et l'effectif concernés : petit noyau de virtuoses pour la polyphonie Renaissance, chœurs d'une vingtaine de musiciens pour Bach ou Rameau, phalange de plus de trente, pour Brahms, le premier Schubert, ou Mendelssohn, le tout à cappella ou accompagné. Tantôt au pupitre de l'English Chamber Orchestra, ou à celui de l'Ensemble orchestral de Paris (pour ses prochains enregistre-

ments), avec l'impression, les prodigalités de l'époque Fleuret n'étant plus ce qu'elles étaient, de risquer d'être liché par l'Etat au moment même où un droit à l'existence lui était accordé. Mécanisme, mécanisme cherché. Resterait à le trouver. Et même à trouver de quoi payer la personne qui le démarcherait.

Alors, des projets : répartir en deux chapitres les activités de l'Institut de musique ancienne. D'un côté, le chœur et l'ensemble régionaux, le festival, les colloques, l'animation des églises, l'animation des collèges, le sommet de l'escalier, — un ensemble de solistes calqués sur les Tallis Scholars anglais : de dix à quinze chanteurs virtuoses, triés sur le volet, et donc recrutés en partie à l'étranger, deux Espagnols, deux ou trois Belges, quelques Allemands et Hollandais. Manière d'attirer les mécènes et les subventions européennes ? Façon, aussi, de « multiplier les réseaux », de rappeler que les échanges culturels se pratiquaient jusqu'au dix-neuvième siècle sur la scène européenne, d'explorer la production, en grande partie ignorée, des grandes chapelles anciennes, de se déplacer, de réaliser à l'étranger expositions, cours, enregistrements, de s'arrêter au retour dans de grandes villes-étapes pour amorcer les productions. Ni Saintes — bercail désigné — ni l'Institut de musique ancienne — support logistique et banque d'idées — ne seraient oubliés. Ni bien sûr la Chapelle Royale, qui, dans le répertoire baroque qui lui est consacré, garderait son territoire.

Un petit coup de fil en charge de mission culturelle par la municipalité (d'union de la gauche) rassure sur les chances d'existence de cet ensemble vocal européen. Au chapitre des préfigurations, en effet : une Maison européenne de Poëchinnelle, liant aux personnalités de la Commedia dell'arte ceux des « théâtres de figure » du Bassin méditerranéen. Le musée saintais ne serait, là aussi, qu'un relais « dans tout un réseau de villes européennes... Comment attribuer au hasard un unisson aussi parfait ? »

ANNE REY.

(1) L'Institut de musique ancienne devra s'insérer dans les lieux de la conservatoire de cinq cents élèves, selon une répartition dont l'étude est actuellement confiée à ABCD, bureau d'ingénierie culturelle de Claude Molard. Il est subventionné par le ministère (1,2 million), le conseil général (environ 600 000 F), le conseil régional (500 000 F) et la ville (730 000 F) plus un prêt de trésorerie cette année de 300 000 F. Le festival, lui, est financé aux deux tiers par la ville. La Chapelle royale, intégralement par l'Etat (1,8 million).

Les nuits de

Stockhausen

La Fondation Maeght héberge. Cette année, Stockhausen, avec un nouvel épisode de son opéra cosmique, et deux œuvres récentes du Portugais Nunes.



Stockhausen

RESSUSCITÉES depuis deux ans, les nuits de la Fondation Maeght ont été ouvertes... par un violent orage annonçant l'arrivée d'un des prophètes de la musique contemporaine, Karlheinz Stockhausen, ce qui obligea à démonter en toute hâte les installations techniques prévues justement pour donner des extraits de Donnerstag (« le jour du tonnerre ») ! Mais le soir même tout était rétabli pour les apparitions des héros de Licht, « l'Opéra des sept jours », Michael, Lucifer et Eva, dont nous furent narrées quelques aventures.

Lancé dans cette épopée qui durera environ vingt ans, le compositeur dut pendant ce temps maintenir en haleine et faire vivre toute une équipe avec laquelle il expérimente et répète jour après jour les pièces de cet immense puzzle, qui a déjà connu deux aboutissements lors des représentations, à Milan, de Donnerstag (jeudi) et Samstag (samedi).

Ainsi, cet été, on verra la troupe de cet « illustre théâtre » passer et croiser son chapitre à Lisbonne, Cologne et Montpellier (les 25 et 26 juillet). Sienna, Odense (Danemark), Rome, Berlin et Fribourg. Une troupe jeune et charmante, colorée et hétéro-

clite, flottant dans les airs comme ces personnages de Chagall qui règnent dans toute la région, de Saint-Paul-de-Vence au Musée du message biblique.

Pour la Fondation Maeght, dans le patio des Giacomini (où la nouvelle conque acoustique assure maintenant une audition parfaite), on voyait d'abord Suzanne Stephens, cor de basset, et Kathinka Pasveer, flûte alto, les deux compagnes du héros de Licht, se livrer à une amusante joute amoureuse, Ave (ou Eva, lu à l'envers), en costume de chenille verte garni d'ornements plus ou moins érotiques. Simple pantomime sans grande vertu musicale.

Prévent à la

Parol

... de la région, de Saint-Paul-de-Vence au Musée du message biblique. Pour la Fondation Maeght, dans le patio des Giacomini (où la nouvelle conque acoustique assure maintenant une audition parfaite), on voyait d'abord Suzanne Stephens, cor de basset, et Kathinka Pasveer, flûte alto, les deux compagnes du héros de Licht, se livrer à une amusante joute amoureuse, Ave (ou Eva, lu à l'envers), en costume de chenille verte garni d'ornements plus ou moins érotiques. Simple pantomime sans grande vertu musicale.

Saint-Paul-de-Vence

mystico-dram

... de la région, de Saint-Paul-de-Vence au Musée du message biblique. Pour la Fondation Maeght, dans le patio des Giacomini (où la nouvelle conque acoustique assure maintenant une audition parfaite), on voyait d'abord Suzanne Stephens, cor de basset, et Kathinka Pasveer, flûte alto, les deux compagnes du héros de Licht, se livrer à une amusante joute amoureuse, Ave (ou Eva, lu à l'envers), en costume de chenille verte garni d'ornements plus ou moins érotiques. Simple pantomime sans grande vertu musicale.

Nunes

... de la région, de Saint-Paul-de-Vence au Musée du message biblique. Pour la Fondation Maeght, dans le patio des Giacomini (où la nouvelle conque acoustique assure maintenant une audition parfaite), on voyait d'abord Suzanne Stephens, cor de basset, et Kathinka Pasveer, flûte alto, les deux compagnes du héros de Licht, se livrer à une amusante joute amoureuse, Ave (ou Eva, lu à l'envers), en costume de chenille verte garni d'ornements plus ou moins érotiques. Simple pantomime sans grande vertu musicale.

EXPOSITIONS

Prévert à la Fondation Maeght

Paroles d'amis

La rencontre sous le signe des amitiés fécondes d'un écrivain-poète de cinéma, qui aimait coller les mots et les images.

Il avait le visage rond sous un chapeau rond, et sous les paupières lourdes un regard aigu sur les choses de la vie. C'est ce qu'ils disent tous, les amis prêts à faire de ce visage un soleil, ou, gentiment celle d'un diable connu, quand Picasso de son côté lui allonge volontiers les jambes et les poches en relation à la courbe du mégalot qui tombe des lèvres, gentiment lui aussi, car c'était lui aussi, un ami. Jacques Prévert, on l'aime bien, on n'y touche pas. Et de quel droit d'ailleurs oserait-on toucher, autrement qu'en blaguant, à ce grand faiseur d'images et de mots, ce vulgarisateur poète qu'à l'école on apprend tout de même mieux que les permissions, à la laïque surtout; que l'on chante, dont on a toujours dans la tête quelque souvenir de balade aux yeux bleus, de Brest sous la pluie, et d'odeur de feuilles mortes?

On n'y touche pas, on lui rend hommage, même, à la Fondation Maeght, cet été, en une exposition spectacle faite au mieux pour rappeler cette étonnante figure de créateur capable de « pourvoir indéfiniment le réservoir de la révolte », ainsi que disait Breton au temps de la rue du Château. On opérait les surréalistes où habitaient un « monsieur Marcel Duhamel, futur patron de la « Série noire » (titre inventé par Jacques Prévert), Jacques Prévert qui à l'époque se frottait rien — il l'a dit — Tanguy, un peintre qui n'avait encore jamais peint, et Pierre Prévert, le frère cadet, qui commençait tout juste à têter de la pellicule et de la caméra. Une drôle de tribu, on devient, dans laquelle Jacques s'exerce à la parole avant de passer à l'acte; scènes, saynètes et tableaux pour un théâtre d'agit prop jusqu'au Front populaire, et tout d'un coup — celle du groupe Octobre — n'est pas bien comme.

Allusion y est faite dans l'exposition, comme à tant d'autres choses, à travers des documents, bien choisis, égayés, renvoyant en force au peu, au contraire, des relations de Prévert avec les peintres et les sculpteurs dans le Paris de l'entre-deux-guerres, et de l'après-guerre; ou, justement, à Saint-Paul-de-Vence et dans les environs, pendant la guerre et l'Occupation, puis plus tard, après

l'accident, quand Prévert fut passé par une fenêtre de la Maison de la radio. A une époque où, dira son frère, se rencontraient des gens qui n'avaient jamais rendez-vous.

Le Prévert d'Adonis avec Miro, de Diurnes avec Picasso, de Fêtes avec Calder est là, écrivant pour les Cahiers d'art, Verve ou Derrière le miroir, pour Chave et Matarasso, préfacant des expositions. C'est le Prévert célèbre

Visiteurs du soir, Qual des brumes: photos Harcourt d'Arletty, Berry ou Brasseur... partitions, pochettes de disques avec saut de carpe des Frères Jacques en collant et gilet...

D'embellie, on le reconnaît, on est dans le bain, dans l'ambiance bistrot, cabaret (La Rose rouge), rétro parisien. Pour un parcours de grandes et petites rencontres, abolissant les frontières entre l'Art et



Collage de Prévert

d'après Paroles, l'ami aussi de photographes, comme Brassai ou Izis. Mais puisque l'exposition populaire il y a pour un poète populaire, c'est d'abord avec l'homme du cinéma et de la chanson, l'adaptateur, le scénariste, le dialoguiste de Carné, ou le parolier de Kosma, qu'a lieu la rencontre. Dans une rue en carton-pâte, reconstituée par des décorateurs qui travaillent encore aux studios de la Victorine à quelques films publicitaires. Affiches célèbres, gouaches de décors signés Trauner pour les Enfants du paradis, les

l'art, réalité et rêve, burlesque et sérieux, gag et militantisme. Qui s'achève comme il avait commencé, par des images, des images en quantité, engravures, découpages, et collages. Chronos, pages d'histoires naturelles, pages de catalogues de la Manufacture de Saint-Etienne où, cette fois, seul à seul, Jacques Prévert s'amuse, sur fond d'antidémocratie, à marier anges et démons.

GENEVIÈVE BREERETTE.
★ Fondation Maeght. Jusqu'au 4 octobre. Catalogue.

Sculptures et peintures en Gironde

Histoire d'une collection

A Bordeaux, la peinture italienne des seizième et dix-septième siècles est remise à l'honneur.

CONTRAIREMENT aux habitudes festives, estivaques et bordelaises, Philippe Le Leyzour, nouveau directeur du musée des beaux-arts de Bordeaux, a choisi de présenter une soixantaine de tableaux italiens, parmi les meilleurs de son établissement, plutôt que d'y rendre hommage à quelque figure majeure de l'art ancien ou moderne. On peut trouver cette initiative un peu décalée et penser qu'il y avait plutôt la matière à bâtir une excellente exposition « d'hiver ». Il faut pourtant en reconnaître l'opportunité puisque l'occasion de la publication du catalogue raisonné du fonds italien de Bordeaux (1), en même temps qu'elle coïncide avec l'achèvement d'une campagne exceptionnelle de restauration des œuvres.

La section Italie du Musée des beaux-arts est fort considérable et cohérente, en ce sens qu'elle s'est faite autour d'un échantillonnage d'œuvres représentatives des différentes écoles. Comme quoi les mises en dépôt de tableaux (provenant des collections royales) qui servent de base à la constitu-

tion des musées de province n'ont pas été effectuées sans ordre. Ainsi figurent Tibien, les Bassan et Veronese pour la Vénétie, le Pérugin pour l'Ombrie, Le Guerchin pour Rome, Giordano pour Naples, dans le premier envoi de 1803. Le musée a aussi très tôt largement bénéficié de la collection du marquis de Lacaze. Ce diplomate collectionneur des Landes avait en effet proposé à la Ville, en 1821, d'acquiescer pour le nouveau musée deux cent soixante-cinq tableaux en sa possession, dont cent trois italiens. Ce qui ne se fit que six ans plus tard, et grâce à une bonté de Charles X (40 000 F, soit moitié moins que le prix estimé), le conseil municipal n'ayant toujours pas voulu engager la dépense. Roi mis à part, on connaît ça de nos jours...

Avec la collection Lacaze — choix d'un amateur qui avait un goût fort prononcé pour les Vénitiens (quarante peintures), — le musée allait s'enrichir d'œuvres moins conventionnelles que celles des ténors et de leurs ateliers qui figuraient déjà, de tableaux plus libres appartenant à des registres mineurs, comme on aime aujourd'hui les interroger afin de reconstituer des personnalités dont on ne sait pas grand-chose. Comme cette Laura Bernasconi —

une femme peintre! — active à Rome en 1674, auteur de deux paysages un rien romantiques.

Parmi les points forts de la collection, on remarquera des acquisitions récentes: les deux sombres Magnasco, l'Arrivée des galériens dans la prison de Gênes et leur embarquement dans ce même port (achats de 1961), et la Déposition de croix, entré au musée en 1985. Selon Sylvie Béguin, qui lui consacre dans le catalogue une étude particulière, cette très belle œuvre, tendue et dramatique, pourrait avoir été réalisée à Venise par un peintre du Nord proche de Spranger Speckaert ou de Van Achen.

Le catalogue, remarquablement fait, révèle le travail considérable de recherche effectué sur la collection, propose de nombreuses réattributions, restituées par exemple à Pittori Elizer et Rebecca, naguère attribués à Tiepolo, et à Antonio Bellucci l'Amour jaloux de la fidélité, traditionnellement attribué à Sebastiano Ricci, et sûrement offre aux experts de quoi se régaler.

G. B.

(1) Ed. des musées nationaux.
★ Italie: Histoire d'une collection, Galerie des beaux-arts de Bordeaux. Jusqu'au 1^{er} septembre.

D'un château l'autre

Dans le Médoc, l'art contemporain s'étale dans l'ombre propice des chais et des caves.

A U bout de l'allée de pins, il y a une pelouse, et, au bout de la pelouse, se trouvent les chais, bâtiments de pierre jaune. On y travaille à nettoyer des cuves, dans l'odeur du tannin et du bois. Entre les cuves, l'allée mène à une porte et, derrière la porte rouge sang, se révèle le saint des saints, l'alignement des tommes où vit le vin. A l'extrémité de la rangée centrale, contre un mur ouïé de sapin, on a disposé un assemblage de feuilles de parchemin griffonnées, sales de maculations sombres. Les feuilles, sous l'effet de l'humidité, se contractent, se décollent du support et prennent des tantes grises. C'est à dessin que l'artiste, Jean-Pierre Bertrand, laisse son œuvre se corrom-

pre et vieillir dans ces caves comme s'y transforme lentement la récolte de l'année précédente. A exposer dans les chais du château Lançassan, autant s'inspirer du dieu local et œuvrer dans sa chapelle la plus noble, en effet.

Ce que Bertrand a poussé jusqu'à l'extrême, la plupart de ses compagnons d'invitation l'ont éprouvé à leur manière. Conviés à œuvrer dans des châteaux du Médoc, entre Pauillac, Margaux et Saint-Estèphe, ces propagateurs de la foi contemporaine ont obéi aux suggestions du lieu. Et si leurs quinze expositions, dispersées au fil des vignobles, ne forment pas le panorama le plus complet ni l'initiation la plus aisée pour le promeneur qui consentirait un moment à quitter les plages de l'océan pour l'« intérieur », il demeure fort curieux de voir ce que l'endroit et ses mythologies ont inspiré à des artistes renommés le plus souvent pour être des modernes aux principes définitivement établis.

Les rares qui n'ont pas joué le jeu de bon cœur, on ne sait pourquoi, faute de temps ou d'inspiration, se sont contentés d'accrocher ou de poser de-ci de-là des pièces que l'on verrait aussi bien, sinon mieux, dans une galerie. Deacon, malgré sa célébrité, réussit assez mal dans le décor Second Empire du château Giscours, théâtral en diable, car ses sculptures d'aluminium rivées ne s'accordent pas aux murs vêtus de lierre et aux grogniers à poutres monumentales.

Fêtes provisoires

Zush, au château Siran, et Braco Dimitrevic, dans un pavillon post-moderne du château Chasse-Spleen, sont venus avec leurs toiles. Celles du premier, expressionnistes et morbides, ont l'air déplacées parmi les collections de faïences et les bouteilles. Celles du second, aimables patchworks de citations ironiques entre abstraction à la Malevitch et bestiaire à la Walt Disney, rappellent au milieu des vignobles l'actuelle manie du collage.

De la même manière, John Armleder, avec ses rectangles blancs d'une désespérante vacuité, ne se montre pas à son avantage dans les chais de Larose-Trintandon: son ascétisme calculé et stérile prend des airs de reproche dans un lieu si visiblement consacré au plaisir, et l'œil s'en

détourne comme d'une offense inutile.

A ces importations de moderne un peu forcées, on peut préférer des mises en scène plus adroites, de celles qui jouent de la complicité et de l'allusion. Sarkis, inventeur d'un moine japonais qui dansa, ivre plus qu'à moitié, entre les cuves de Lynch-Bages et Eric Dietman, qui a consacré une série de sculptures en verre et pierre à ces nez d'amateurs qui hument et reniflent les bouquets du Médoc, se sont inspirés de la thématique viticole. Sans doute, leurs allusions restent-elles d'une littérarité très immédiate, du moins ont-ils su s'adapter aux circonstances.

Bertrand, fort à son aise dans un cadre propice à ses célébrations mi-panthéistes mi-écologiques, un Jean-Pierre Meurice, qui a peint pour le château Loudeuse une somptueuse décoration sur le motif de la feuille de vigne, font figure de triomphateurs dans cet exercice. Plus subtilement que Richard Allington, qui a employé des grappes en plastique, avec plus d'épicurisme que Lavier, plaisantant sur le rouge bordelais. Bertrand et Meurice ont délibérément accepté leur rôle de décorateurs. Qu'ils se veulent, à la ville, des artistes « difficiles », sinon conceptuels, ne les a pas empêchés de se muoir en metteurs en scène adroits à la campagne.

Un thème imposé, un espace intangible — les châtellains du Médoc n'aiment guère que l'on se mêle de défigurer leurs propriétés, — et voici des artistes critiques musés en ornementateurs de fêtes provisoires ou en ornemanistes d'une saison... Quelques-uns échouent, d'autres réunissent avec assez de talent pour que l'on en vienne à se demander si certains de leurs travaux antérieurs, austères comme il convenait alors, n'étaient pas que les exercices préparatoires des décors qu'ils réalisent aujourd'hui. S'il en est ainsi, le passage par le Médoc est plus lourd de conséquences qu'on ne l'aurait cru, car il aura révélé aux visiteurs de cette partie de campagne dans les vignes ce que dissimulent les démarches sévères de bien des contemporains: l'apprentissage de l'ornement par la peinture et la sculpture. Comme autrefois?

PHILIPPE DAGEN.

★ Jusqu'au 31 août. La liste des châteaux ainsi qu'une carte — fort utile — se trouve dans tous les musées et syndicats d'initiative du Médoc et de Bordeaux. Il est prudent de s'en munir pour ne pas s'égarer trop souvent.

Saint-Paul-de-Vence

mystico-dramatique

Le Combat du dragon, en « création mondiale » dans cette version pour soliste, nous faisait entrer plus avant dans le « mystère » de Stockhausen avec une page truculente extraite du Voyage de Michael autour du monde, de Donnerstag. Sur les trames étherées d'un synthétiseur (Michael Obet), le trompettiste Markus Stockhausen, piétié mais en longue robe de moine croisé, qui incarne le héros Michael, accompagné d'une danseuse belle comme un ange (Michèle Nolte), adresse de longs appels, coupés de silences, aux quatre points de l'horizon.

De sous un globe terrestre sort le dragon, un beau danseur cuiré

(Jean-Christian Chalons), qui offre une minuscule mappemonde à Michael, lequel jette ce jouet indigne de lui dans un bassin rempli d'eau. Une lutte furieuse oppose alors danseuse et danseur, soutenu, l'une, par la trompette de Markus, l'autre, par un bidalito toréador (Michael Svoboda) armé d'un trombone. Au terme d'un combat épique, Michael triomphe bien entendu de cette tentation, inspirée sans doute de l'Evangile.

Mais le diable ne se tient pas pour battu. Tout autour de la Fondation, la voix d'une basse parcourt la campagne, et bientôt Lucifer, en costume de ville noir

(Nicolas Isherwood), apparaît dans le parloir et vient interpeller Michael, doublé cette fois par un ténor (Julian Pike) en un long dialogue philosophique de récitation à un peu élémentaire mais qui ne manque pas de grandeur, ponctué par trompette et trombone sur fond de synthétiseur.

Une nouvelle fois, Lucifer est renvoyé à ses chères études, mais son dernier cri, « Un fou! Un fou! », se répète curieusement à travers la montagne.

Alors Stockhausen enchaine avec une Vision extraite de la dernière partie de Donnerstag, la plus belle, où le héros, au terme de son aventure terrestre, remonte au ciel; il y est accueilli par ses

parents, et aussi ce bon diable de Lucifer, moins noir qu'on ne le pense, esprit pur qui simplement ne comprend pas que Michael ait voulu s'incarner, passer par la souffrance et la mort pour racheter ce monde de matière et l'amener à la lumière, Licht...

Et c'est un frais cantique partagé entre les trois images de l'ange Michael, Markus, le ténor et la danseuse, elle aussi habillée en moine croisé; celle-ci traduit chaque note de la trompette en un langage corporel scintillant à la manière de celui d'Inori, poings fermés, bras coupants, doigts qui s'ouvrent, mains offertes, jointes en calice sur la tête, plaquées sur le cœur, avec une virtuosité égale à celle de l'instrumentiste et une candeur angélique.

Peu à peu, les chœurs célestes chantant la gloire de Michael envahissent l'air, et les trois anges disparaissent en procession tandis que se perpétuent à l'infini d'éblouissants concerts de trompette où Markus dialogue avec les multiples échos de son instrument qui lui renvoie la bande magnétique.

Dans la nuit azurée où les cigales avaient rapidement fait silence, ce condensé mystico-dramatique d'une œuvre prodigieusement ambitieuse ne semblait pas indigne de figurer à côté des admirables folles surréalistes de l'exposition Jacques Prévert (lire l'article de Geneviève Breerette). Même si la naïveté et le « primitivisme » de cette musique décroissent, venant d'un des plus grands compositeurs de notre époque, à travers elle passe un message mystérieux qui la transcende et nous entraîne comme des enfants à la suite de ses images.

JACQUES LONGCHAMPT.

Nunes le chercheur

DEUX jours après avoir reçu le tonnerre et Stockhausen, Blaise Calame, ordonnateur des belles nuits de la Fondation Maeght, avait convié un des grands compositeurs de la génération suivante, le Portugais Emmanuel Nunes, âgé de quarante-deux ans, qui poursuit sans tapage une recherche très exigeante et neuve. On n'a pas oublié Rius, qui fut en 1977 une des révélations du Festival de Royan, ample poème pour orchestre et bande magnétique, feu d'artifice de rythmes et de couleurs, rayonnant d'un noyau central.

Dix ans après, c'est encore Ernest Bour, ce grand chef français si peu connu en France, qui donnait tous ses soins, avec un brillant ensemble de jeunes instrumentistes allemands, à deux pages récentes de Nunes, Musik

der Frühe, créé en 1981 à Liège par l'ensemble Intercontemporain, et Duktus, commandes des fondations Maeght et Gulbenkian.

Il s'en faut que ces deux longs (quarante et vingt-cinq minutes, respectivement) s'imposent de manière aussi immédiate que Rius. Dans la première, on suit difficilement la ligne directrice dans ce discours très dispersé à travers la polyphonie instrumentale, malgré le rôle des quatre trombones qui semblent chargés de lui donner une cohérence. La matière musicale paraît toujours aussi vivante et originale, mais on cherche en vain la clé de ce langage concentré et de la dynamique de ces puissantes progressions émirées en mille jeux mélodiques.

Dans des tempos plus variés et en général plus vifs, Duktus

restait d'un abord ardu, et son organisation polyphonique et rythmique semble complexe. Mais on est plus sensible au frémissement, au fourmillement intérieur, aux éclats sonores de cette œuvre où une mélodie infinie passe à travers sept petits groupes instrumentaux, avec parfois des échappées, des percussions lumineuses où la musique rayonne, suspendue dans les airs.

Les nuits de la Fondation Maeght, après un concert Ligeti-Kurtz par l'Ensemble Intercontemporain, se sont achevées ce mercredi par la création mondiale de la nouvelle Atarctide de Jean-Claude Risset, qui a juré de faire de l'ordinateur l'instrument des rêves, et y réussit le plus souvent.

J. L.

صحنه من الاصل

Informations « services »

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel ouvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ **TU** = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été : heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

ENVIRONNEMENT

La lutte contre la pollution

L'Europe des voitures propres

(Suite de la première page.)

Si elles se conforment aux normes qui viennent d'être prescrites, les émissions de gaz polluants devraient être inférieures, selon la cyclindrie, de 60 % à 90 % à leurs émissions actuelles. Pour prendre un exemple, un véhicule dont la cylindrie est inférieure à 1,4 litre ne pourra plus brûler dans l'atmosphère que 11,25 grammes d'oxyde de carbone par kilomètre parcouru, contre 27,50 grammes aujourd'hui. Pour les moyennes cylindrées, les émissions maximales autorisées ne seront plus que de 7,5 grammes au kilomètre contre 36,2 grammes et, pour les voitures de plus de 2 litres, de 6,25 grammes au lieu de 46,25 grammes.

Les nouvelles normes vont obliger les constructeurs à modifier leurs moteurs. Pour les petites voitures, qui représentent en gros 60 % du marché, un réglage plus « pointu » devrait suffire. Il se traduira par un supplément de prix d'environ 1 000 F. Pour les moyennes cylindrées (35 % des voitures vendues en Europe), il en ira de même, mais le surcoût est évalué à 3 500 F. Ce sont les voitures haut de gamme (plus de 2 litres de cylindrie) qui auront à subir les changements les plus importants. Elles devront être munies d'un réglage électronique d'admission d'air et d'un appareil d'épuration des gaz, dit « pot catalytique ». Modernisation prévue : 6 000 F environ.

Du même coup, le réseau européen des stations-services va s'en trouver bouleversé. Car ces pots catalytiques ne peuvent fonctionner qu'avec de l'essence sans plomb. Comme l'a récemment signalé le Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC), les diverses nations de la Communauté sont très inégalement équipées. Si les pompes à essence sans plomb sont nombreuses en Allemagne, en France et dans les pays de l'Europe du Nord, elles sont encore très rares en Grande-Bretagne, en Italie, en Espagne, au Portugal et en Grèce.

En France, par exemple, on ne recense que 253 stations-services délivrant le nouveau carburant, et elles sont concentrées dans les régions de l'Est. L'an dernier, des conducteurs allemands et suisses circulant en Bretagne à bord de voitures équipées de pots catalytiques se sont trouvés en panne. A Paris, où les pompes à essence sans plomb sont très peu nombreuses, la vie des propriétaires de voitures « propres » est un cauchemar. Pour avoir trop tardé à s'équiper, la France est aujourd'hui pénalisée, car les conducteurs étrangers hésitent à s'aventurer sur nos autoroutes.

Les compagnies pétrolières l'ont enfin compris. La firme BP annonce qu'elle va investir 1 milliard de francs pour transformer sa raffinerie de Lavera (Bouches-du-Rhône). Pour les vacances de 1989, elle pourra mettre sur le marché 50 000 tonnes d'essence sans plomb. La société pense que, en 1995, la moitié de ses ventes seront assurées par le nouveau carburant. Dans les stations-service, celui-ci va rapidement remplacer l'essence ordinaire, dont l'écoulement est, d'ailleurs, de plus en plus difficile.

Un avertissement aux constructeurs

La directive concernant les gaz d'échappement des poids lourds n'entraînera pas pour l'instant de modifications notables. Les normes ont été fixées à un niveau tel que la plupart des camions circulant actuellement sont en conformité. Seules quelques vieilles guimbarde seront éliminées. Mais c'est la première fois que la Communauté — en avance sur les Etats-Unis dans ce domaine — impose une règle pour les gaz d'échappement des poids lourds. C'est un avertissement aux constructeurs, qui doivent s'attendre, dans les années à venir, à un abaissement progressif des normes. Comme dit un spécialiste : « Les camions à leur tour sont entrés dans la moulinette ».

Il était temps. Pour indispensable qu'elle soit, l'automobile est, au regard de l'environnement, une redoutable invention. Une voiture de petite cylindrie, parcourant 15 000 kilomètres par an, « produit » 270 kilos d'oxyde de carbone, un gaz éminemment toxique. L'ensemble des polluants émis par le parc automobile français (oxyde d'azote, hydrocarbures imbrûlés, oxyde de carbone, particules de plomb) dépasse un million de tonnes par an. Leurs effets sur la santé, notamment dans les villes, où se concentrent les véhicules, ont été étudiés, et les résultats sont alarmants. On les soupçonne, entre autres, de jouer un rôle dans la formation des fameuses pluies acides qui détruisent les forêts européennes.

Compte tenu du rythme de renouvellement du parc automobile, les mesures qui viennent d'être adoptées ne changeront leur plein effet — une réduction de la pollution de 70 % — qu'après l'an 2000. Encore faudrait-il que, d'ici là, l'augmentation du nombre des véhicules et l'intensité de la circulation n'aient pas effacé ce gain. On fêtera le trentième anniversaire de la création en France du ministère de l'environnement. On mesure ainsi avec quel retard et quelle timidité les pouvoirs publics se sont enfin attaqués à ce fléau qui représente les gaz d'échappement de nos chères voitures.

MARC AMBROSSE-RENDU.

REPÈRES

Archéologie

Une nécropole protohistorique dans le Tarn

Une importante nécropole protohistorique (750 à 600 avant J.-C.), comptant probablement quelques six cents tombes très bien conservées, a été découverte au lieu-dit Gourjade, près de Castres (Tarn). Dans chaque tombe, les membres du Centre d'études et de recherches archéologiques du Castrais (CERAC) ont trouvé une urne funéraire qui contenait les cendres du défunt et de deux à douze vases de terre cuite ainsi que différents bijoux et objets utilitaires.

Des scientifiques mexicains ont, pour leur part, découvert, sur la colline d'Agua, à 600 kilomètres de l'ouest de Mexico, les vestiges de ce qui pourrait avoir été, voici mille ans, un observatoire astronomique érigé probablement à l'époque précolombienne par les Chichimèques. (AFP).

Grand-Bornand

La CEE offre

1,4 million de francs

La Communauté économique européenne a versé la somme de 200 000 ECU (environ 1,4 million de francs) à la préfecture de Haute-Savoie pour venir en aide aux sinistrés du camping du Grand-Bornand. Selon le préfet du département, ces fonds, destinés aux familles des victimes et aux orphelins, ne se substituent pas aux indemnités habituellement allouées dans ces circonstances.

Education

Les syndicats expriment des réserves sur le budget 1988

La FEN (Fédération de l'éducation nationale) a réagi prudemment au projet de budget de l'éducation présenté le 20 juillet par M. René Monory. Elle prend acte « avec satisfaction » de l'augmentation des dépenses prévues et de la revalorisation de la fonction d'instituteur, mais déplore plusieurs « points noirs », en particulier « la poursuite des aides privilégiées à l'enseignement privé, l'absence totale de mesures spécifiques pour les enseignants technologiques et l'absence de mesures significatives pour la formation des personnels ».

Le Syndicat national des enseignants du second degré (SNE) est beaucoup plus sévère. Il estime que ce budget, « sans ambition,

entérine et aggrave la crise du système éducatif ». Le SNES reproche notamment au ministre de ne pas avoir prévu de revalorisation des traitements des enseignants du second degré et d'être beaucoup trop timoré en matière de recrutement : « Le simple retour aux taux d'encadrement de 1981, estime-t-il, exigerait l'ouverture de quinze mille postes pour les collèges et lycées », alors que M. Monory n'en prévoit que trois mille cent.

Pollution

La nappe phréatique atteinte près de Strasbourg

Du kérosène qui s'était échappé d'un camion-citerne accidenté le lundi 20 juillet à Nordhouse, près de Strasbourg, a atteint la nappe phréatique située à 3 mètres de profondeur. Un forage d'alimentation en eau potable se trouvant à proximité a été mis sous surveillance sans que la consommation soit toutefois interdite. Des travaux de décapage ont été entrepris pour débayer les sols imbibés des 30 000 litres de carburant répandus.

Religions

Cours de judaïsme pour lycéens en RFA

L'enseignement du judaïsme va devenir officiel en Rhénanie-Westphalie (Allemagne fédérale). Le ministre de l'éducation du Land a annoncé le 21 juillet que des cours allaient être donnés dans les lycées de la province rentrée scolaire et à Düsseldorf, un rabbin a déjà été présélectionné. Cologne et Dortmund devraient suivre.

Le Père Claude Dagens évêque auxiliaire de Poitiers

Jean-Paul II a nommé le Père Claude Dagens, du diocèse de Bordeaux, évêque auxiliaire de Mgr Jean Rozier, évêque de Poitiers, a annoncé le mardi 21 juillet le secrétaire général de l'épiscopat français.

[Né à Bordeaux le 20 mai 1940, ordonné prêtre à l'âge de trente ans, le Père Dagens est professeur au séminaire interdiocésain de Bordeaux depuis 1972. Il enseigne aussi l'histoire des origines chrétiennes à la faculté de théologie de Toulouse, dont il a été élu doyen en novembre 1981. Ancien élève de l'Ecole normale supérieure et de l'Ecole française de Rome ; il a consacré sa thèse de doctorat à l'œuvre de Grégoire le Grand. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire et l'Eglise dans le monde actuel.]

Les mesures adoptées

BRUXELLES
Communautés européennes
de notre correspondant

Les mesures adoptées à Bruxelles le mardi 21 juillet, l'ont été, grâce à l'utilisation, pour la première fois, des dispositions de l'Acte unique qui permettent au Conseil de la Communauté de prendre une décision non plus à l'unanimité, mais à la majorité qualifiée. Le Parlement européen doit maintenant formuler son avis, mais en cas de désaccord ce sont les ministres qui auront le dernier mot.

En juin 1985, la CEE avait déjà adopté « une directive sur les voitures propres », qui était restée lettre morte. Elle avait, en effet, rencontré l'opposition du Danemark, ce pays considérant les normes retenues comme insuffisamment sévères. Cette fois, M. Christen Christensen, le ministre danois, a dû s'incliner devant la volonté de ses onze collègues. Il lui reste la possibilité de demander une dérogation afin que les

voitures immatriculées sur son territoire respectent des normes plus strictes. La Commission européenne devra au préalable l'y autoriser.

La nouvelle législation européenne fait la différence entre trois catégories de véhicules :

• Plus de 2 litres de cylindrie : adaptation d'un pot catalytique et utilisation d'essence sans plomb à partir du 1^{er} octobre 1988 pour les nouveaux modèles, et du 1^{er} octobre 1989 pour toutes les automobiles neuves, quel que soit leur modèle ;

• Cylindrées comprises entre 1,4 et 2 litres : modification des moteurs de telle sorte qu'ils puissent utiliser un mélange pauvre à compter du 1^{er} octobre 1991 pour les nouvelles séries, et du 1^{er} octobre 1992 pour les véhicules neufs ;

• Cylindrées inférieures à 1,4 litre : c'est une technologie comparable aux cas précédents qui est retenue, mais les dates d'application sont plus proches : 1^{er} octobre 1990 pour les nou-

veaux modèles et 1^{er} octobre 1991 pour les voitures neuves.

L'accord sur les normes à moteur Diesel doit s'appliquer à partir d'avril 1988 pour les nouveaux modèles, et à partir d'octobre 1990 pour tous les véhicules neufs. Pour atteindre l'objectif de réduction des émissions polluantes, les constructeurs devront sérieusement modifier les moteurs actuels.

A l'initiative de M. Alain Carignon, ministre français, et de son collègue allemand, M. Klaus Töpel, le Conseil a invité la Commission à lui soumettre d'ici à la fin de l'année un projet visant à réduire les émissions de particules des automobiles fonctionnant au gazole.

De son côté, la délégation allemande a obtenu l'autorisation de supprimer sur le territoire de la République fédérale la distribution d'essence ordinaire avec plomb. Les usagers utilisent ce type de carburant ne pourront plus trouver désormais que du supercarburant.

MARCEL SCOTTO.

JUSTICE

Nîmes, Paris, Montpellier

Les mésaventures professionnelles de Mlle Guemann

Après deux mois d'incertitude, M^{lle} Monique Guemann devrait être nommée prochainement avocat général à Montpellier. Le 27 avril dernier, la nomination de M^{lle} Guemann au poste de procureur de la République à Nîmes était annulée par le Conseil d'Etat (le Monde du 17 juin).

Ancien vice-président du Syndicat de la magistrature, M^{lle} Guemann avait été sanctionnée en 1978 pour avoir critiqué l'exécution de M. Klaus Croissant, avocat allemand de plusieurs membres de la Fraction armée rouge. Sa nomination à Nîmes, en 1983, avait provoqué quelques remous et suscité le dépôt d'un recours présenté par un représentant de l'Union syndicale des magistrats (modéré) devant le Conseil d'Etat. L'annulation de cette nomination n'avait été officiellement notifiée à l'intéressée que le 2 juin.

Mais, outre le cas personnel de M^{lle} Guemann et ce qui pouvait passer pour des règlements de comptes, l'arrêt du Conseil d'Etat visait en fait plusieurs centaines de magistrats dont la nomination — comme celle de M^{lle} Guemann — avait été décidée sans tenir compte des limitations imposées par la commission d'avancement de la magistrature. Pour régulariser leur situation et valider a posteriori leur nomination, mais aussi pour éviter toute contestation de décisions qu'ils avaient pu prendre, le Parlement adoptait

une loi organique relative à la situation des magistrats nommés à des fonctions de premier grade.

Toutefois, pour M^{lle} Guemann les problèmes n'étaient pas résolus pour autant : si les actes qu'elle avait accomplis étaient du même coup validés, sa nomination en revanche restait annulée, la chancellerie se retranchant derrière la décision du Conseil d'Etat et l'autorité de la chose jugée.

Restait à lui trouver un poste : naturellement premier substitut de Paris, M^{lle} Guemann aurait pu être contrainte de réintégrer ce poste. Elle aurait pu aussi, si telle avait été la volonté de la chancellerie, être à nouveau nommée à son poste à Nîmes. Le Conseil constitutionnel, qui avait déclaré la loi de validation conforme à la Constitution, laissait d'ailleurs la porte ouverte à cette solution (le Monde des 28-29 juin).

C'est une troisième voie qui a été choisie : au même grade et au même traitement, M^{lle} Guemann devrait donc, à la rentrée, occuper les fonctions d'avocat général à Montpellier. Dans ces conditions, si l'on ne peut parler de « mutation-sanction », M^{lle} Guemann se trouve cependant écartée d'un poste de chef de juridiction, un moindre mal auquel il lui a bien fallu se résoudre au terme d'un conflit auquel son appartenance syndicale n'est sans doute pas étrangère.

Ag. L.

• Fin de l'audition de Christine Villamin à Dijon. — Commencé le lundi 20 juillet, le premier interrogatoire de Christine Villamin par M. Maurice Simon, président de la chambre d'accusation de Dijon chargé du supplément d'information

sur le meurtre du petit Grégory, s'est achevé mardi en fin de journée. La jeune femme, au cours de ces deux jours, aura été entendue durant seize heures et, selon l'un de ses avocats, M. Henri-René Garsud, dans un climat de sérénité parfait.

La situation dans les prisons

Le Syndicat des avocats demande la constitution d'une commission d'enquête

La section de Marseille du Syndicat des avocats de France (SAF) a demandé, le mardi 21 juillet, que soit constituée une commission d'enquête « composée d'avocats, de journalistes et de magistrats pour s'informer sur place des conditions actuelles de détention à la prison des Baumettes » après les incidents survenus la semaine dernière dans cette maison d'arrêt.

Le syndicat justifie cette demande par plusieurs plaintes dont il a été saisi qui « font état de violences injustifiées exercées par les forces de l'ordre chargées de la surveillance ».

A Paris par un autre communiqué l'Association des parents et amis de détenus a invité ses membres à se rendre, mercredi, à 15 h 30, au ministère de la justice, pour obtenir « la liste des détenus blessés à Marseille, à Fleury-Mérogis à Lons-le-Lille et dans toutes les prisons » ainsi que celle des prisonniers transférés dans d'autres établissements.

Enfin, la commission Prisons-repression proteste contre « les violences exercées aux Baumettes » et appelle les familles « à se mobiliser pour y faire obstacle ».

A la maison d'arrêt d'Aix-en-Provence, quarante-quatre des cent soixante-dix détenus de cet établissement avaient, lundi 20 juillet, refusé les repas et signé de solidarité avec les révoltés des Baumettes.

• Nominations de magistrats. — Le Journal officiel du 17 juillet a publié la nomination comme conseiller à la Cour de cassation de MM. Jean-Claude Lecomte et Jean Bernard de Saint-Affrique.

BACHELIERS

SAINT-XAVIER COLLEGE

(CHICAGO) s'installe à PARIS

4 ANS DE FORMATION SUPERIEURE
AU MANAGEMENT - MARKETING - FINANCE

COURS BILINGUES

INSCRIPTION
EN JUILLET

1 ^{er} CYCLE	2 ^e CYCLE	3 ^e CYCLE
1 ^{re} et 2 ^e années à Paris	BBA Bachelor of Business Administration Paris-Chicago	MBA Master of Business Administration Paris-Chicago

Renseignements : Saint-Xavier College, 71, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél. : 42.66.40.70

☐ 1^{er} cycle ☐ 2^e cycle ☐ 3^e cycle
 NOM PRENOMS
 ADRESSE
 CODE POSTAL LOCALITE
 TELEPHONE DATE
 NIVEAU D'ETUDES



ADMISSION

1^{er} cycle : Baccalauréat.
2^e cycle : Diplôme du 1^{er} cycle.
3^e cycle : Licence - Maîtrise, expérience professionnelle de 2 à 3 ans avec position cadre.

مكتبة الامم المتحدة

SCIENCES

A bord du Soyouz TM-3 soviétique

Un Syrien dans l'espace

Le cosmonaute Mohammed Fares, pilote dans l'armée de l'air syrienne, a pris le mercredi 22 juillet la route de l'espace. Le vaisseau Soyouz TM-3 qu'il occupe avec deux cosmonautes soviétiques, Alexandre Vitorenko et Alexandre Alexandrov, a été lancé à 3 h 59 (heure française), en présence du vice-premier ministre syrien, le général Mustafa Tlass. Les trois hommes vont rejoindre pour huit jours Youri Romanenko et Alexandre Leveïkine, qui sont en orbite depuis le 6 février et se sont installés dans la station Mir deux jours plus tard.

Le programme expérimental des huit jours à venir comporte des expériences sur la croissance des cristaux en apesanteur, ainsi que les prises de vues du territoire syrien. La réaction à l'apesanteur du système cardio-vasculaire sera aussi analysée — elle l'est pour tout nouveau cosmonaute — afin d'enrichir les séries statistiques déjà établies. Enfin, il est prévu des études de l'ionosphère.

L'aspect politique du vol est évidemment plus important que son contenu expérimental. Un Saoudien avait volé à bord de la navette spatiale américaine; un Syrien va séjourner dans la station Mir. La politique des grandes puissances au

Proche-Orient a aussi des conséquences dans l'espace. Mais il ne faudrait pas voir dans les vols conjoints qu'une volonté des pays hôtes de flatter une nation amie. C'est aussi, quand il s'agit de pays qui n'ont pas les moyens d'entrer dans l'activité spatiale, une aide au développement. Provoquer un engouement pour l'espace et un sentiment de fierté nationale est un bon moyen d'y augmenter l'intérêt pour la science et la technique.

L'Union soviétique avait décidé dès 1967 de proposer des vols spatiaux à des ressortissants étrangers. La concrétisation vint en mars 1978 avec le séjour d'une semaine du Tchèque Vladimir Remek dans la station Saliout-6. Par la suite le Polonais Mirosław Hermaszewski, l'Allemand de l'Est Sigmund Jähn, le Hongrois Bertalan Farkas, le Vietnamiens Pham Tuan, le Cubain Arnaldo Tamayo Mendez, le Mongol Joungderdenidjia Couragatcha et le Roumain Dimitru Prunariu ont séjourné dans cette station. Le Bulgare Gueorgui Ivanov aurait dû en faire autant, mais le vaisseau Soyouz qui le transportait ne put s'amarrer sur Saliout-6. Après la mise en orbite de Saliout-7, il en fut de même du Français Jean-Loup Chrétien puis de l'Indien Rakesh Sharma.

Le vol soviéto-syrien à bord de Mir précède un deuxième vol soviéto-bulgare prévu pour juillet

1988, et à l'automne de cette même année une deuxième mission à participation française, plus ambitieuse puisque Jean-Loup Chrétien (ou Michel Tognini) séjournera un mois en orbite et doit faire une sortie dans le vide. Enfin, un vol soviéto-autrichien devrait avoir lieu en 1990.

Côté américain, ont volé à bord de navettes spatiales l'Allemand de l'Ouest Ulf Merbold — au titre de l'Agence spatiale européenne — le Canadien Marc Garneau, le Français Patrick Baudry, le Saoudien

Sultan el Saoud, le Néerlandais Wubbo Ockels, les deux Allemands de l'Ouest Ernst Messerschmid et Reinhard Furrer, enfin le Mexicain Rodolfo Neri Vela. L'accident de Challenger a interrompu la série, mais après la reprise des vols devraient aller en orbite un Suisse, un Britannique, un Indonésien, un Italien, un Australien et peut-être une Japonaise. Il a aussi été question d'un astronaute chinois.

MAURICE ARVONNY.

Cosmonautes déménageurs

Les deux cosmonautes soviétiques installés dans la station MIR depuis le 8 février dernier n'ont pas chômé. Ils ont d'abord déchargé le cargo Progress-27, qui s'était amarré sur MIR, alors inoccupée. Ce dernier a été remplacé par Progress-28, mis en orbite le 3 mars, qui devait être à son tour abandonné et détruit.

Commencant alors la phase majeure de la mission. Le module Kvant, gros laboratoire pesant une vingtaine de tonnes, était lancé le 31 mars vers MIR, mais une instabilité empêcha l'amarage. Une deuxième tentative réussit presque le 9 avril, mais la jonction n'était pas étanche. Les cosmonautes durent, deux jours

plus tard, sortir dans le vide et enlever à la main un « corps étranger » pour que la jonction devienne parfaite.

Dès le 24 avril partait du sol un troisième cargo, Progress-29, et les cosmonautes redevenaient déménageurs. Retombé le 11 mai, cet engin était remplacé par Progress-30. Au cours de trois sorties dans le vide, les cosmonautes fixèrent alors sur MIR deux panneaux de cellules solaires. Progress-30 vint à son tour d'être abandonné pour laisser la place au Soyouz qui transporte les visiteurs.

M. A.

SPORTS

CYCLISME : le Tour de France

Festival espagnol à L'Alpe-d'Huez

Succès collectif espagnol le mardi 21 juillet à L'Alpe-d'Huez : Echave a remporté la deuxième grande étape alpestre devant Fuerte, et Delgado s'est emparé du maillot jaune. Mais rien n'est encore joué.

L'ALPE-D'HUEZ de notre envoyé spécial

L'Alpe d'Huez, seize kilomètres d'un boulevard sinueux, vingt et un virages, 1 200 mètres d'élévation et des rampes à 15 %. En ces lieux, le soleil tape toujours fort. Il n'y a pas un mètre carré d'ombre, et la foule qui s'agglutine au bord de la route surchauffée est plus dense que partout ailleurs. Plus impétueuse et plus cosmopolite aussi. Curieusement, les Néerlandais — vacanciers et supporters — y sont aussi nom-

brés-croisés qui se produisent depuis Carpentras, Delgado précède Roche de 25 secondes seulement. Jean-François Bernard est troisième à 2 mn 2 sec, Luchio Herrera cinquième à 5 mn 3 sec. Il va de soi que ces quatre favoris conservent l'essentiel de leurs chances, le Colombien comptant sur ses qualités d'escaladeur et l'Espagnol sur une condition physique optimale, tandis que Roche et Bernard peuvent spéculer sur l'étape contre la montre de Dijon pour renverser la situation à leur avantage le cas échéant.

Cette deuxième étape alpestre hérissée d'obstacles fameux tels que la côte de Laffrey, nous a restitué un Fignon agressif qui paraît s'émanciper au fil des jours. N'a-t-il pas accompagné Herrera dans la montée de L'Alpe-d'Huez ? Elle nous a d'autre part rappelé que Christophe Lavaine, vainqueur il y a quinze

Antiféminisme primaire

L'ALPE-D'HUEZ de notre envoyé spécial

Le Tour 1987 se chercheait une polémique. La voilà. Objet du scandale ? Les femmes, les coureuses, qui dépeignent chaque jour environ une denté-dentée masculine quelques heures avant leurs collègues mâles.

Ce n'est pas du goût de ces messieurs, le champion de France, Marc Madot en tête : « Dans l'effort, vous êtes moches », a-t-il lancé à Jeanne Longo, en direct sur Antenne 2, avant de préciser sa pensée : « Moi, j'aime trop les femmes pour les voir souffrir sur un vélo ».

La conscience professionnelle commande d'aller se forger une opinion sur ces dames qui tourmentent tant les messieurs. Délicate expédition : les mal-aimées campent chaque soir à bonne distance des géants de la route.

Quel dépaysement ! Sauter sans transition des « masculins » aux « féminins », c'est passer d'un orchestre symphonique à un quatuor à cordes. Évidemment, l'éventail publicitaire vociférant. Les journalistes se comptent sur les doigts d'une main. Le public, quel qu'il soit en disant, est cloué sur place. Un Tour à visage humain : deux cent cinquante personnes, contre près de trois mille pour le Tour mas-

culin. Une caravane chétive, familiale, qui toute solidarisée dehors, s'est sentie agressive après la sortie de Marc Madot. « C'est dégueulasse », répliqua Brigitte Simonetta, l'envoyée spéciale d'Antenne 2.

Quant à Robert Faurand, directeur du Tour féminin, quatre années à la tête de ses « coureuses » ont fait de ce colonel le plus éloquent des féministes : « Dans la souffrance, les femmes sont supérieures aux hommes. Elles font face avec avantage de cran aux difficultés de la vie. Si c'étaient les hommes qui accouchaient, il n'y aurait jamais deux enfants dans une famille ».

Pourtant quand le colonel Faurand lance à Roland Leroy, directeur de l'Humanité, « Sympathique petite course, hein ? », son invité du jour lui rétorque : « Pas une petite course, une belle épreuve ». C'est donc entendu : la femme est l'avenir du cyclisme. En tout cas Jeanne Longo est la meilleure ambassadrice de l'industrie française du cycle. Elle court et gagne aux États-Unis, au Japon, en Colombie, en Italie... Et pour sa tentative contre le record de l'heure à Madrid, en septembre prochain, elle utilisera un vélo d'une technologie jamais égalée : 100 % française. De quoi faire réfléchir les machos, non ?

DANIEL SCHNEIDERMAN.

breux que les Savoyards. D'ailleurs, cette invasion batave à l'occasion du Tour a fait dire que l'Alpe constituait le point culminant... des Pays-Bas.

Pour la circonstance, les Pays-Bas étaient espagnols. Aucun coureur ibérique n'avait jamais gagné ici. L'énergique Echave, un spécialiste de l'échappée, a combié cette lacune assez périlleuse dans la mesure où les routiers espagnols ont en général d'excellents grimpeurs. Au terme d'une fugue déclenchée en début de parcours, ce vainqueur inattendu qui se prénomme Federico — comme Babamontes — a terminé avec une confortable avance sur les hauteurs de l'Oisans à 1 680 mètres d'altitude, où il a précédé son équipier Fuerte. Et comme un bonheur n'arrive jamais seul, le maillot jaune est tombé sur les épaules d'un autre champion venu d'outre-Pyrénées : Pedro Delgado.

Le retour de Fignon

Delgado, après Mottet, Bernard et Roche : le Tour s'est offert son quatrième leader en quatre jours dans le cadre d'une course toujours mouvante qui continue de démentir les enseignements de la veille. Contrairement aux schémas habituels, les premières difficultés alpestres ont resserré les écarts au lieu de les creuser, du moins pour ce qui concerne le haut du classement général. Ainsi, par le jeu des

● **ESCRIME** : championnats du monde. — Tenu en échec dans la compétition individuelle, les fleuretistes français se sont repris dans l'épreuve par équipe des championnats du monde. Le mardi 21 juillet à Lausanne, Philippe Omnès, Youssef Hachimi, Patrick Groc et Patrice Lhotellier ont remporté la médaille d'argent. En finale, ils se sont inclinés 9-4 face aux Allemands de l'Ouest déjà médaillés d'or et titulaires du tournoi individuel, après avoir éliminé aux tours précédents l'Italie, championne en titre, et l'URSS. C'est la meilleure performance de l'équipe nationale de fleuret depuis 1982.

Les résultats

TOUR DE FRANCE MASCULIN
● Vingtième étape, Villard-de-Lans-Alpe-d'Huez. — 1. Echave (Esp.-BH), en 5 h 52 mn 11 sec (moyenne 34,24 km/h); 2. Fuerte (Esp.), à 1 mn 32 sec.; 3. Lavaine (Fra.), à 2 mn 12 sec.; 4. Ramirez (Col.), à 3 mn; 5. Herrera (Col.), à 3 mn 19 sec.; Fignon (Fra.), à 3 mn 25 sec.; 7. Delgado (Esp.), à 3 mn 44 sec., etc.

● **Classement général**. — 1. Delgado (Esp.-PDM), en 90 h 32 mn 28 sec.; 2. Roche (It.), à 25 mn; 3. Bernard (Fra.), à 2 mn 2 sec.; 4. Mottet (Fra.), à 2 mn 12 sec.; 5. Herrera (Col.), à 5 mn 3 sec.; 6. Farra (Col.), à 15 mn 16 sec.; 8. Fignon (Fra.), à 15 mn 41 sec., etc.

TOUR DE FRANCE FÉMININ
● Onzième étape, Villard-de-Lans-Villard-de-Lans. — 1. Havik (Pays-Bas), en 2 h 42 mn 38 sec. (moyenne 35,8 km/h); 2. Vikstedt-Nyman (Finl.), à 1 mn 59 sec.; 3. Longo (Fra.), à 2 mn 45 sec.; 4. Niehaus (RFA), à 2 mn 45 sec.; 5. Canis (It.), à 2 mn 45 sec., etc.

● **Classement général**. — 1. Canis (It.), en 20 h 35 mn 26 sec.; 2. Longo (Fra.), à 2 mn; 3. Enzenauer (RFA), à 6 mn 11 sec.; 4. Bonanomi (It.), à 7 mn 58 sec.; 5. Poljakova (URSS), à 8 mn 19 sec., etc.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Françoise et Lucien GRAND-JEAN ont la joie d'annoncer la naissance de

Matthieu,

au foyer de Dominique et Christophe, le 16 juillet 1987, à Lourmarin (Vaucluse).

72, cours des Roches, 77186 Noisiel.

Décès

— Max Blumenthal, Marie-Christine Lorient, Patrice Gobert et leurs enfants, Henri et Marie-André Korny et leurs enfants, Sa famille et ses proches, font part du décès de

Catherine BLUMENTHAL, née Stenosa,

le 20 juillet 2010, à l'âge de soixante-sept ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 23 juillet à 11 heures, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, à Chateaux-Malabry.

L'inhumation se fera au cimetière de l'Homme (Eure) le même jour à 16 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

136 bis, rue d'Aulnay, 92290 Chateaux-Malabry.

— Nous avons la douleur de faire part du décès de

M. Emile FABRIZIO, ancien député, ingénieur des arts et métiers, ancien directeur du groupe métallurgique des automobiles Peugeot, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 16 juillet 1987 dans sa quatre-vingt-troisième année, à la suite d'une douloureuse maladie, supportée avec le courage simple qu'il avait toujours manifesté.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 18 juillet 1987 à Allouans (Doubs).

De la part de ses enfants, de ses petits-enfants, des familles parentes et alliées.

Cet avis tient lieu de faire-part.

27, rue des Bernardins, 75005 Paris, 10, rue des Roses, 67500 Haguenau.

— On nous prie d'annoncer le décès, le 20 juillet 1987, de

M^{re} Jacqueline GAUGUIER,

munie des sacrements de l'Eglise.

De la part de ses frères, sœurs, neveux et nièces, Gauguier et Loizillon.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Sulpice, à Paris, le jeudi 23 juillet, à 10 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

— M. Pierre Nassif,

son mari, Antoine, Sarah, Thérèse et Constantin, ses enfants,

M^{re} Cécile Goldet,

sa mère, M^{re} André Nassif,

sa belle-mère, M^{re} Hélène Goldet,

et ses fils, M. Pierre Goldet et Marine Mejean,

et leurs enfants, M. et M^{re} Jacques Nassif

et leurs enfants, M. et M^{re} Cyrille Nassif

et leurs enfants, ses beaux-frères et belles-sœurs, Sa famille et ses amis,

ont la tristesse de faire part de la mort accidentelle, à l'âge de trente-huit ans, de

Docteur Lucile GOLDDET,

survenue à Rome, le samedi 18 juillet.

Ses obsèques auront lieu le vendredi 24 juillet, à 10 heures, au cimetière de Fleury-en-Bière (Seine-et-Marne).

28 bis, rue Villeneuve, 93360 Les Lilas, 295, rue Saint-Jacques, 75005 Paris.

— M. et M^{re} Louis Jozé, M. Emmanuel Mavrikis, Eglise et Éléonore Mavrikis, Alain et Cécilia, Marie-Cécile et Nicolas Jozé,

Kostas et Annie Mavrikis, Claude et Ivan, Alexis et Catherine Nabokoff,

Pierre et Valérie, Sandra, Marianna, Benoît et Baptiste Jozé,

Denis et Christine Jozé, Natacha et Alexandra Purce et Julien Jozé,

sous grands-parents, parents, frères et sœurs, oncles et tantes, cousins et cousines,

ont la douleur de faire part du décès de

Alexandre JOXÉ,

survenu brutalement le 20 juillet 1987, à Paris, à l'âge de vingt-sept ans, à l'issue d'une brève maladie.

La cérémonie religieuse aura lieu à l'église orthodoxe grecque, rue Georges-Bizet, 75016 Paris, le jeudi 23 juillet 1987, à 10 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Jouy-en-Josas (Yvelines), à 11 h 30.

— M^{re} Raymond Lapouche, René, Bernard, Anne-Marie, ses enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond LAPONCHE,

docteur de l'Université, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu à Marseille, le 19 juillet 1987.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité, le jeudi 23 juillet, dans le Lot.

Préfecture n° 8, 411, avenue du Prado, 13006 Marseille.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur avis de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— François Parlier,

son épouse, Lucie et Sara Parlier, Gilles et Catherine Le Gall du Tertre, Liliane Parlier,

ses enfants, Olivier, Lionel, Marion, Etienne, Hugo,

ses petits-enfants, M. et M^{re} Dan Bonifé Parasci-

vesco, M. Louis Parlier,

M. Roger Parlier, M. et M^{re} Jean Parlier,

M. et M^{re} Dana Parlier, ses frères et sœurs,

Tous ses neveux et nièces, Et tous ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Marie-Anne PARLIER, née Bonifé Parasci-vesco,

survenue le 20 juillet 1987, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 24 juillet, à 11 heures, en l'église orthodoxe roumaine, 9 bis, rue Jean-de-Beauvais, 75005 Paris.

— Je reste avec vous.

— Angèle de Radkowski, son épouse, Bénédicte et Coen Beaupré, ses sœurs,

Et toute la famille, vous annoncent l'entrée dans l'éternité de

Georges-Hubert de RADKOWSKI,

le 20 juillet 1987, dans sa soixante-troisième année.

« O vous, soyez témoins que j'ai fait mon devoir comme un chrétien purifié et une âme saine. »

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation, aura lieu le 23 juillet 1987, à 14 heures, en l'église de Chisoum-sur-Yonne (93700 Champigny, par Villeneuve-la-Guyard).

52, rue de l'Arbre-Sec, 75001 Paris, Karol Dornanias, 316 (1215 NW) Hilversum NL.

Le président de l'université Paris-XII Paris - Val-de-Marne, Le directeur de l'Institut d'urbanisme de Paris.

L'ensemble des professeurs et enseignants de l'université, Le personnel administratif, technique et ouvrier de l'université

ont la douleur de faire part du décès de

Georges-Hubert de RADKOWSKI,

maître de conférences à l'Institut d'urbanisme de Paris.

(Né en Pologne en 1924, héros de l'insurrection de Varsovie en 1944, animateur des mouvements de résistance de l'AK (Armée secrète), directeur-rédacteur de Znak, la plus importante revue catholique d'opinion dans la Pologne d'après-guerre, il s'installa définitivement en 1963 en France, où il épousa la fille de l'écrivain catholique Stanislas Fumet (directeur de l'hebdomadaire Tatcha présent). Naturalisé français en 1964, enseignant à l'Institut d'urbanisme de Paris au côté d'Henri Lefebvre depuis 1966 et à l'UER d'anthropologie, d'ethnologie et d'histoire des religions de Paris-VII depuis 1970, il devint l'un des « rédacteurs » de l'anthropologie économique, il a notamment publié les Jeux de rôle (PUF, 1980). A la fin de cette année doit paraître aux PUF les Métamorphoses de la valeur, première partie d'un grand ouvrage sur l'origine de l'économie de marché, il a édité le précieux réseau français de Solidarité.)

— M. et M^{re} Jean-Michel Quinard,

Le baron et la baronne Philippe de Watteville,

Leurs enfants et petits-enfants, M^{re} Robert Verdet-Kleber,

Le baron et la baronne Hubert de Turckheim,

M^{re} Georges-René Laederich, Et leur famille,

ont la tristesse de faire part du décès le 29 juin, dans sa quatre-vingt-douzième année de

la baronne

Henry de TURCKHEIM, née André Laederich, médaille de vermeil départementale et communale,

et le 7 juillet, dans sa quatre-vingt-quatorzième année de

baron Henry de TURCKHEIM, ingénieur ENA,

chevalier de la Légion d'honneur, médaille militaire,

croix de guerre 1914-1918, chevalier du mérite agricole, médaille d'or

départementale et communale, chevalier de l'ordre

de Saint-Jean de Jérusalem.

Les obsèques religieuses ont eu lieu à leur domicile de la Lavellière et les sépultures au cimetière de Saint-Antoine-de-Sommeville.

La Lavellière-Saint-Antoine-de-Sommeville, 27250 Rugles.

— M^{re} Catherine Winter, Cécile, Frédéric et Pascal Winter, Jacqueline et Gilles Kaufmann, Et les familles Winter, Kaufmann et Reibman

ont l'immeuble douleur de faire part du décès de

M. Claude WINTER,

survenu accidentellement le 20 juillet 1987, à l'âge de soixante-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 24 juillet 1987, au cimetière du Montparnasse, à 10 heures. Réunion à la porte principale du cimetière, bd Edgar-Quinet.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

— Pour le deuxième anniversaire de la disparition de

André JANNEY,

sa mémoire est rappelée à ceux qui restent fidèles à son souvenir.

LA GUERRE D'ALGERIE

L'histoire d'une tragédie à travers les articles les plus significatifs du Monde. La chronologie des événements. Le portrait des principaux protagonistes.

14 F chez votre marchand de journaux

UN DOSSIER HISTORIQUE SPECIAL

Economie

TRANSPORTS

Un entretien avec le président d'Air France

« La compagnie ne sera pas privatisée » nous déclare M. Jacques Friedmann

Le personnel pourra acquérir 10 % de l'augmentation du capital

« Vous étiez conseiller en privatisation auprès du ministre d'Etat. Pensez-vous que la compagnie Air France, elle aussi, puisse connaître un recul de l'emprise de l'Etat sur son capital ?

« Il n'est pas question de privatiser Air France ; le ministre des transports l'a très clairement indiqué à l'occasion du Salon du Bourget. En revanche, pourquoi ne pas ouvrir, en partie, le capital de la compagnie à certains capitaux d'origine publique ou privée ? Le code de l'aviation civile faisait, dès 1948, obligation de placer 15 % du capital d'Air France auprès de collectivités publiques autres que l'Etat et 15 % auprès de personnes privées, physiques ou morales. Il n'a jamais été appliqué.

« Je ne vois pas, pour l'instant, de collectivités publiques désireuses d'entrer dans notre tour de table. L'arrivée de fonds d'origine privée serait, elle, une bonne réponse à nos besoins de financement. Nous avons lancé un ambitieux programme de renouvellement de notre flotte, qui exige, en huit ans, que nous mobilisions 25 milliards de francs pour acquérir vingt-cinq Airbus A-320, seize Boeing 747-400 et sept Airbus A-340, pour moderniser nos installations à terre et pour participer, avec d'autres partenaires, au système européen de réservation électronique Amadeus.

« Il n'y aura pas de miracle : nous avons besoin pour le financement de ce programme à la fois d'accroître nos fonds propres, de développer notre autofinancement et de réaliser des emprunts. Pour les emprunts, nous disposons, certes, d'une certaine marge, mais je n'accepterai pas de revenir à une situation d'endettement que mes prédécesseurs ont en tant de mal à assainir. L'essentiel doit provenir de l'autofinancement, et c'est pourquoi je tiens inlassablement un discours sur le thème « Air France doit dégager des résultats suffisants pour préparer l'avenir ».

« Quel pourcentage d'autofinancement visez-vous ?

A TRAVERS LES ENTREPRISES

La privatisation de BP représentera environ 80 milliards de francs

British Petroleum (BP) a annoncé, le mardi 21 juillet, que sa privatisation (l'Etat doit céder 31,7 % des actions à l'automne) serait accompagnée d'une augmentation de capital de 1,5 milliard de livres (près de 18 milliards de francs). Cette opération est destinée à réduire la dette de BP alourdie par l'achat, en mai dernier, de 45 % du capital de la compagnie américaine Standard Oil (pour environ 50 milliards de francs).

Concrètement, l'Etat souscrita intégralement à l'augmentation de capital et revendra le tout immédiatement ; compte tenu des actions déjà détenues, la vente représentera donc plus de 8 milliards de livres, constituant un record. Par comparaison, la plus grosse privatisation française (la CGE) n'a représenté une vente que de 12 milliards de francs.

Un électricien britannique fusionne avec Babcock International

Une petite entreprise de construction électrique britannique, FKI Electricals, a lancé une offre publique d'achat (OPA) sur Babcock International, l'un des plus importants électriciens européens, avec l'accord de celui-ci. Le montant de la transaction est évalué à 484 millions de livres (4,6 milliards de francs). Babcock International a souffert de la baisse des commandes d'équipements pour les centrales électriques britanniques et son bénéfice a atteint 37,1 millions de livres, pour un chiffre d'affaires de 1,22 milliard de livres. En revanche, FKI, dont 40 % des activités concernent des contrats militaires, a réalisé 11,3 millions de livres de bénéfice pour un chiffre d'affaires de 83,6 millions de livres. La nouvelle entité s'appellera FKI-Babcock. Son président sera lord King, actuel président de Babcock International et de British Airways. Son directeur général sera M. Tony Garland, aujourd'hui PDG de FKI.

Nommé le 25 février président du conseil d'administration d'Air France, M. Jacques Friedmann était attendu avec une certaine inquiétude par la compagnie nationale. Ses liens avec le premier ministre, qu'il accompagne et depuis 1983, garantissent qu'il serait un porte-parole écouté à l'extérieur. Mais n'allait-il pas être tenté, après avoir piloté, aux côtés de M. Edouard Balladur, la privatisation de Saint-Gobain, de la CGT ou de Paribas, d'introduire quelques doses de libéralisme chez un transporteur aérien appartenant à l'Etat depuis la dernière guerre ? Les réponses données au Monde par M. Friedmann prouvent que le haut fonctionnaire qu'il est resté n'entend pas déstabiliser une compagnie plongée dans une redoutable concurrence internationale : il n'est pas question de privatiser Air France, mais tout au plus de mettre dans des mains privées un quart du capital, dont 10 % environ seraient réservés au personnel.

« Un pourcentage fixé a priori n'aurait pas de sens. En ce qui concerne les fonds propres, c'est-à-dire l'augmentation du capital dont nous avons besoin, j'espère que l'Etat acceptera de les renforcer, mais je ne me fais pas d'illusions. Quel que soit le gouvernement, celui-ci sera confronté, dans les années à venir, à des difficultés budgétaires. Alors pourquoi ne pas mettre à contribution le marché financier ?

« Je vois d'autres avantages à ce recours à l'épargne privée. D'une part, la cotation sur le marché financier de 15 % de notre capital, par exemple, qui aurait été souscrite, je l'espère, par un grand nombre de petits porteurs, constituerait un baromètre et un signal précieux pour une entreprise plongée dans un monde concurrentiel. D'autre part, l'existence d'actionnaires privés nous protégerait contre le risque d'interventions trop directives des pouvoirs publics.

« Je souhaite enfin une participation du personnel d'Air France au capital de notre compagnie : les efforts de compétitivité que nous devons déployer exigent un personnel concerné, motivé et donc intéressé aux résultats de l'entreprise.

FACS

aux « méga-compagnies »

« Quelle part du capital sera réservée au personnel ?

« Il est trop tôt pour le dire, mais je pense que 10 % de l'augmentation de capital envisagée serait un pourcentage raisonnable. J'estime que mon expérience en matière de privatisation n'est transposable à Air France que dans ce domaine, car le succès obtenu par l'actionariat des salariés des entreprises publiques a été éclatant. J'espère qu'il en sera de même dans notre compagnie.

« Pourquoi avez-vous repris l'idée de votre prédécesseur d'établir un projet d'entreprise ?

« Je l'ai reprise ? Eh bien, ça prouverait que la continuité a été parfaite !

« Nous sommes à la veille d'une véritable révolution dans le transport aérien. Le contexte ne sera jamais plus comme avant. Le marché unique européen enfin réalisé à partir de 1993 et la concurrence internationale toujours plus vive nous obligent à remettre en question nos habitudes, nos alliances et nos méthodes de travail. Il nous faut définir une stratégie adaptée aux échéances qui nous attendent.

« Je ne souhaite pas dicter ce plan stratégique, mais, bien au contraire, y associer le plus largement possible le personnel de la compagnie. Pendant les six mois qui viennent, nous réfléchirons ensemble à des propositions concrètes pour élaborer, au début de l'année 1988, un document, un plan destiné à optimiser nos forces et à réduire nos handicaps.

« Quels sont les atouts d'Air France dans la compétition à l'étranger ?

« Air France est une des grandes compagnies qui, dans le monde, maîtrisent l'horlogerie de précision qu'est le transport aérien. Son personnel est non seulement compétent mais aussi attaché à l'entreprise. Avec ses cent soixante-douze escales dans soixante-dix-sept pays, elle est l'une des entreprises françaises les plus présentes à l'étranger. Elle jouit d'une image favorable en matière de qualité de service, de ponctualité et de sécurité, parce que, depuis l'entretien des avions jusqu'à la vente des billets, elle contrôle minutieusement les opérations. Enfin, Air France est un groupe cohérent et diversifié où l'on retrouve de l'hôtellerie, des filiales touristiques, une activité charter, du commissariat de bord, etc. Cela va dans le sens de

l'évolution du transport aérien, c'est-à-dire vers une plus grande proportion de voyages à motif touristique.

« Quels sont vos handicaps ?

« Je dirai que notre principal problème est un problème de compétitivité. Nous allons affronter la concurrence des « méga-compagnies » américaines qui disposent de bas coûts, notamment salariaux, ainsi que d'un marché intérieur énorme, et celle des transporteurs asiatiques, dont les coûts ne sont pas moins bas et dont le service s'avère de qualité. Nous devons compenser nos surcoûts dans tous les domaines.

Remettre en cause nos habitudes

« Comment vous y prendrez-vous ?

« Je souhaite, et ce sera un des objectifs de notre projet d'entreprise, que nous puissions définir des moyens d'amélioration de notre productivité qui ne soient pas brutaux, et d'ailleurs contrairement à nos traditions, comme ceux qui ont été parfois utilisés à l'étranger et, notamment, aux Etats-Unis. Nous devons faire preuve d'imagination, accepter de remettre en cause nos habitudes, rechercher comment réduire nos coûts, tous nos coûts, tout en maintenant et même en améliorant la qualité du service. Cela exigera, il ne faut pas se le dissimuler, des efforts permanents et difficiles.

« Vous avez augmenté, sur les six premiers mois de l'année, votre trafic passagers de 13,7 %. N'est-ce pas inquiet de voir que les recettes n'évoluent pas dans les mêmes proportions ?

« Il est exact que nous faisons face à une concurrence acharnée et que notre activité accrue compense à peine la baisse de nos recettes unitaires au siège. Ce qui m'intéresse, en définitive, c'est le bénéfice qui nous restera en fin d'année et qui nous permettra de demeurer un grand transporteur international.

« La CEE n'a pu arriver à un accord sur une libéralisation du transport aérien qui prévoyait des fluctuations plus grandes des tarifs et la fin du partage de trafic à égalité entre les compagnies de deux pays. Tout est-il à recommencer ?

« Nous avons beaucoup travaillé, depuis des mois, avec les autres compagnies européennes et avec notre ministre de tutelle à l'élaboration de cet accord. Celui-ci supposait de notre part de fortes adaptations, mais excluait une déreglementation brutale à l'américaine. Il représentait un bon compromis entre les pays qui voulaient un libéralisme pur et dur et ceux qui ne souhaitaient rien changer. La querelle entre l'Espagne et la Grande-Bretagne sur Gibraltar a tout arrêté.

« Je souhaite, avec la Commission de Bruxelles, que les Douze se repartent pas de zéro et que nous puissions appliquer cet accord dans les mois qui viennent.

Pas de fusion avec Air Inter

« En 1992, la suppression des frontières à l'intérieur de la CEE poussera à des concentrations dans le transport aérien. Air France ne devra-t-elle pas alors fusionner avec Air Inter ?

« Sans doute peut-on regretter que lors de la création, dans les années 1950, du réseau aérien domestique, celui-ci n'ait pas été pris en charge par la compagnie nationale, comme dans tous les autres pays européens.

« Tel n'est pas le cas aujourd'hui. Air France et Air Inter existent avec leurs intérêts propres, leurs traditions, leur personnel. Ne nous engageons pas dans une fusion qui

déclencherait des réactions épidémiques et nous éloignerait des vrais problèmes.

« A la fin de 1992, l'Europe sera un marché unique. Air Inter ne pourra être informé dans l'Hexagone, car, après tout, Paris-Lyon équivaut à Paris-Francfort. De même, Air France ne pourra se désintéresser du marché intérieur français que ses concurrents étrangers viendront démarcher. Nous



aborderons ensemble cette échéance. Avec le président d'Air Inter, M. Pierre Eelsen, nous réfléchirons aux façons de mieux exploiter nos flottes et nos programmes et de jouer ensemble la carte de la complémentarité. Mais sans fusion.

« Est-ce pour cela qu'Air Inter pose un Mercure chaque samedi à Londres ?

« Non, c'est la simple continuation de notre collaboration dans le cadre de notre filiale commune, Air Charter. Il s'agit d'un vol charter qui fonctionnera pendant huit semaines et qui est commercialisé par la filiale touristique d'Air France, la SOTAIR.

« Et si Air Inter demande à réaliser des vols Londres-Nice ?

« Si Air Inter obtient d'opérer entre Paris et Londres ou bien entre Nice et Londres, Air France demandera des Paris-Marseille ou des Paris-Toulon, car les deux compagnies doivent trouver leur compte dans cette évolution.

« British Airways et British Caledonian fusionnent. La France peut-elle se payer le luxe d'avoir deux compagnies internationales, Air France et UTA ?

« Quelle que soit leur structure juridique, les compagnies françaises doivent avoir leurs efforts plutôt que se succéder, afin de se présenter en force au rendez-vous du marché unique européen.

« Selon toute vraisemblance, UTA recevra le droit de desservir New-York, où Air France est la seule compagnie française à se poser. Êtes-vous d'accord ?

« Il appartient à M. Jacques Douffignat, ministre des transports, d'en décider. Je tiens à dire qu'Air France ne pouvait être favorable à l'arrivée d'UTA à New-York, qui aggraverait la surcapacité sur l'Atlantique Nord, nous affaiblirait face à nos grands concurrents américains et nuirait sur notre clientèle française au départ de Paris.

« Quelles sont les pertes que vous occasionne la grève de quatre semaines des contrôleurs aériens ?

« De l'ordre de 2 millions de francs par semaine, mais ce n'est pas le plus grave. Le transport aérien se développera autour de grands aéroports d'éclatement, qui ne seront pas légion en Europe : Londres, Francfort, Amsterdam, et, je le souhaite, Paris.

« Aéroports de Paris se bat pour être l'un de ces grands, et l'avenir d'Air France est lié au succès de cette politique. Pas de grande compagnie sans une importante plateforme aéroportuaire, et pas de grande plate-forme sans une grande compagnie.

« Je redoute que cette grève interminable ne porte un coup très sévère à nos efforts, car elle a désorganisé l'horlogerie de nos correspondances. Nos clients se voient infliger retards, annulations, attentes, et il sera difficile de leur expliquer, après ce qu'ils viennent de subir, que Paris sera une plaque tournante fiable.

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS.

Les polytechniciens perdent une de leurs places fortes

M. Philippe Rouvillois proposé à la direction générale de la SNCF

M. Philippe Essig, président de la SNCF, devrait faire part, le mercredi 22 juillet, au conseil d'administration de la SNCF de son projet de proposer au conseil des ministres de nommer M. Philippe Rouvillois directeur général de la Société nationale, en remplacement de M. Jean Dupuy, qui a demandé à faire valoir ses droits à la retraite.

La nomination de M. Philippe Rouvillois apparaît à beaucoup comme parfaitement normale. Depuis seulement quatre ans directeur général adjoint chargé des finances de la SNCF, il a su rester à l'écart des déchirements de ces derniers mois qui ont poussé M. Dupuy à prendre sa retraite.

Bien qu'ayant travaillé avec la majorité actuelle, sa discrétion et sa courtoisie l'ont tenu éloigné des querelles. En charge d'un des budgets publics les plus impressionnants par leur déficit, il a défendu la SNCF contre les coupes claires que ses pairs, les inspecteurs des finances, souhaitent pratiquer chaque année dans les dépenses des chemins de fer français.

M. Philippe Essig, président de la SNCF, résume bien le sentiment général lorsqu'il nous déclare : « A l'occasion de mes nombreux déplacements en province, j'ai pu constater auprès des cadres combien M. Rouvillois apparaît comme leur représentant, dit-il. Il est vraiment l'homme de la mesure, et c'est pourquoi j'ai soulevé son nom à nos ministères de tutelle, qui l'ont approuvé unanimement ».

Reste que cette nomination si « normale » bouleverse une solide tradition : pour la première fois, la direction générale de la SNCF échoit à un énarque alors que les polytechniciens « mineurs » ou « X Ponts » en avaient fait un de leurs bastions. Même si cela correspond peu à la réalité, cette nomination apparaît comme sanctionnant l'échec de l'hypothèse de la technique que les anciens X avaient largement contribué à pérenniser.

C'est donc à l'ancien major de la promotion Vanban à l'ENSA — à laquelle appartenait M. Jacques Chirac — qu'il reviendra de rééquilibrer les comptes d'une maison où les fonctions commerciales et sociales ont été trop longtemps méconnées. Il ne suffit pas de faire rouler des trains.

L'arrivée de M. Rouvillois ouvre un nouveau champ aux spéculations. En effet, en février 1988, M. Essig, arrivant au terme de son mandat

d'administrateur. Le gouvernement Chirac prendra-t-il le risque, à quelques semaines des élections présidentielles, de chasser un socialiste ? Le poste sera-t-il offert à M. Rouvillois, qui pourrait ainsi prétendre au titre de PDG, tellement à la mode dans les entreprises publiques par les temps qui courent ?

M. Essig déclare qu'il est plus préoccupé de l'avenir d'une SNCF encore convalescente que de ces échéances. Il cite le cas de Bull, où un énarque, M. Francis Lorenz, et un polytechnicien, M. Jacques Stern illustrent le slogan « l'esprit d'équipe ». S'appliquera-t-il à la SNCF ?

AL F.

[Né le 29 janvier 1935 à Saumur (Maine-et-Loire), M. Philippe Rouvillois est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'Ecole nationale d'administration. Entré à l'inspection des finances en 1959, il est conseiller technique de 1966 à 1968 au cabinet de M. Michel Debré, ministre de l'Economie et des finances. Il poursuit ensuite sa carrière au sein de la direction générale des impôts, qu'il dirige de 1976 à 1983. Il était, depuis cette date, directeur général adjoint de la SNCF, chargé des finances et du budget. M. Rouvillois est inspecteur général des finances.]

La construction du tunnel sous la Manche définitivement approuvée par le Parlement britannique

La Chambre des communes a adopté, mardi 21 juillet, en deuxième lecture, le projet de loi organisant la construction du tunnel sous la Manche que la Chambre des lords lui avait retourné avec certains amendements. Pour que ce texte ait force de loi, le roi doit, avant la fin de la semaine, y apposer son sceau. La procédure parlementaire est achevée, depuis plusieurs semaines du côté français. Il ne restera plus au premier ministre britannique, M. Margaret Thatcher, et au président de la République française, M. François Mitterrand, qu'à échanger, le mercredi 23 juillet, à l'Elysée, les instruments de ratification du traité. Aucun obstacle diplomatique n'empêchera plus la construction des 50 kilomètres de tunnel qui relieront, à partir de 1993, les deux rives de la Manche et dont le chantier a débuté il y a quelques mois.

SIDÉRURGIE

La nouvelle restructuration de la sidérurgie européenne

Bruxelles propose une réduction coordonnée des capacités de production

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

Le plan d'assainissement de la sidérurgie européenne, que la Commission de Bruxelles vient de soumettre aux Etats membres, met le projecteur sur quatre produits qui sont responsables des deux tiers de l'excédent de capacité de production que la Communauté a estimé à 30 millions de tonnes. Il s'agit de larges bandes à chaud, des tôles à froid, des tôles fortes et des profilés lourds, produits qui les uns et les autres sont pour l'essentiel fabriqués par grands groupes sidérurgiques intégrés.

Pour faciliter l'adaptation de l'appareil de production dans ces quatre secteurs, la Commission propose de maintenir pendant encore trois ans l'actuel régime des quotas, ce qui permettra d'éviter que les entreprises ne se livrent à un sauvetage de la production.

En contrepartie, les industriels devraient s'engager à fermer les laminoirs excédentaires au rythme et dans les proportions jugées nécessaires par Bruxelles. La proposition de la Commission prévoit qu'elle fera le point avant l'été 1988 avec implicitement la menace d'abandonner cette nouvelle tentative d'assainissement ordonné, c'est-à-dire de rétablir la libre concurrence en supprimant les quotas, dans le cas où les entreprises manifesteraient l'intention de se dérober.

Comment lâchera-t-on le processus de restructuration ? Le nouveau plan voudrait encourager des opérations de vente et d'achat de quotas, étant entendu que ces transferts, d'une entreprise à une autre, de droits à produire devraient obligatoirement s'accompagner de réductions de capacité. Par ailleurs, cette redistribution des cartes ne suffisant pas, la proposition prévoit d'accroître l'effort de réduction des capacités en accordant aux industriels des

primes de fermeture. Celles-ci seraient financées comme prévu par une taxe prélevée sur les quatre produits concernés.

La Commission propose de fixer la taxe à 20 ECU la tonne, soit 140 F, et de la percevoir dans chaque entreprise sur la partie de la production se situant pour chacun des quatre produits entre 75 % et 100 % du quota. Dans le cas de production dépassant le quota, la taxe prélevée sur cette partie excédentaire atteindrait 75 ECU par tonne (520 F).

Montant modeste

Le produit de la taxe devrait se situer autour de 600 millions d'ECU, soit 4,2 milliards de francs, dont l'essentiel (70 %) servirait à prendre en charge les primes de fermeture et le reste à financer les dépenses sociales. C'est un montant relativement modeste. Une deuxième solution prévoyait le prélèvement de la taxe sur l'ensemble de la production, qui avait rassemblé 1,5 milliard d'ECU et aurait donné plus de moyens à la Commission. Mais elle n'a pas été retenue.

Les fermetures de laminoirs et de sites qu'imposera ce nouveau plan de restructuration devraient provoquer la perte de plus de quatre-vingt mille emplois. La Commission entend que le volet industriel soit accompagné d'un volet social et d'un volet régional, dotés chacun d'une enveloppe de 2,4 milliards d'ECU (17 milliards de francs), et pris en charge partie par les budgets nationaux, partie par le budget européen.

S'agissant des autres produits et notamment des fils machine et des laminés marchands, la Commission propose de choisir l'autre voie, celle du jeu normal de la concurrence (sans quotas), pour rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande.

PHILIPPE LEMAITRE.

ÉTRANGER

Le Sénat américain vote à une large majorité un projet de loi protectionniste

Passant outre aux objections de la Maison Blanche, le Sénat a adopté, le mardi 21 juillet, un projet de loi d'inspiration clairement protectionniste. L'écrasante majorité qui s'est dégagée en faveur de ce texte (71 voix contre 27), ainsi que le

Le futur président de la Réserve fédérale affirme son souci d'indépendance

M. Alan Greenspan, à compter de la 68^e, remplacera M. Paul Volcker à la présidence de la Réserve fédérale américaine, savoir la Banque d'Amérique, qui a tenu sa 225^e réunion le 22 juillet. Précederont-ils ? Cette question, les parlementaires américains n'étaient pas les seuls à se la poser avant la première audition du futur responsable de la politique monétaire des Etats-Unis. La première réponse, le mardi 21 juillet, a été sans ambiguïté apparente. Dans la lutte contre l'inflation, M. Greenspan s'est annoncé aussi intraitable que celui qui depuis 1980, a tenu de comprimer sous le plan monétaire les largesses budgétaires du gouvernement fédéral.

M. Volcker, qui s'est pour sa part déclaré encouragé par la tendance à la réduction des grands déficits américains, tant budgétaire que commercial, n'a pas déçu son auditoire en le mettant en garde contre les risques de résurgence inflationniste.

M. Grossmann ne pense pas que ressembler à affirmer qu'il serait sourcilieux en matière d'indépendance de la Fed. Certains ne cachent pas leurs craintes de voir le futur président de la Réserve fédérale mal résister aux pressions de la Maison Blanche. Les conseillers économiques du président Gerald Ford entre 1974 et 1977, a-t-il affirmé qu'il espérait que le dollar se stabiliserait à son niveau actuel de 150 yens vis-à-vis de la monnaie japonaise. Peu avant d'être choisi comme successeur de son prédécesseur, M. Grossmann avait vu une dépréciation supplémentaire du billet vert à 120 ou 130 yens.

nombre de républicains (19) qui ont choisi là de faire front avec les démocrates plutôt qu'avec M. Reagan, traduisent l'importance sans cesse grandissante que l'ampleur du déficit commercial est en train de prendre dans la vie politique américaine.

L'accumulation, depuis le début de cette décennie, de déficits records (66,3 milliards de dollars en 1986) est en effet d'autant plus profondément ressentie que la baisse de la monnaie américaine, amorcée il y a bientôt deux ans, est de moins en moins vue comme un remède suffisant au déséquilibre dont souffrent les Etats-Unis. Non seulement le déficit a, le mois dernier, repris sa croissance après une courte période de stabilité, mais il a surtout été réalisé maintenant — des industriels aux syndicalistes — que le dollar ne reculait pas face à toutes les monnaies et que le seul renforcement des importations ne garantirait pas leur réduction en volume.

Autrement dit, des partenaires commerciaux aussi importants que le Canada ou les pays asiatiques nouvellement industrialisés ont, dans un premier temps, laissé leur monnaie suivre le mouvement de baisse du dollar et certaines importations se sont, de surcroît, solidement imposées sur le marché américain.

Ajoutées au simple impact des chiffres, ces réalités sont désormais assez présentes aux esprits pour que les élus, démocrates ou républicains, soient décidés à agir ou ne veulent plus, à tout le moins, pouvoir être accusés d'inaction. En avril dernier déjà, la Chambre des représentants avait adopté son propre projet de loi commerciale, et la majorité qui s'était alors dégagée avait été suffisamment marquée pour que l'éventuel veto dont M. Reagan a menacé, mardi, le Congrès ait toute chance d'être renoué.

Avant la fin de cette année, une loi protectionniste représentant un compromis entre les textes du Sénat et de la Chambre des représentants devrait avoir été définitivement votée par les deux Chambres, et l'évolution que cela reflète est aussi préoccupante que brutale pour un pays qu'enthousiasmaient, hier

encore, les vertus des lois du marché, du libre-échangeisme et du désengagement de l'Etat.

Si profond que soit le tournant, il ne doit néanmoins pas faire oublier que la majorité qui s'est formée mardi, n'aurait pas été si impressionnante si nombre de sénateurs n'avaient pas souhaité faire bloc sur un texte plus modéré que celui de la Chambre et permettant de négocier un compromis avec les représentants. Les sénateurs se sont ainsi notamment abstenus de reprendre à leur compte la disposition de la Chambre obligeant les pays bénéficiant — grâce à des pratiques jugées déloyales — de surplus excessifs dans leurs échanges avec les Etats-Unis à les réduire de 10 % par an sous peine de représailles.

A la place de cette disposition, le projet sénatorial propose que le gouvernement ait obligation de négocier, sur une période de trois ans, l'élimination des principales barrières opposées aux exportations

américaines et que le président, en cas d'échec, ait à imposer des sanctions ou à exposer les raisons pour lesquelles il s'y refuserait.

Le texte du Sénat prévoit en outre de contraindre le président à prendre plus souvent des mesures de protection temporaire pour des branches industrielles menacées par la concurrence internationale; d'opposer le refus des Etats-Unis au financement de projets internationaux tendant à subventionner les développements de production déjà excédentaires sur le marché; et d'accélérer la négociation d'un plan d'étalement de la dette du tiers-monde.

Chacun poussant l'autre et chacun pouvant ainsi dire qu'il y a plus méchant derrière lui, la Chambre fait pression sur le Sénat, le Sénat fait pression sur M. Reagan et l'Amérique fait pression sur le monde.

BERNARD GUETTA.

M. Balladur veut ramener le déficit budgétaire de 115 à 70 milliards de francs en trois ans

Décidé à inscrire sa politique budgétaire dans la durée, le ministre français de l'économie et des finances, M. Edouard Balladur a précisé, lors de sa visite en Martinique, l'idée de plan triennal lancée en mai dernier. A Fort-de-France, le 20 juillet, M. Balladur a fixé à 15 milliards de francs par an l'enveloppe d'allègements fiscaux ainsi que celle de la réduction du déficit budgétaire qu'il envisage pour la période 1989-1991.

Un tel plan triennal permettrait de ramener à 70 milliards de francs l'impasse budgétaire qui devrait déjà être réduite à 115 milliards par la loi de finances 1988, actuellement en cours d'élaboration. Il exigerait de réaliser 90 milliards de francs d'économies en trois ans, dont la répartition est loin d'être décidée.

A priori, le ministre des finances entend poursuivre sur sa lancée et, pour les allègements fiscaux, devrait prôner une répartition à peu près équilibrée entre les ménages et les entreprises. Pour ces dernières, une option triennale pourrait faire rebou-

dir la polémique sur les options à prendre. Faut-il privilégier une nouvelle baisse des taxes de l'impôt sur les sociétés, qui sera ramené à 42 % l'an prochain, ou mieux cibler les choix fiscaux dont l'aide à l'investissement constitue une possibilité ? Les discussions internes risquent d'être également alimentées par la portée politique de l'hypothèse d'une action sur trois ans. Lorsque M. Balladur avait pris pour la première fois de ce plan, le secrétaire général du CDS, M. Jacques Barrot, avait estimé difficile d'envisager que le futur chef de l'Etat issu du scrutin du printemps 1988 soit lié par des « engagements pris par d'autres que lui ». Des discussions qui pourraient être également envenimées par la préparation du « grand marché » européen impliquant, selon la Commission de Bruxelles, selon la Commission des taxes de la taxe à la valeur ajoutée entre les pays membres de la CEE. Une telle nécessité risque de coiter cher aux finances publiques françaises et de limiter les choix fiscaux de la Rue de Rivoli.

es
de
on
gr
in
de
a
na
la
u
e
le
de
fo
ne
in
li

11
 12
 13
 14
 15
 16
 17
 18
 19
 20
 21
 22
 23
 24
 25
 26
 27
 28
 29
 30
 31
 32
 33
 34
 35
 36
 37
 38
 39
 40
 41
 42
 43
 44
 45
 46
 47
 48
 49
 50
 51
 52
 53
 54
 55
 56
 57
 58
 59
 60
 61
 62
 63
 64
 65
 66
 67
 68
 69
 70
 71
 72
 73
 74
 75
 76
 77
 78
 79
 80
 81
 82
 83
 84
 85
 86
 87
 88
 89
 90
 91
 92
 93
 94
 95
 96
 97
 98
 99
 100
 101
 102
 103
 104
 105
 106
 107
 108
 109
 110
 111
 112
 113
 114
 115
 116
 117
 118
 119
 120
 121
 122
 123
 124
 125
 126
 127
 128
 129
 130
 131
 132
 133
 134
 135
 136
 137
 138
 139
 140
 141
 142
 143
 144
 145
 146
 147
 148
 149
 150
 151
 152
 153
 154
 155
 156
 157
 158
 159
 160
 161
 162
 163
 164
 165
 166
 167
 168
 169
 170
 171
 172
 173
 174
 175
 176
 177
 178
 179
 180
 181
 182
 183
 184
 185
 186
 187
 188
 189
 190
 191
 192
 193
 194
 195
 196
 197
 198
 199
 200
 201
 202
 203
 204
 205
 206
 207
 208
 209
 210
 211
 212
 213
 214
 215
 216
 217
 218
 219
 220
 221
 222
 223
 224
 225
 226
 227
 228
 229
 230
 231
 232
 233
 234
 235
 236
 237
 238
 239
 240
 241
 242
 243
 244
 245
 246
 247
 248
 249
 250
 251
 252
 253
 254
 255
 256
 257
 258
 259
 260
 261
 262
 263
 264
 265
 266
 267
 268
 269
 270
 271
 272
 273
 274
 275
 276
 277
 278
 279
 280
 281
 282
 283
 284
 285
 286
 287
 288
 289
 290
 291
 292
 293
 294
 295
 296
 297
 298
 299
 300
 301
 302
 303
 304
 305
 306
 307
 308
 309
 310
 311
 312
 313
 314
 315
 316
 317
 318
 319
 320
 321
 322
 323
 324
 325
 326
 327
 328
 329
 330
 331
 332
 333
 334
 335
 336
 337
 338
 339
 340
 341
 342
 343
 344
 345
 346
 347
 348
 349
 350
 351
 352
 353
 354
 355
 356
 357
 358
 359
 360
 361
 362
 363
 364
 365
 366
 367
 368
 369
 370
 371
 372
 373
 374
 375
 376
 377
 378
 379
 380
 381
 382
 383
 384
 385
 386
 387
 388
 389
 390
 391
 392
 393
 394
 395
 396
 397
 398
 399
 400
 401
 402
 403
 404
 405
 406
 407
 408
 409
 410
 411
 412
 413
 414
 415
 416
 417
 418
 419
 420
 421
 422
 423
 424
 425
 426
 427
 428
 429
 430
 431
 432
 433
 434
 435
 436
 437
 438
 439
 440
 441
 442
 443
 444
 445
 446
 447
 448
 449
 450
 451
 452
 453
 454
 455
 456
 457
 458
 459
 460
 461
 462
 463
 464
 465
 466
 467
 468
 469
 470
 471
 472
 473
 474
 475
 476
 477
 478
 479
 480
 481
 482
 483
 484
 485
 486
 487
 488
 489
 490
 491
 492
 493
 494
 495
 496
 497
 498
 499
 500
 501
 502
 503
 504
 505
 506
 507
 508
 509
 510
 511
 512
 513
 514
 515
 516
 517
 518
 519
 520
 521
 522
 523
 524
 525
 526
 527
 528
 529
 530
 531
 532
 533

a
 r
 e
 li
 de
 cu
 an
 si
 an
 je
 te
 in
 n,
 de
 se
 en
 P,

2

SECRET

— 176 —

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

5
5
-
9

9
9
3
2
5
7

VOS
VACANCES ?
SICILE
POURQUOI PAS.

L'île, bijou historique de la Méditerranée,
chargée de culture, tradition, d'art.
Les Siciliens vous attendent pour
vous entourer de leur chaleur.
Venez donc: le soleil exceptionnel de la
Sicile vous souhaite d'agréables vacances.

**Renseignement auprès de toutes les Agences de
Voyages ou à l'Office du Tourisme Italien
(E.N.I.T.) à:**

PARIS - 23, Rue de la Paix
Paris 75002 - Tél. (1) 4266.03.96
NICE - 14, Avenue de Verdun
06048 Nice Cedex - Tél. (93) 87.75.81

SOCIAL

M. Séguin propose à l'assurance-chômage de contribuer au financement des préretraites

Dans la négociation tripartite (patronat-syndicats-Etat) engagée pour le financement des préretraites du Fonds national de Pemploï (FNE) et en vue de celle qui doit s'ouvrir le 1^{er} octobre sur l'assurance-chômage, un déficit d'environ 2 milliards de francs à la fin de 1987 (le Monde du 18 juillet), l'Etat, après les partenaires sociaux, a fait connaître sa position par l'intermédiaire de M. Séguin, en proposant notamment que l'UNEDIC, gestionnaire de l'assurance-chômage sous la houlette des partenaires sociaux, apporte une contribution de 8 % au financement des préretraites FNE.

M. Séguin n'est pas content. Il l'a signifié nettement le mardi 21 juillet. D'une part, il refuse fermement de prendre en charge l'allocation de fins de droits (7 milliards de francs). D'autre part, il récusé les reproches qui sont faits au gouvernement par nombre de syndicats d'être responsable du déficit de fonctionnement de l'UNEDIC (1,2 milliard de francs environ sur 1987).

Seul moi, ce n'est ni la suppression en 1986 de l'autorisation administrative de licenciement, comme vient de le répéter M. Deluchat au nom de la CGT, ni le durcissement des conditions d'accès à la préretraite FNE intervenu le 25 août 1986 en portant de six mois à un an la durée minimale d'appartenance à l'entreprise et de dix à quinze ans la durée obligatoire d'affiliation à un régime de Sécurité sociale ni même le relèvement de 12 % à 15 % de la participation des entreprises au financement des préretraites FNE en mars 1986 par le gouvernement de M. Fabius, qui en sont la cause.

En fait, pour le ministre, c'est la décision des partenaires sociaux de maintenir l'indemnisation par l'assurance-chômage des chômeurs âgés de cinquante-sept ans et six mois au même taux jusqu'à soixante ans, qui est responsable.

Du coup, le « licenciement sec » à cinquante-cinq ans et trois mois, moins coûteux pour l'entreprise malgré le versement des indemnités conventionnelles, est aussi devenu plus avantageux pour le salarié qui, tous comptes faits, bénéficie, en raison de charges moindres, de 66 % de son revenu net antérieur, au lieu de 63 % avec la préretraite FNE. Et les entreprises ont pu substituer des licenciements aux préretraites aggravant le déficit de l'UNEDIC (le Monde du 11 avril).

Pour résoudre le problème, M. Séguin a proposé que le régime d'assurance chômage (L'UNEDIC) soit financé par une contribution de 8 %. Celle-ci permettrait de réduire les contributions de l'entreprise et du salarié, et rendrait donc le préretraite plus attractive pour l'une comme pour l'autre. Cela s'ajouterait à l'effet de l'« amendement Delalande » voté par le Parlement, qui déjà oblige l'employeur, en cas de licenciement d'un salarié de plus de cinquante-cinq ans, à verser à l'UNEDIC l'équivalent de trois mois de salaire. Pour renforcer l'effet d'un décret à paraître prochain, on va supprimer l'abattement de 50 % imposé en 1984 sur les pensions liquidées avant le départ en préretraite FNE.

A terme, en régime de croisière, cela devrait, selon le ministre des affaires sociales, ramener le nombre d'entrées en FNE à l'effectif de 1985, soit soixante-cinq mille par an, et, au bout de quatre ans, faire économiser à l'assurance-chômage 6,4 milliards de francs (5 milliards une fois déduite la contribution de l'UNEDIC au financement des retraites).

[Les expéditifs du ministre se succèdent avec modération les partenaires sociaux. D'une part l'analyse de M. Segnin fait bon marché du « climat » créé par la suppression de l'antériorité administrative de l'accroissement (de *Mois de 27 juin*). D'autre part, la proposition de loi est présentée comme un pari sur le comportement des entreprises, s'appuie pas de solution dans l'immédiat aux difficultés du régime d'assurance-chômage : sur la première année, l'économie serait inférieure à 500 millions de francs, l'augmentation de l'activité de l'assurance-chômage est évalué à 4 milliards de francs pour 1968 (de *Mois de 18 juillet*). — G. H.]

هكذا من الأهل

هكذا من الامم

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

VICAT complète son implantation aux États-Unis

VICAT, par sa filiale américaine NATIONAL CEMENT CO., vient d'acheter auprès de LAFARGE CORPORATION, filiale du groupe LAFARGE COFFEY, une cimenterie en Californie, près de Los Angeles, d'une capacité de 700 000 tonnes, ainsi qu'un terminal de 600 000 tonnes situé dans le port de Los Angeles.

Dans le cadre de cet achat, NATIONAL CEMENT CO. et SYSTECH, filiale de LAFARGE CORP., ont conclu un accord pour poursuivre l'approvisionnement à long terme de l'usine en combustibles résiduaires en substitution partielle au fioul et au charbon, ce qui permettra une importante réduction des coûts énergétiques et générera des revenus complémentaires.

NATIONAL CEMENT CO. possède déjà une usine à Birmingham (Alabama) de 900 000 tonnes et 5 terminaux dans la région du Sud-Est.

M. Jacques Merceron-Vicat, président de VICAT, annonce : « Nous sommes heureux que cette acquisition de capacité par l'acquisition d'une usine performante située dans un secteur géographique dynamique réponde pleinement aux objectifs de développement du groupe VICAT. Nous pensons que les facilités offertes par le terminal de Los Angeles (600 000 tonnes supplémentaires) complèteront harmonieusement nos possibilités de ventes. »

Le groupe VICAT, troisième producteur de ciment en France, porte ainsi sa production de ciment aux États-Unis à 1 600 000 tonnes et son potentiel de ventes à 2 200 000 tonnes, pour un chiffre d'affaires d'environ 100 000 000 de dollars.

CHARGEURS S.A.

Chargeurs SA vient de prendre une participation de 10,5 % dans le capital de la société British Satellite Broadcasting (BSB).

BSB regroupe quatre sociétés fondatrices (Anglia Television Group PLC, Granada Group PLC, Pearson PLC, Virgin Group PLC) et sept investisseurs dont les plus importants sont Bodd Corporation Holdings Limited, Chargeurs SA et Reed International PLC.

Le montant des engagements des onze actionnaires ci-dessus est de 222,5 millions de livres, dont 24 millions de livres pour Chargeurs SA.

BSB, qui a signé le 16 juillet avec l'Independent Broadcasting Authority (IBA) un accord lui accordant la

concession sur trois ans du satellite anglais, a conclu un accord avec Hughes Aircraft Company pour l'achat de deux satellites HS 376 à livrer sur orbite au prix de 304 millions de dollars.

BSB envisage d'émettre à partir de l'automne 1989 : ses émissions pourront être captées dans le Royaume-Uni au moyen d'antennes paraboliques de 40 centimètres de diamètre d'un prix de l'ordre de 200 livres.

BSB compte proposer trois programmes financés par la publicité : « Now » (informations), « Galaxy » (divertissements) et « Zig Zag » (émissions pour enfants), ainsi qu'un programme financé par abonnements : « Screen » (films).

HERVET

Le Conseil d'Administration de la Banque Hervet s'est réuni le 26 juin 1987 sous la présidence de M. Jean-Baptiste PASCAL.

Il a examiné les résultats des trois premiers mois de l'exercice. Ceux-ci permettent d'observer une progression de 10 % des résultats sur la période, conforme au budget.

Au 31 mai 1987, les principaux indicateurs d'activité témoignent pour les 5 premiers mois, d'une progression soutenue tant des dépôts (+ 11 %) que des emplois (+ 6 %).

Sur proposition du Président, le Conseil a approuvé la nomination de M. Jean BAYARD au poste de Directeur Général.

M. Jean BAYARD, HEC, DES d'Economie Politique et de Sciences Économiques, a fait la quasi-totalité de sa carrière à la Banque Hervet où il a successivement occupé plusieurs postes dans le réseau d'exploitation et au siège central. Il était précédemment Directeur Général Adjoint, en charge des services centraux d'exploitation et responsable des principales filiales.

Le Conseil a été informé du lancement d'une nouvelle Sicav "Actions Pluri", spécialisée dans le patrimoine local, le BTP et le financement immobilier ; cette société est présidée par M. Jean-Louis GIRAL. Ce nouvel instrument s'ajoute à la création récente d'Hervet Plus (Sicav monétaire) et précède le lancement de "Valeurs Nouvelles" (Sicav actions) prochainement proposée au public.

Le Groupe vient également de se doter d'une société de crédit-bail immobilier, SOFIMURS, dont M. Clair-Henri PLAUD assure la présidence.

Enfin, le Conseil a mesuré la probabilité (environ 10 MF) de l'activité de capital-risque récemment engagée en partenariat avec de petites et moyennes entreprises.

Crédit Mutuel

SICAV

Composée essentiellement d'actions françaises et permettant de bénéficier des dispositions fiscales prévues dans le cadre des lois Monory et des CEA, la SICAV Epargne-Industrie donne la priorité à la plus-value.

Au 30 juin 1987, son actif net totalisait 3 755 MF, la valeur liquidative s'établissant à 751,79 F. Payé le 31/03/1987, le coupon se monte à 28,70 F net. Depuis sa création (23/11/1978), le taux de rendement annuel actuariel de la Sicav s'élève à 22,15 %.

Composée essentiellement d'obligations françaises, la SICAV Epargne Long Terme donne la priorité à la plus-value.

Au 30 juin 1987, son actif net totalisait 1 257 MF, la valeur liquidative s'établissant à 1 710,49 F. Payé le 31/03/1987, le coupon s'élève à 76,76 F net. Depuis sa création (15/06/1966), le taux de rendement annuel actuariel de la Sicav s'élève à 22,89 %.

Sicav court terme composée d'obligations françaises. Epargne J procure une rémunération proche du rendement monétaire et assure aux souscripteurs (personnes morales essentiellement) une liquidité totale.

Au 30 juin 1987, son actif net totalisait 1 288 MF, la valeur liquidative s'établissant à 52 336,39 F. Depuis sa création (01/12/1986), le taux de rendement annuel actuariel de la Sicav s'élève à 8,23 %.

DÉPOSITAIRE : CAISSE CENTRALE DU CRÉDIT MUTUEL

18, rue de Tilsitt - 75017 PARIS.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

SICAV JUIN 87

Sociétés d'investissement à Capital Variable Date de création	ORIENTATION	ACTIF NET (MF)	VALEUR LIQUIDATIVE (F par action)	PERFORMANCE en % (coupon inclus) :	
				depuis l'origine	depuis le 1.01.87
HAUSMANN EUROPE 5.03.84	Valeurs mobilières diverses, françaises et européennes	807,9	2085,79	+ 119,85 %	+ 13,42 %
HAUSMANN FRANCE 25.08.88	Valeurs mobilières françaises	240,2	1010,58	+ 2,35 %	+ 2,76 %
HAUSMANN OBLIGATIONS 13.12.82	Obligations françaises et étrangères	743,7	1430,92	+ 91,61 %	+ 3,41 %
HAUSMANN EPARGNE 23.07.84	Obligations françaises	404,4	1363,15	+ 38,76 %	+ 3,19 %
HAUSMANN COURT TERME 17.10.83	Obligations françaises rémunérées	1429,1	1181,78	+ 44,67 %	+ 3,81 %
HAUSMANN ASSOCIATIONS 5.12.83	Obligations françaises	428,5	1189,65	+ 48,41 %	+ 2,82 %
HAUSMANN OBLIGATIONS 22.10.84	Obligations françaises	213	1280,47	+ 30,60 %	+ 2,83 %



BANQUE WORMS

Pour en savoir plus sur ces SICAV, écr. ou tél. à la Banque Worms 45, bd Haussmann, 75009, PARIS. Tél. : 42.66.90 10

Schlumberger

RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE 1987

Pour le deuxième trimestre de 1987, le bénéfice net des activités de Schlumberger, hors Fairchild, est de 30 millions de dollars, soit 0,11 dollar par action. L'an dernier, pour la même époque, il était de 78 millions de dollars, soit 0,27 dollar par action. Les résultats du deuxième trimestre de 1986 ne prennent pas en compte une perte de 23 millions de dollars, soit 0,08 dollar par action, enregistrée par Fairchild Semi-Conducteur, qui est traité comptablement comme n'étant plus une division en activité.

Le chiffre d'affaires des activités, hors Fairchild, pour le deuxième trimestre, est de 1,11 milliard de dollars, comparé à 1,27 milliard de dollars l'an dernier.

Pour le premier semestre de 1987, le bénéfice net des activités hors Fairchild est de 35 millions de dollars, soit 0,13 dollar par action, comparé à 271 millions de dollars en 1986, soit 0,93 dollar par action. Le chiffre d'affaires est de 2,21 milliards de dollars ; il était de 2,73 milliards de dollars en 1986. Les résultats du premier semestre de 1986 ne prennent pas en compte une perte de 68 millions de dollars, soit 0,23 dollar par action, enregistrée par Fairchild Semi-Conducteur, qui est traité comptablement comme n'étant plus une division en activité.

Ronan Baird, président-directeur général, a indiqué qu'il était encourageant de constater que tous les groupes opérationnels de Schlumberger ont enregistré au deuxième trimestre des résultats meilleurs qu'un an auparavant. Il a noté, en particulier, que les résultats de l'ensemble des services pétroliers continuent de progresser en raison des importantes réductions des coûts effectuées par ces services en 1986 et du raffermissement des prix pratiqués.

Note : le rapport trimestriel n'est plus adressé aux actionnaires par leur banque ou agent de change. Toute personne, actionnaire ou non, désireuse de recevoir les rapports trimestriels peut les obtenir, si elle ne l'a pas déjà demandé, en écrivant au siège social : Schlumberger, 42, rue Saint-Denis, 75007 Paris.

Tél. : 40-62-13-06.

Marchés financiers

PARIS, 21 juillet

L'amère potion

Si les prévisions météo tendent plutôt à s'améliorer, il en va bien autrement sur Vivienne, où la tendance, mardi, s'est très sensiblement détériorée. Dans le créneau défilé, le repli des cours, encore très modéré la veille, s'est accentué. Durant la séance principale, le marché s'est franchement alourdi. Les agents de change, qui, maintenant désœuvrés, débattaient sur le parvis de l'ancienne courbe, cherchaient vainement quelques hausses intéressantes. En dehors de TRT, Cofinag, Baf Equipement, Cofel et Crédit National (entre 1 % et 3 %), Encreven, les valeurs furent légères, éprouvant les belles valeurs (Paribas, CSF, Peugeot, Elf, Dassault, Lefarge) comme les plus obscures (Labon, Sogepol, Baf), à la clôture, l'indicateur instantané décrochait de 1,32 %.

D'après les professionnels, la proximité de la liquidation générale — celle-ci aura lieu jeudi prochain 23 juillet — n'explique pas tout. « Les échanges sont trop chers pour permettre à la récession de s'opérer », disent-ils, « l'un d'eux est, de fait, l'activité, ces derniers jours, se révèle assez faible. Si l'on retire les deux valeurs les plus traitées, le montant des transactions atteint tout juste 1 milliard de francs. »

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que les ventes aient été enregistrées en fin de matinée, par exemple, notamment sur Elf Aquitaine, soient assez lourdement posées. De façon plus générale, les boursiers assurent s'enlever ferme avec des cornes vides.

Il n'empêche qu'une certaine nervosité a précédé aux transactions à court terme. Le marché obligataire et le MATIF avaient également subi une dépression. Les spécialistes avouent ne pas très bien comprendre le phénomène. Mais peut-être qu'un renouveau comme un premier coup de cloche pour le fameux effet « bouée de sauvetage ». Le balais appelle le balais, c'est bien connu, surtout quand le cœur n'y est plus.

CHANGES

Dollar : 6,18 F =

Sur des marchés des changes très calmes, de moins en Europe, le dollar s'est maintenu, mercredi, à ses cours de la veille. A Paris, le cours du deutschemark s'est maintenu à 3,3270 F, niveau jugé satisfaisant.

	21 juillet	22 juillet
FRANCFORT (en DM)	1,875	1,898
TOKYO (en yen)	152	152
PARIS (22 juillet)	73/8	
New-York (21 juillet)	67/2	

Marché monétaire (effets privés)

Paris (22 juillet) : 73/8

New-York (21 juillet) : 67/2

NEW-YORK, 21 juillet

Nouvelle baisse

Pour la deuxième journée consecutive, les cours ont baissé mardi à Wall Street. Une reprise en cours de séance n'a en aucun cas, parvenant tout juste à limiter les pertes. Finalement, après être tombé à 2 444,67, puis remonte à 2 500,16, l'indice des industrielles s'est établi à 2 467,95 (- 19,77 points). Le bilan de la journée a été en tout point comparable à ce résultat. Sur 1 982 valeurs traitées, 1 076 ont baissé, 488 seulement ont monté et 418 n'ont pas varié.

Le marché a été franchement impressionné par les rumeurs qui ont circulé sur une reprise de l'inflation en juin avec une hausse des prix de détail de 0,5 %. Les valeurs à revenu fixe ne sont, du coup, délaissées, et le dollar s'est affaibli. Les investisseurs ont, pour cette raison, écouté avec attention les discours prononcés par M. Paul Volcker, président de la Fed, et son successeur M. Alan Greenspan. Les deux hommes ont déclaré que la lutte contre l'inflation restait la préoccupation première de la Banque centrale. D'une façon générale, le communisme boursier attendait la publication, ce mercredi, de l'indice des prix de détail.

L'activité s'est accrue, et 186,57 millions de titres ont changé de mains, contre 168,14 millions.

VALEURS	Cours de 20 juillet	Cours de 21 juillet
Alcoa	86 1/2	87
Allegheny	34	35 1/4
AT&T	57	57 1/2
Bell	47 1/2	49 3/8
Chrysler	45 1/8	41 5/8
Du Pont de Nemours	128 5/8	128 7/8
General Electric	60 1/4	61 1/4
IBM	84 7/8	84
Intel	108 1/2	108 1/8
Johnson & Johnson	65 1/2	65 1/4
McDonald	53 1/2	53 1/4
Rockwell	68 1/4	68 1/2
Schlumberger	169 1/4	169 1/2
Union Pacific	61 5/8	61 1/4
United Oil	64 3/4	63 1/2
Westinghouse	72 1/4	71 3/4
Yale	80 1/4	80 1/4
Yale	49 1/8	49 5/8
Yale	57 1/4	57 1/4
Yale	57 1/4	57 1/4
Yale	57 1/4	57 1/4
Yale	57 1/4	57 1/4

Index boursiers

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1984)

20 juillet 21 juillet

Valeurs françaises : 122,2

Valeurs étrangères : 122,1

C* des agents de change

(base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général : 418,6 407,5

NEW-YORK

(Index Dow Jones)

20 juillet 21 juillet

Industrielles : 2 467,95 2 467,95

LONDRES

(Index Financial Times)

20 juillet 21 juillet

Industrielles : 1 889,6 1 872

Mines d'or : 445 437,1

Fonds d'Etat : 96,53 97,52

TOKYO

21 juillet 22 juillet

Nikkei Dow Jones : 2397,36

Indice général : 1915,64

MATIF

Notionnel 10 % - Cotisation en pourcentage du 21 juillet

Nombre de contrats : 46 922

COURS	ÉCHÉANCES			
	Sept. 87	Déc. 87	Mars 88	Juin 88
Dernier	102,85	102,70	102,55	102,75
Précédent	103,30	103,20	103,10	103,85

LA VIE DE LA COTE

ASYSTEL SE LANCE SUR L'EUROMARCHÉ. — Le groupe Asystel, spécialisé dans la prestation de services informatiques, se lance sur l'euro-marché. Depuis le 20 juillet, il propose à l'émission de 240 000 actions nouvelles, à 700 F l'action. Le placement, assuré par un syndicat bancaire composé par le CCF, sera réalisé à 50 % en France et à 50 % à l'étranger. Une bon de souscription est attaché à chaque lot de deux actions, donnant droit à souscrire à une action au prix de 700 F du 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

L'OPB PARIBAS CÈDE SA PARTICIPATION DANS LE CRÉDIT SUICRE. — L'OPB Paribas, omniaire de participations bancaires de Paribas, va céder sa participation de 67,73 % dans le crédit sucrier et alimentaire. Cette opération, qui devrait être réalisée d'ici la fin du mois, prendra la forme d'une cession de bloc de contrôle.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er} septembre 1987 au 31 décembre 1987.

Le 1^{er</}

21 JUILLET

21/7

Marché libre de l'or

MINITEL

La gestion en direct
de votre portefeuille personnel
36.16 Tapez LEMONDE puis BOURS

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINTEL
3 La situation dans le Golfe. 4 Afrique du Sud : la fin de la conférence de Dakar. 5 L'évolution du conflit afghan.	8 L'arrestation du militant guadeloupéen Luc Reinette. COMMUNICATION 8 Le bilan de la privatisation de TFI.	15 Justice : les mésaventures professionnelles de M ^{re} Guernann. 16 Sciences : un Syrien dans l'espace. 16 Sports : le Tour de France cycliste.	9 Le 41 ^e Festival d'Avignon. 10 Musique : grands projets à Saintes. 11 Sculptures et peintures en Gironde.	18 Un entretien avec M. Friedmann, président d'Air France. — La nouvelle restructuration de la sidérurgie européenne. 19 Le Sénat américain vote un projet de loi protectionniste. 20-21 Marchés financiers.	Radio-télévision 14 Météorologie 14 Mots croisés 14 Carnet 16 Annonces classées 17 Abonnements 8 Spectacles 14-16	• Tour de France à la voile : rendez-vous à Douarnenez. (ETE) • Liban : appel à la « guerre sainte ». (EXC) • Faites-vous une toile. (CINE) Actualité, Sports, International, Culture, Bourse, FINANCE 36-15 Tapez LEMONDE

L'enquête sur les attentats de Paris

Trois Libanais intégristes placés en garde à vue

Trois Libanais, dont l'identité n'était pas connue, le mercredi 22 juillet, en fin de matinée, ont été placés en garde à vue, mardi, pour être entendus par les policiers de la Direction de la surveillance du territoire. On pensait au ministère de l'Intérieur que cette garde à vue se prolongerait jusqu'au terme de sa durée légale : quatre jours pour les affaires de terrorisme.

Toujours selon la Place Beauvau, ce nouveau coup de filet est consécutif à des déclarations faites au juge d'instruction parisien, M. Gilles Bouloque, par des personnes inculpées à la suite des attentats commis à Paris en 1986, rue de Rennes en par-

ticulier. Le chef opérationnel de ce réseau serait Fouad Ali Salih pour avoir complété d'assassinats, complicité de destruction volontaire d'objets mobiliers et de biens par l'effet d'une substance explosive ayant entraîné la mort de personnes.

Un Tunisien arrêté en mai, M. Abdel Hamid Badoui, avait dénoncé M. Salih et affirmé que celui-ci avait reconnu devant lui être à l'origine de l'attentat de la rue de Rennes.

Cette première série d'inculpations visait ce que le ministère de l'Intérieur appelle un réseau « intégriste » avait été prononcée par M. Michel Lévêque, juge d'instruction à Paris. Celui-ci avait remplacé, pour ce dossier, M. Alain Marsaud, qui venait d'être nommé à la tête de la section antiterroriste du parquet. M. Bouloque est aujourd'hui seul chargé de l'information relative aux attentats commis à Paris l'année dernière. Ce regroupement du dossier dans les mains d'un seul juge, se justifie, explique-t-on au Palais de justice de Paris, dès lors que l'enquête, indépendante de celle de M. Lévêque, menée par M. Bouloque sur le « réseau Salih », a fait apparaître de fortes charges à l'encontre des membres de ce réseau considéré désormais comme responsable des attentats parisiens.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 22 juillet

Plus résistante

La tendance était plutôt à la résistance mercredi matin à la Bourse de Paris. Assez forte la veille, la baisse s'est en effet ralentie durant la session préliminaire. A la clôture, l'indice instantané n'accusait plus qu'un repli de 0,4 % environ. Hausse de Bouygues (+2,9 %), Skis Rossignol (+1,7 %), Moulinex (+1,4 %), Europe n° 1 (+1,2 %). Repli d'Esso (-3 %), Bati Investissement (-2,8 %), Bic (-2,5 %), Flaxtel (-2,4 %) et BHV (-1,6 %).

Valeurs françaises	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	452	445	448
Agence France	522	520	520
Air Liquide (L)	678	684	670
Banque Paribas	855	851	855
Bouygues	2700	2690	2700
B.S.N.	1082	1130	1136
Carrefour	4720	4700	4705
Chargers S.A.	1283	1300	1280
Club Méditerranée	816	816	816
Esso	2665	2672	2670
Europe n° 1	1490	1487	1487
Flaxtel	3121	3126	3124
Lyons, des Bains	1447	1447	1447
Midi (Café)	2782	2771	2771
Moulinex	1008	999	997
Perrot-Hébert	988	988	987
Reaumur S.A.	480 20	480 20	481
Saint-Gobain	714	718	720
Smol	803	805	805
Télécom	2870	2870	2880
T.S.F.	2046	2050	2050
Valis	574	568	571

PREPA H.E.C.
Bacheliers C et D.
Classe spéciale pour bacheliers B.
Taux confirmé de réussite depuis 11 ans.
PRÉPARATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE
PCS
48, rue de la Fédération
75015 Paris
Tél. : (1) 45 66 59 98

ESAM
bacheliers + 2 langues
Reprenez le défi européen avant 1992
UN JOB ASSURÉ
aider un manager international
Selon les entreprises, l'entraîneur sur 3 va concerner des assistants de direction trilingues, ayant les responsabilités, maîtrisant la micro-informatique et la bureautique, la communication dans l'entreprise en France et à l'étranger.
L'ESAM : une formation efficace
30 mois (20 en France, 5 en Allemagne ou en Espagne, 5 en entreprise) conçus avec les entreprises et les meilleures écoles européennes, centrés sur le traitement des informations de gestion assisté par ordinateur, langues appliquées aux affaires, techniques de communication.
ECOLE SUPÉRIEURE D'ASSISTANTES DE MANAGEMENT
Bon à retourner à ESAM 63, av. de Villiers 75017 Paris - Tél. : 42 27 20 69
M. (Mlle) _____ adresse _____
Tél. : _____
bac présenté : ☐ souhaite recevoir une documentation.

Antanas Gecas le Barbie de la Grande-Bretagne ?

Londres (AP, Reuters). — Le ministre de l'Intérieur britannique a annoncé mardi 21 juillet avoir retrouvé la trace de sept anciens nazis soupçonnés de crimes de guerre, ce qui porte à seize le nombre d'anciens nazis présumés criminels de guerre vivant en Grande-Bretagne.

Un porte-parole du ministère a précisé, sans révéler aucun nom, que sept d'entre eux figuraient sur une liste fournie par une chaîne de télévision écossaise et neuf sur une liste du Centre Simon-Wiesenthal de Los Angeles.

La liste de la télévision a été constituée par les producteurs d'un documentaire sur « L'affaire Gecas », du nom d'un ancien ingénieur des mines vivant en Ecosse et soupçonné d'être responsable de la mort de centaines de juifs et de tsiganes en Lituanie.

Le gouvernement britannique examine actuellement un rapport de 1100 pages contenant les déclarations de preuve patiemment rassemblées par les « chasseurs de nazis » du Centre Simon-Wiesenthal, au sujet de Gecas et de deux autres suspects dont l'identité n'a pas été révélée. Le Centre Wiesenthal a remis ven-

dredi 17 juillet au ministère de l'Intérieur de nouveaux éléments, comprenant des déclarations signées en Union soviétique par trois des anciens camarades de combat de Antanas Gecas, selon lesquels il a ordonné l'exécution de centaines de juifs, en tuant lui-même un certain nombre. Ces déclarations ont été obtenues par la télévision écossaise. « Si ces témoignages ont raison — et le Centre Simon-Wiesenthal le croit, a affirmé le rabbin Marvin Hier, doyen du Centre, Antanas Gecas a alors tué beaucoup plus de juifs que Klaus Barbie ; c'est pourtant toujours un homme libre et un citoyen de ce grand pays. »

Ancien commandant lituanien, Antanas Gecas est arrivé en Grande-Bretagne en 1947 et vit actuellement à Edimbourg. Il a toujours nié avoir participé au massacre de 220 000 juifs lituaniens par les nazis durant la seconde guerre mondiale.

Le ministre de l'Intérieur a fait savoir lundi 20 juillet dans un communiqué qu'il était « très reconnaissant » au Centre Simon-Wiesenthal de lui avoir fait parvenir toutes les preuves accumulées contre Gecas et les deux autres suspects.

Le chef de l'Etat veut accélérer la création d'un comité international sur le SIDA

M. François Mitterrand a adressé, le mardi 21 juillet, une lettre aux chefs d'Etat des principaux pays industrialisés et de la Communauté économique européenne dans le but d'accélérer la création d'un comité international d'éthique sur le SIDA. Cette structure internationale avait été proposée par la France, le 10 juin dernier, au cours du sommet des pays industrialisés à Venise.

« La mission de ce comité serait de réfléchir aux aspects moraux et éthiques de la lutte contre le SIDA, afin de nous conseiller dans notre action », écrit M. Mitterrand. Comme vous le savez, ce projet a été bien accueilli. Il convient donc d'entamer les procédures nécessaires à sa mise en œuvre. La meilleure façon d'agir me paraît être de vous demander, avant qu'il ne soit trop tard, si vous acceptez de participer à ce comité international d'éthique sur le SIDA, afin de désigner trois personnes hautement qualifiées. »

• GRANDE-BRETAGNE : Londres expulse un attaché militaire bulgare. — Le Foreign Office a annoncé mardi 21 juillet sa décision d'expulser de Grande-Bretagne l'attaché militaire de l'ambassade de Bulgarie à Londres, le colonel Ivan Pavlov Djambolov, pour « activités incompatibles avec son statut », formule diplomatique utilisée pour les affaires d'espionnage. — (AFP.)

Conseil des ministres

Les traitements des fonctionnaires augmentés de 0,5 %

Les fonctionnaires civils et militaires, actifs et retraités, bénéficieront à partir du 1^{er} août d'une augmentation de 0,5 % de leurs traitements ou pensions. Cette décision a été prise le mercredi 22 juillet par le conseil des ministres. Le porte-parole du gouvernement, M. Alain Juppé, a précisé que la rémunération moyenne des fonctionnaires en 1987 augmentera ainsi de 3 %.

D'autre part, le conseil des ministres a désigné un autre délégué aux risques majeurs en remplacement de M. Vié Le Sage : M. Thierry Chamblin, ingénieur des ponts et chaussées.

Le numéro de « Monde » daté 22 juillet 1987 a été tiré à 451 558 exemplaires

LE BON CÔTÉ DE LA MODE CHEZ RODIN LES PRIX
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

C.F.P.A.
Centre formation professionnelle
57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly
47.45.08.19 ou 47.22.94.94
Préparation intensive en septembre.
CEPES

AVIS AUX AMATEURS D'APPLE
LE MACINTOSH II EST DISPONIBLE CHEZ INTERNATIONAL COMPUTER
INUTILE DE TOURNER AUTOUR DU
QUANTITÉ LIMITÉE!
INTERNATIONAL COMPUTER
La micro sans frontières
26, rue du Renard Paris 4^e • 42.72.26.26
64, av. du Prado Marseille 6^e • 91.37.25.03

Trois disparitions

L'écrivain Henri-François Rey

L'écrivain Henri-François Rey est mort le mercredi 22 juillet à l'hôpital Cochin à Paris. Il était âgé de soixante-sept ans.

Henri-François Rey, c'était d'abord une « gueule ». Long, sec, la voix enrouée — évidemment — le visage ravagé par l'alcool, le tabac, et quelques autres paradis artificiels, il cultivait son image de « narcissiste professionnel » (c'est lui qui le disait) et de touche-à-tout : musicien et pianiste de jazz sur la Côte pendant la guerre, journaliste, correspondant de guerre, puis critique littéraire à *Combat*, il travailla également pour le cinéma comme dialoguiste et scénariste. Il fut notamment assistant de Marcel Carné pour *Les Enfants du paradis*.

En 1959, il a quarante ans : le jury des prix des Deux-Magots distingue son premier roman, *La Fête espagnole*, le confirmant dans son désir d'être écrivain. Il avait raison. *Les Piano mécaniques*, son troisième roman, reçoit en 1962 le prix Interallié, et connaît un grand succès.

Ce « demi-Catalan », né à Naulouze le 31 juillet 1919, n'avait jamais caché sa passion pour l'Espagne. Depuis de nombreuses années, il vivait à Cadix, qu'il n'a quitté qu'il y a quelques jours pour subir

une intervention chirurgicale à Paris. Amateur de peinture et poète, il fut même à l'occasion, il fut un des grands amis de Salvador Dalí, auquel il consacra un livre, en 1974.

Connaissant son amitié avec l'écrivain Christiane Rochefort, on avait cru reconnaître en lui le héros du *Repos du guerrier* (Grasset) roman (écrit pour le personnage masculin). « Mon Dieu, peut-être bien qu'elle a mis dans son livre une petite tranche de ma personne », disait-il à tous ceux qui lui posaient la question. Et il parlait d'un grand fétat de rire.

A Madeleine Chapsal qui l'interrogeait pour *l'Express* en 1962, il dessinait ainsi son autportrait : « L'amour ? Pourquoi pas ? L'Espagne ? Certes. Le whisky ? Plutôt... »

• Les principaux ouvrages d'Henri-François Rey, essentiellement disparagées : *Les Piano mécaniques* (Laffont 1962) ; *Le Rêveur* (Laffont 1967) ; *Le Barbier* (Laffont 1972) ; *Deli dans son laboratoire* (Grasset 1974) ; *Le Paradis* (Laffont 1980) ; *Repos du guerrier* (Laffont 1981) ; *Le Sacre de la putain* (Grasset 1983) ; *Le Jeune Fille nue* (Grasset 1986) ; *Le Café Malin* (Belfond 1987).

Il avait, en outre, écrit deux pièces de théâtre : *Opéra pour un tyran* (1967) et *La Bande à Bonnet* (1971).

L'angliciste Henri Fluchère

Nous apprenons la mort d'Henri Fluchère, ancien doyen de la faculté d'Aix-en-Provence et qui avait contribué à faire connaître en France l'œuvre de T.S. Eliot. Il était âgé de quatre-vingt-huit ans.

Agrégé d'anglais, docteur ès-lettres, Henri Fluchère est né à Marseille en 1898. Membre de l'équipe des *Cahiers du Sud*, à partir de 1925, son goût du théâtre l'amène à fonder, dans sa ville natale, en 1930, avec André Roussin et Louis Doreux, la compagnie du « Rideau gris ». Il ne quitte pas le domaine théâtral pour s'intéresser à Shakespeare, auquel il consacre plusieurs essais, dont *Shakespeare, dramaturge élitiste* (Gallimard 1966).

Henri Fluchère a traduit en français de nombreux auteurs anglais : Shakespeare, H. Miller, D. H. Lawrence... Il fut également, grâce à ses traductions, l'un des

principaux introducteurs de T.S. Eliot en France. En 1961, il obtint le grand prix de la critique pour sa thèse sur Laurence Sterne (Gallimard), soutenue en Sorbonne trois ans plus tôt. Biographie chancelante, ce livre réhabilite l'auteur de *Tristram Shandy* et démontre sa modernité.

Mais Henri Fluchère ne se cantonne pas au seul domaine anglais. En 1972, il fonde l'association des amis de Jean Giono, écrivain dont il a traduit plusieurs œuvres en français.

Parallèlement à ses activités d'écrivain et de traducteur, Henri Fluchère a mené sa carrière universitaire à la faculté des lettres d'Aix-en-Provence à partir de 1941. Il dirigea également, de 1946 à 1963, la Maison française de l'université d'Oxford. Il termina sa carrière comme doyen de la faculté des lettres d'Aix en 1969.

Le spéléologue Norbert Casteret

Le spéléologue Norbert Casteret est décédé dans la nuit de lundi 20 au mardi 21 juillet à Toulouse. Il était âgé de quatre-vingt-dix ans.

Après Emile Martel, qui descendit dans plusieurs gouffres à la fin du siècle dernier, Norbert Casteret fut le véritable fondateur de la spéléologie française. Découvreur ou explorateur de milliers de grottes en France, puis en Afrique et en Amérique, il fut aussi un écrivain de talent, qui sut, à travers quarante-cinq ouvrages, faire partager sa passion à des milliers de jeunes.

Né le 13 août 1897, il fut, à l'âge de cinq ans, fasciné par une grotte proche de son village natal de Saint-Martory (Haute-Garonne), que ses parents et lui visitèrent, guidés par un paysan porteur d'une torche

famante. A l'orée d'une grande salle, sa mère lui dit : « Regarde, au fond ce sont les ténébreuses éternelles. » Le mot le fascina.

A douze ans, il se laisse glisser, muni d'une corde, d'une bougie et de quelques allumettes, dans un puits naturel proche de Saint-Martory. A vingt ans, il abandonne ses études de droit pour celles de géologie, par passion pour les grottes. Ses premières grandes découvertes seront, en 1923, les dessins et les statues préhistoriques de la caverne de Montespan, puis, en 1931, la vraie source de la Garonne, dans le massif de la Maladetta.

Il dirigea jusqu'à ses années 60 de nombreuses explorations souterraines à la grotte de la Cigalière, à la Héme-Morte, à la Pierre-Saint-Martin ; beaucoup de ses collaborateurs étaient venus à la spéléologie par la lecture de ses livres, à commencer par Marcel Loubey qui trouva la mort en 1952 à la Pierre-Saint-Martin, longtemps la plus grande grotte connue.

On compte actuellement en France plusieurs milliers de spéléologues. Cette activité s'est étendue au monde entier. Et le progrès des techniques permet maintenant des explorations sans commune mesure avec celles que fit Norbert Casteret, comme celle de la grotte soviétique d'Optimistcaja et ses 150 kilomètres de galeries.

M.A.
Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel
36-15 + LEMONDE